

SANS FRONTIÈRE

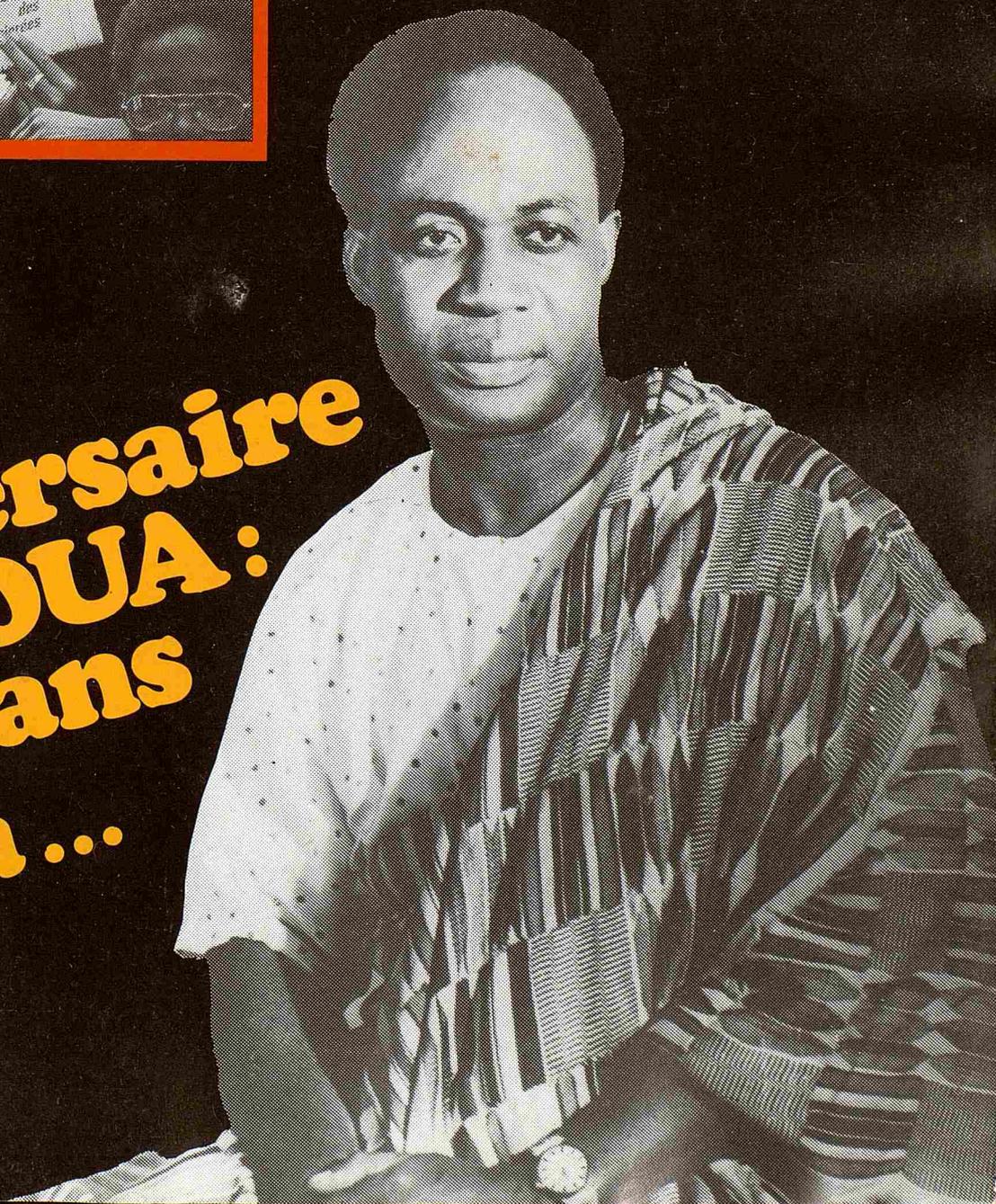
«QU'IL ME SOIT PERMIS DE DECOUVRIR ET DE VOULOIR L'HOMME, OÙ QU'IL SE TROUVE» FRANTZ FANON

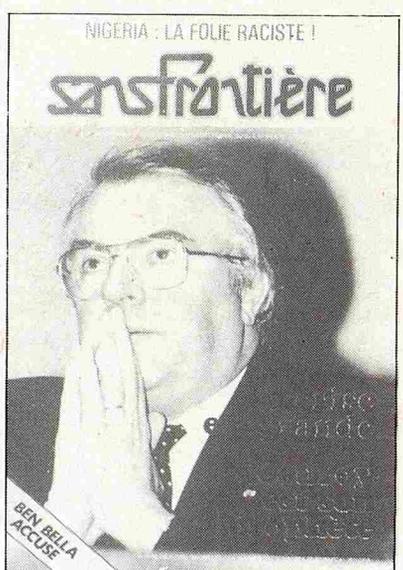
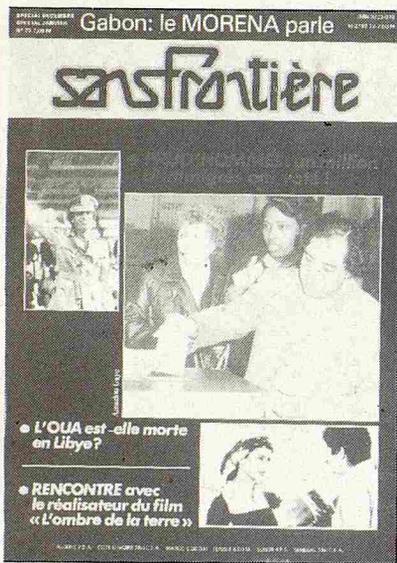
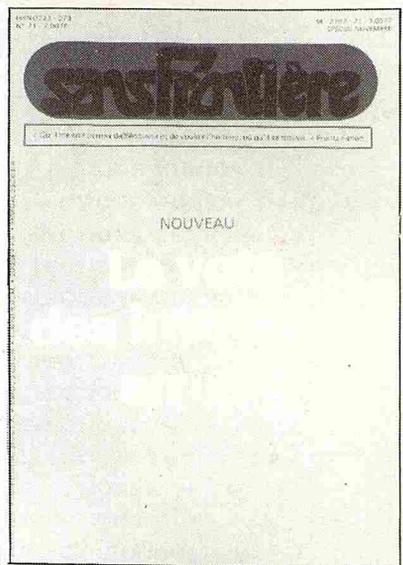
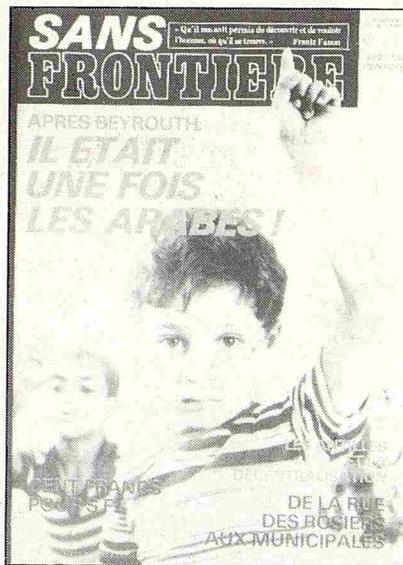
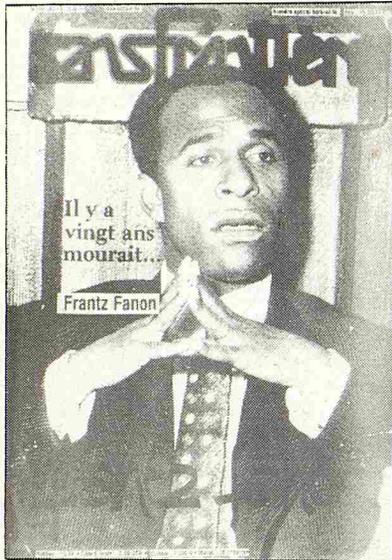


**Il y a deux ans :
mourait Bob Marley**

**Fin des cité de transit :
Enfin ils rentrent
en France !...**

**Anniversaire
de l'OUA :
vingt ans
déjà ...**





C'est l'avant dernier numéro avant la pause d'été. Le prochain numéro est pour le 25 juin en kiosque (spécial juillet, aout), On vous prépare des surprises pour la rentrée de septembre. Mais on est toujours là, écrivez nous !



Tous les numéros mensuels sont disponibles. Commandez-les. 4 numéros au prix de trois. Prix : 20 F.

SOCIAL

Daniel LACERDA
Saïd BOUZIRI
Mamadou DIA

INTER

Raphaël CONSTANT
Farid AICHOUNE
Macodou N'DIAYE
Fatima BELHADI
Aline N'GOALA
Kamel BELARBI

CULTUREL

Fabienne MESSICA
Leïla SEBBAR
Mohamed NEMMICHE
Anne VALLET
Birham N'DIAYE
Mustapha AMMI
Nourredine BOUSFIHA

PHOTOS

Amadou GAYE
DJAMAI

FABRICATION

Mustapha MOHAMMEDI
Nidham ABDI
PACO
BOUZIANE
Samira DOBALLAH
Françoise PLANCHAND
Farid MOUGHLAM

PUBLICITE

Amadou GAYE

ABONNEMENT

Driss MOURAD

Rédaction Paris : 33 Bd
Saint Martin Paris.
Tél : 278.44.78
Siège social : 35 rue
Stephenson 75018 Paris.
Fondateur de l'Association
« Editions Sans Frontière »
Louis Gallimardet
Rédacteur en chef : Méjid
Daboussi « Ammar ».
Directeur de publication :
Khali Hammoud.
C.C.P. : 420900F Paris.
Commission paritaire
n° 61715.
Diffusion N.M.P.P.
Pour tout courrier : 33 bd
Saint Martin 3^e.
Imprimerie E.T.C.
76 Yvetot.

SOMMAIRE

SOCIAL

Mr RENE BLOCH ET LE 17 OCTOBRE 61 P.5

LA FIN DES CITES DE TRANSIT :

« La famille Dadi rentre en France » P.6 à 8

LES PORTUGAIS ET LES ELECTIONS P.12 et 13

HISTOIRE D'UNE COMMUNAUTE :

« Les Haïtiens en France » P.16 et 17

INTERNATIONAL

LE CAMEROUN AVANT LES ELECTIONS P.22 et 23

L'OUA : VINGT ANS DEJA P.23 à 25

LA CÔTE D'IVOIRE :

« Interview de Laurent Gbagbo » P.27 à 29

DOSSIER SUR LE ZAÏRE :

« Le régime de la teneur » P.30 à 33

CULTURE

HOMMAGE A BOB MARLEY P.34 et 35

CINEMA :

« L'Inde à Beaubourg » P.36 et 37

LE CINEMA COLONIAL P.40 et 41

AGENDA — SERVICES P.52 à 58

TARIF D'ABONNEMENT P.18

Rectif. : la photo de la une du n° 76 est de notre ami Djamaï.
Milles excuses !

Le joli mois de mai

Racisme et logement

Deux événements ont marqué ce mois de mai. Les réactions racistes de certains « *étudiants en droite* », comme on les a nommé, demandant à la police d'aller réprimer les bougnoules d'Aulnay sont dans toutes les mémoires, ainsi que l'insidieuse réaction de Mr Bernasconi après « *sa* » manif de petits commerçants et artisans.

Le racisme honteux n'est plus de mise. C'est le racisme au grand jour. Le MRAP a beau porter plainte, rien n'y fait, les dégâts sont commis. Une digue semble avoir cédé : la haine raciste déferle sur la France en ce mois de mai 83 ; une haine publique, une haine qui n'a plus peur de dire son nom. C'est bien la première fois depuis 40 ans que cela se produit.

Le silence gêné des uns, face à l'arrogance des autres situe bien le niveau du débat actuel.

LES « *bougnoules* » vont continuer à être le point de mire dans tous les sens du terme.

La décision annoncée par Me Dufoix de reloger les habitants des cités de transit, suite à l'incendie de Colombes, d'ici à l'automne prochain est le deuxième événement passé un peu inaperçu.

Cette décision semble prouver que l'état s'oriente enfin vers des mesures autoritaires, pour reloger les mal-nantis. (*Lire à ce propos notre reportage sur la famille Dadi*).

De plus une lettre signée par le ministre du Logement ainsi que par Mme Dufoix, précise aux offices H.L.M. de la Seine Saint-Denis, que toutes les subventions de l'état seront supprimées si les quotas (anti-immigrés) continuaient d'être appliqués.

Mme Dufoix semble ainsi répondre à l'attente des immigrés sur la question du logement. Sa visite, non annoncée auprès des familles victimes de l'incendie de Colombes semble lui avoir donné plus de détermination pour lutter contre les discriminations. Mais l'affaire est complexe et les résistances énormes. A l'image du racisme qui commence à gangrener sérieusement toutes les couches de la population de ce pays. A tel point que cela semble avoir ému l'Elysée et qu'il ait demandé au cabinet de Mme Dufoix une série de notes sur le racisme aujourd'hui et la meilleure manière de s'y attaquer.

Nous croyons savoir par ailleurs qu'un certain nombre de groupes de travail à l'échelle inter-ministérielle se sont attelés à la demande du premier ministre, à l'étude des dossiers suivants : le logement, le travail, la communication et la réglementation. Pour ce dernier groupe de travail, une idée entre autres semble faire son chemin : c'est le fameux triptyque que tout voyageur en provenance du Maghreb doit présenter à l'entrée du territoire français.

Toutes les recommandations de ces groupes de travail seront bien évidemment envoyés au premier ministre et à l'Elysée.

François Mitterrand qui doit s'exprimer le 15 juin prochain à la télévision aura ainsi toute une palette d'éléments qui lui permettra d'intervenir enfin sur la question de l'immigration.

Depuis mai 81, il était intervenu sur la question à Alger pour rendre hommage à l'immigration algérienne, puis lors d'une autre causerie à la télévision en 82, où sans nommer les immigrés il avait glissé sur le sujet.

Le 15 juin prochain, on y verra plus clair, même si la question du racisme de loin la plus inquiétante, semble devoir être au centre de cette intervention...

Par MÉJID AMAR

Monsieur Pierre Bloch et le 17 octobre 1961

Nous reproduisons ici une lettre, ainsi qu'une photographie de M^r Pierre Bloch Président de la LICRA, suite à un article paru dans *SF* du mois d'avril (N° 75) intitulé : « *Le Monde* », antisémite ? A propos du procès que la LICRA a intenté à ce journal. Dans sa lettre, Mr Bloch, prétend avoir été « massacré » par les « flics » de Mr Papon le 17 octobre 1961. Pour preuve, il nous a fait parvenir une photo où l'on voit effectivement un homme frappé à terre par un policier. Mais l'homme qui est frappé tient dans sa main un journal qui n'est autre que : *Paris-Presse l'Intransigeant, France-Soir*. Reste à savoir que ces deux journaux ont fusionné le 15 juin 1965. Donc, soit Mr Bloch se trompe ou bien il s'est trompé de photo, ou peut être d'Histoire tout simplement...

Je parie que tu ne publieras pas ma lettre.

Le 17 Octobre 1961 j'ai participé à toutes les manifestations contre le massacre des algériens.

Je tiens à ta disposition une photographie où à terre, je suis massacré par les flics de Monsieur Papon.

2°- Le lendemain de la journée contre le racisme, c'est à dire le lundi 21 mars, sur les 3 chaînes de télévision j'ai condamné sans ambage la campagne électorale raciste. Bien mieux, j'ai envoyé un télégramme de soutien au maire de DREUX, et dans un communiqué, la LICRA a condamné la campagne anti raciste, anti arabe.

Tu n'as pas de veine Monsieur FA.

Par contre, j'aimerais bien connaître tes titres.

Si cela t'intéresse, saches que j'ai été condamné à mort par VICHY - que j'ai fait 7 mois de cellule et 5 mois dans les prisons de Franco et que j'ai été plastiqué par l'O.A.S.

Allez chiche Monsieur F.A. publie ma lettre!

Pierre Bloch
PIERRE-BLOCH

Paris le 28 avril 1983
Monsieur F.A.

Je parie que tu ne publieras pas ma lettre.

Le 17 octobre 1961 j'ai participé à toutes les manifestations contre le massacre des algériens.

Je tiens à ta disposition une photographie où à terre, je suis massacré par les flics de Monsieur Papon.

2°- Le lendemain de la journée contre le racisme, c'est à dire le lundi 21 mars, sur les 3 chaînes de télévision j'ai condamné sans ambage la campagne électorale raciste. Bien mieux, j'ai envoyé un télégramme de soutien au maire de DREUX, et dans un communiqué, la LICRA a condamné la campagne raciste, anti arabe.

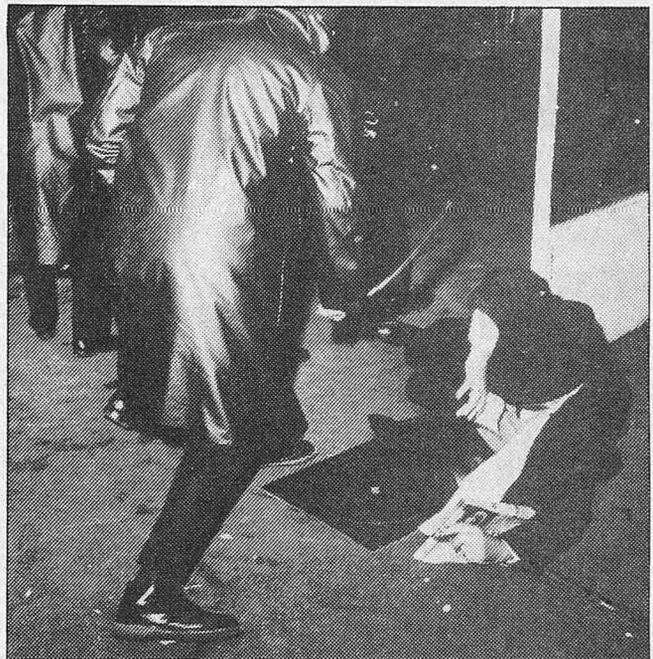
Tu n'as pas de veine Monsieur FA.

Par contre, j'aimerais bien connaître tes titres.

Si cela t'intéresse, saches que j'ai été condamné à mort par VICHY - que j'ai fait 7 mois de cellule et 5 mois dans les prisons de Franco et que j'ai été plastiqué par l'O.A.S.

Allez chiche Monsieur F.A. publie ma lettre !

PIERRE-BLOCH



M^r Pierre-Bloch nous a envoyé une photo où il est à terre et affirme qu'il s'agissait du 17 octobre 61.

Après agrandissement de la photo, le journal qu'il tient à la main s'appelle « *Paris-Presse l'Intransigeant, France-Soir* ». Ces deux journaux n'ont pourtant fusionné que le 15 juin 65. Bizarre. M^r Pierre Bloch, vous ne trouvez pas !

Non, vous n'y étiez pas !

« *J'ai une haine de Juif pour les policiers progromistes d'octobre 1961* ».

Pierre Goldman

Nul doute Mr Bloch, — en ce qui me concerne —, que vous fûtes victime, du régime de Vichy ; et que vous fûtes cinq mois dans les geôles de Franco, ou que vous fûtes aussi la cible de l'OAS. Mais il n'empêche, — et je persiste et signe —, que vous êtes resté, honteusement silencieux, pendant — et après le massacre des Algériens, le 17 octobre 1961 à Paris.

L'Histoire interrogée, est restée muette à l'appel de votre nom ; mais rassurez-vous, vous n'êtes pas le seul, si cela peut vous consoler. Votre lettre n'y fera rien et encore moins la photo, qui après vérification du journal que l'homme à terre tient dans sa main : il s'agit de *Paris Presse l'Intransigeant - France-Soir* ; et quand on sait, que ces deux journaux, ont fusionné seulement en juin 1965 ; on peut légitimement se poser des questions. Alors permettez-moi de plus que douter Mr Bloch. La mémoire ne peut faire son choix... elle ne saurait céder à vos oburgations.

Quant à savoir quels sont mes « titres », que puis-je vous dire sinon, que je ne suis qu'un humble petit fils de transplanté ; et qui dans un passé encore pas si lointain, criait à s'en égosiller : « *Nous sommes tous des Juifs Allemands* » !

Mais vous me pardonnerez de ne pas avoir de photo à produire, et surtout, de ne vous avoir pas tutoyé.

Farid Aïchoune

Après vingt ans
de transit à Nanterre,

La famille Dadi rentre en France



Photo Amadou Gaye

Il aura fallu deux drames de « l'auto-défense » (Nanterre, Chatenay Malabry) et un incendie (Colombes) pour que la résorption des cités de transit soit l'objet de mesures radicales.

Une circulaire de Madame Georgina Dufoix (secrétariat d'Etat chargé de la Famille, de la Population et des Travailleurs Immigrés) et Mr. Roger Quillo (Urbanisme et Logement) prévoit la destruction des cités avant l'automne prochain. Pour répondre aux besoins de relogement, tout pouvoir est attribué aux Commissaires de la République des départements concernés.

Outre l'obligation pour tout organisme constructeur dans les Hauts de Seine de participer à la résorption des cités, de véritables mesures de réquisition seront appliquées. Premiers bénéficiaires de ces mesures, la famille Dadi, derniers habitants de la cité de Nanterre où Abdennebi Guémiah a été assassiné.

C'est dans une petite rue pavillonnaire de Nanterre que la famille Dadi a été relogée, début Mai. Une grille ancienne, une remise, un garage, un pavillon sur trois niveaux et un grand jardin sauvage, ombragé par des arbres fruitiers et des Lilas. Pour qui

connaît les cités de transit, ce vieux pavillon inhabité depuis des années, a des allures de palais abandonné, avec ses herbes hautes et ses vestiges d'un passé doré (superbes cheminées, arbres majestueux et la balançoire aux cordes usées qui trône au milieu du jardin). L'aîné des Dadi, un jeune garçon de taille imposante, accompagné d'un superbe chien, n'en croit pas ses yeux. Il contemple fièrement sa nouvelle demeure : « On a obtenu le logement plus grand ». Ils sont aussi la famille la plus nombreuse de Nanterre.

D'abord, la cité. 15 personnes entassées dans un F4, sans douche ni sanitaire. 20 ans de démarches administratives auprès du maire et de la Préfecture. Les Dadi n'obtiennent pas de relogement. Le père, invalide, reste couché.

Et puis, Jeudi 5 Mai, visite surprise de François Lefort : « Vous aurez un nouveau logement demain. Préparez vos affaires ». Le lendemain, c'est le Commissaire de Police lui-même qui vient chercher la famille. Au pavillon,

l'huissier qui devait ouvrir les portes n'est pas au rendez-vous. Qu'à cela ne tienne ! Le Commissaire enfonce la porte.

« On est rentré en catastrophe. On ne s'y attendait vraiment pas. Ma mère nous a dit : C'est seulement maintenant qu'on rentre en France ».

Le pavillon, inhabité depuis des années, n'est pas en très bon état mais il sera remis à neuf après la visite de l'architecte qui doit procéder à l'état des lieux. La propriétaire, une femme âgée, furieuse d'être mise devant le fait accompli, est venue au pavillon samedi après-midi. Horrifiée, elle a averti la police : « Ils ne pouvaient rien faire. C'est le commissaire divisionnaire des Hauts de Seine lui-même qui a cassé la porte ».

Auparavant, le Vendredi après-midi, le maire de Nanterre s'était rendu au domicile des Dadi : « Il nous a dit de partir immédiatement. Alors, un car de police gris nous a amenés des affaires parce que si on occupait pas les lieux, le maire pouvait nous expulser. Après, plus d'ennuis ! Vous com-

Cités de transit ou Chefs d'oeuvres en péril

Crées dans les années soixante, les cités de transit étaient destinées à résorber l'habitat insalubre en offrant une solution provisoire de relogement.

Une des premières associations créées pour gérer ces cités est la C.E.T.R.A.F.A. (1961) qui s'voit peu à peu confier la gestion de nombreuses cités de la Région Parisienne. Ce rôle se double d'une action socio-éducative en vue du relogement (circulaire du 19 avril 1972).

L'objectif de cette circulaire est de mettre en place sous le contrôle de l'autorité préfectorale, un dispositif permettant le passage rapide à un habitat définitif (réservations dans les H.L.M. etc.). Cependant, les difficultés d'accès aux H.L.M., le taux parfois très élevé des loyers et les réticences de certaines communes à reloger des populations issues des bidonvilles, font échouer ce projet et l'action socio-éducative est déviée vers des objectifs de maintenance ou d'assistance.

Tandis que les premières cités étaient en préfabriqué, les cités construites après 1972 et confiées à des organismes H.L.M. sont toutes en « dur ». La notion de transit fait ainsi place à celle de ghetto. Quant aux plus anciennes cités (Nanterre, Doucet, Grands-Prés et Gutenberg, Gen-

nevilleurs), elles sont dans un état de détérioration tel que leur maintenance atteint des coûts astronomiques. Plus grave : lors du procès qui oppose les cités de Nanterre en grève de loyer et la C.E.T.R.A.F.A., les experts médicaux constatent l'importance de maladies chroniques chez les enfants, dues aux conditions de logement.

D'autre part, l'état de ces cités justifie de moins en moins les loyers pratiqués (3/4 des loyers H.L.M.). En 1980, 88% de la population des cités est constituée par des immigrés dont 60% de jeunes. Quant à la rotation, elle est presque nulle (entre 6 et 10%). Seul un tiers des départs concerne des relogements en H.L.M. Les autres familles ont trouvé un logement elles-mêmes ou sont rentrées au pays.

Dans les cités de Nanterre, Gennevilleurs, Houilles où les familles immigrées représentent plus de 75%, le nombre moyen de personnes par logement est de 8 à 9. Les activités socio-éducatives sont réduites à une peau de chagrin. Le rapport du F.A.S., qui finance ces activités, note l'absence de contrôle, la fermeture des centres l'été et l'inexistence de tout

programme « ce qui laisse entendre que la permanence n'est assurée que pour maintenir l'ouverture des centres ». Dès 1980, presque toutes les activités disparaissent, notamment les soins à la permanence et à domicile. En janvier 80, la moitié du personnel socio-éducatif a démissionné sans être remplacé.

Enfin, on note de nombreuses anomalies dans la gestion du personnel de la C.E.T.R.A.F.A. qui utilise un tiers du montant des charges comme frais de personnel pour huit personnes au siège de l'entretien. Les dépenses d'entretien sont également transférées au budget socio-éducatif financé par le F.A.S.

Ce rapport condamne la gestion de la C.E.T.R.A.F.A. dont les comptes sont faussés et l'action socio-éducative annulée au profit d'un transit « qui ne transite nulle part »...

Nanterre, Chatenay, Gennevilleurs, Colombes... Qui doit « porter le chapeau » ? Entre une gestion douteuse et une volonté municipale et politique de « laisser pourrir », on ne peut que constater une complicité coupable. Dans un premier temps, cette situation aboutit à une ghettoïsation des immigrés puis à une mobilisation des jeunes (Comité Gutenberg à Nanterre et Comité de grève à Chatenay). Curieusement, c'est cette mobilisation qui a évité l'explosion à Nanterre lors de l'assassinat d'Abdennebi Guémiah. Mais les jeunes ont fait là une démonstration de force que le pouvoir ne peut ignorer. Cette série d'agressions contre les immigrés, les accidents dus à l'insécurité ainsi que l'émergence d'une jeunesse décidée à défendre ses droits, a sans doute motivé les mesures d'urgence destinées au relogement des habitants des cités. Dans le contexte actuel, seuls des décrets autoritaires peuvent aboutir à la résorption des cités de transit. L'actualité a montré combien, en ce domaine, la timidité serait criminelle.

prenez, ça vient de haut » ! commente triomphalement l'aîné de la famille. Après des années de transit, de luttes et d'espoirs toujours déçus, entrer dans ce pavillon avec la bénédiction d'un commissaire de police, c'est un véritable couronnement.

« La préfecture disait : on a rien. La mairie parlait de quota. Ce pavillon, dans notre vie, c'est comme un boulet de canon... En plus, nous n'avons pas d'ennuis avec les voisins bien que notre présence soit assez mal vue. Au marché, les commentaires vont bon train... »

Dans le jardin, les gamins trottent sous un pâle rayon de soleil. La balançoire grince sous le poids plume d'une gamine enivrée. Un bouquet de lilas atterrit dans mes bras.

Madame Dadi trône au milieu de sa progéniture. C'est une famille royale...

Fabienne Messica



Photo Amadou Gaye

F.M.

A la cité des Côtes d'Auty à Colombes

Le 24 avril et le 12 Mai 1983, deux incendies se sont déclarés à la cité des Côtes d'Auty faisant deux morts, plusieurs blessés et sinistrés. Depuis les habitants se sont organisés en Association, nous les avons rencontrés ; ils espèrent être relogés avant la mi-juin et préparent à cet effet un grand gala de soutien et de solidarité avec les cités de transit de la région parisienne le 11 juin prochain.

Transit-Association



SANS FRONTIERE : Pourriez-vous parler d'abord de la situation de votre cité ?

Réponse : La cité a été créée en 1965, pour une période transitoire de 8 ans, et comme tu le vois, on est en 1983 et on y est toujours ; et dernièrement il a eu deux incendies de suite dont un, celui du 24 avril qui a fait deux morts, M. Fennane M'hamed, 65 ans et sa fille Fatih qui avait 19 ans, et quatre blessés dont un gravement. Le 12 mai il y a eu à nouveau le feu, et maintenant ce sont douze familles qui sont sinistrées, qui ont tout perdu du peu qu'elles avaient. Notre association est née donc suite à ce drame.

S.F. : Est-ce que vous pouvez décrire la cité ?

Réponse : C'est dans une zone retirée, près de la rocade de l'autoroute, il y a trois bâtiments faits en aggloméré, en carton mâché quoi ! Les familles sont presque entièrement immigrées, en 1972-73, il y a un des bâtiments qui a été démoli, et il était prévu de reloger toutes les autres familles, on a tous des papiers de logement, car depuis longtemps les bâtiments ne répondaient plus aux normes de sécurité les plus élémentaires, nous avons d'ailleurs plusieurs rapports dans ce sens, faits entre autres par les pompiers.

S.F. : Après les événements, quel a été la réaction des familles, comment en êtes-vous arrivés à créer

« Transit-Association » ?

Réponse : On était devant le fait accompli, et on s'est dit, vieux et jeunes, qu'il fallait se bouger un peu, on ne pouvait pas laisser passer cette affaire sans réagir ; on a fait une réunion juste après le premier incendie avec tous les habitants de la cité, femmes et hommes, jeunes et vieux et on a décidé de s'organiser par nous-mêmes.

S.F. : Quels sont les buts de votre association ?

Réponse : D'abord de se battre pour le relogement correct de toutes les familles de la cité, mais pas uniquement. On a aussi des problèmes à poser concernant les jeunes, la formation professionnelle, etc... le relogement n'est qu'une étape, notre association veut aussi lutter pour éviter des drames comme ceux qu'on a eu, on veut informer le maximum de gens, pour que ça serve aussi aux autres cités de transit ; on a déjà pris des contacts avec les habitants des autres cités pour se coordonner et mieux faire pression sur les pouvoirs publics.

S.F. : Justement, quels ont été les démarches que vous avez faites auprès des autorités ?

Réponse : Depuis trois semaines on arrête pas de faire des aller-retours entre le maire et la préfecture, et le préfet s'est engagé lui-même verbalement à nous reloger d'ici la mi-juin, suite au deuxième incendie qui a

eu lieu.

S.F. : A quelles conditions se fera ce relogement ?

Réponse : On exige que ce soient des logements durables et non pas des bidonvilles comme actuellement, on veut aussi être relogés pas très loin des lieux de travail. Nous avons signé une circulaire avec la Municipalité, comme quoi certaines familles seraient relogées sur Colombes, et les autres dans des communes avoisinantes, comme Suresnes, Puteaux, Asnières, etc... A ce niveau d'ailleurs on doit signaler que beaucoup de ces communes ne se sont pas bousculées pour accueillir des familles, au contraire, dans une des communes les riverains ont manifesté contre le relogement d'une des familles sinistrées... on tient à signaler par ailleurs que les copains de la cité Gutenberg de Nanterre sont avec nous depuis le début, pour nous c'est important de se sentir épaulés, pas seuls à être concernés. Il faut aussi qu'on rende hommage à l'esprit d'ouverture et de concertation manifesté par le député-maire de Colombes et ses collaborateurs, au début on a eu un peu de mal à les faire bouger, mais après, ils s'y sont vraiment mis et ils marchent avec nous.

Adil Jazouli

Pour contacter « Transit-Association » : 80 rue des Côtes d'Auty 92700 Colombes tél. 782.89.32.

Les jeunes enfants algériens (suite)

Il faut choisir !

Le dossier sur le service national a suscité un grand débat, même au sein de la rédaction de S.F. Nous publions aujourd'hui une lettre de lecteurs (page courrier) et la réaction de notre directeur de publication. Le débat continue...

Quelle nationalité pour les jeunes immigrés, telle est la question qui est au coeur du débat ? Le service national n'est qu'une conséquence. Le problème est grave. Loin de se résumer à une question de document qu'on présente aux frontières, la nationalité, est au centre de l'existence de chaque individu et le dépasse.

La lutte anticolonialistes des Algériens a trouvé son aboutissement dans la conquête de cette nationalité. Cette liberté a été payée trop chère. Dans ce sens, la nationalité, est plus qu'un choix culturel. Elle est le symbole d'un attachement aux racines, et l'expression de la fidélité à une communauté.

Les Français de même sont jaloux de leur intégrité, témoin le budget de la défense nationale ou encore les derniers débats parlementaires qui montrent que la conscription a un caractère républicain quasi intangible.

Malgré la grogne ou la prise de position des objecteurs de conscience, la quasi totalité des jeunes Français se soumet au service militaire. C'est une réalité sociologique facilement démontrable.

En Algérie de même. Plus encore les jeunes immigrés de nationalité algérienne, c'est à dire nés en Algérie, ont fait dans leur grande majorité le service national en Algérie ; c'est aussi un fait réel.

Les jeunes gens du journal *Sans Frontière* qui réagissent d'un point de vue épidermique nient cette réalité de taille : le monde est structuré en Etat-Nation, et un peuple sans Etat, n'existe pas. C'est le principe de réalité de toute communauté.

C'est incontournable, même si cela fait souffrir. A cette réalité, certains rédacteurs de *SF* qui ne représentent pas tous les jeunes immigrés, opposent un double refus. Quel est le contenu de cette opposition ?

Ils ne veulent ni l'armée française, ni

l'armée en Algérie. Ni ici. Ni là-bas. Or, ils vivent en France et demain si conflit éclate, quelle sera l'attitude de l'état français à leur égard en l'absence de convention ou d'accord signé avec les pays d'origine ?

Se borner à une réaction individuelle est se voiler la face. Il y a une volonté massive des jeunes Algériens de rester fidèle aux origines. Ils veulent aussi vivre en France. Cette logique, n'est pas la logique des états. Les états se veulent souverains sur leur territoire et les individus qui y vivent. La non appartenance ou même la demi-appartenance à une collectivité semble invivable. Dans ces conditions, être un homme libre, signifie jouir de tous les droits et accepter les devoirs qui sont de règle dans la communauté ; c'est à dire se sentir un citoyen au plein sens du terme.

Les immigrés, ne sont pas considérés comme des citoyens ordinaires jouissant d'une pleine liberté dans le pays d'accueil.

Comment assumer le fait de vivre en France et rester Algérien ?

Quelle réponse ?

Il est bon que *SF* donne la parole aux individus, car ils ne sont les représentants d'aucun état. Pourtant les états existent, agissent et gèrent nos vies. Faut-il se complaire dans une rébellion infantile ? Nous voulons des états démocratiques qui respectent les droits de l'Homme. L'Etat algérien et l'Etat français doivent tenir compte de la réalité sociale, culturelle, économique des jeunes « immigrés » et leur donner un cadre de vie cohérent qui correspondent à la fois à leurs aspirations et à leurs intérêts. Cette dialectique état/citoyen ne doit pas se faire au détriment des citoyens.

Souhaitons que les accords Franco-Algériens tiennent compte de tous les éléments du dossier et garantissent un avenir sérieux aux jeunes « immigrés » qui vivent dans l'incertitude la plus totale.

Khali Hamoud



Trigano contre immigrés

Faites vos jeux !

Après la signature par la C.F. D.T. d'un protocole avec la direction du Club Méditerranée avalisant un système de rotation, entraînant le retour des travailleurs étrangers au pays, 23 saisonniers tunisiens attaquent Trigano aux Prud'hommes. Motif : une fois rentrés en Tunisie, ces travailleurs résidant en France depuis 10 à 15 ans ne bénéficient plus de la loi française et peuvent être licenciés ou ne plus jamais retourner en France. Cela, au moment même où ils ont tous obtenu leur régularisation. D'autre part, le protocole est jugé sans valeur puisqu'il n'a pas été signé par les délégués du personnel mais par les délégués syndicaux C.F.D.T. « *traîtres à la cause* ». Aussi nos 23 travailleurs tunisiens sont-ils passés comme un seul homme au syndicat C.G.T. : « *La C.F.D.T. n'a rien fait pour nous. Elle a accepté un système de rotation du personnel qui,*

jamais auparavant, n'avait été évoqué. La preuve : nous avons toujours travaillé en France ; la rotation n'a qu'un seul but : ne pas payer l'ancienneté et éliminer les grévistes ! ».

Un responsable du Club n'a-t-il pas dit aux grévistes : « *Faites ce que vous voulez. En France, nous sommes très forts* ».

Cet été, tous ces travailleurs sont transférés en Tunisie. La réembauche en France la saison suivante n'est pas spécifiée sur le contrat. Raison pour laquelle les Tunisiens dénoncent ce transfert et demandent une inscription à l'A.N.P.E. refusée par la direction du Club. Pourtant, ils sont déjà remplacés en France : 50 Tunisiens qui n'avaient jamais travaillé au Club auparavant ont été embauchés pour la saison d'été. Cela, malgré la circulaire de 76 qui stipule que pour embaucher en France des travailleurs résidant à l'étranger, le

marché national de l'emploi doit se trouver dans l'impossibilité de les fournir. La Direction du travail et de l'emploi reconnaît, dans une lettre du 1er Avril 83 avoir accepté l'embauche par le Club de 90 travailleurs ivoiriens résidant à l'étranger et avoir accéléré la procédure.

Actuellement, après un premier jugement aux Prud'hommes (11 avril 83) qui décide la continuation des contrats à titre provisoire, la direction du Club a fait appel. Jugement définitif le 13 juin. En attendant, le premier jugement reste valable mais le Club ne veut pas faire travailler les 23 plaignants.

Charlie, l'adjoint de G. Trigano a pourtant menacé les Tunisiens : « *Vous rentrerez en Tunisie parce que c'est la loi du Club* ». Une loi supra-nationale, sans doute, à l'égal de la stature de Trigano.

F.M.

TRAVAILLEURS ALGERIENS pour vos vacances d'été en Algérie

- Réservez dès que possible votre place.
- Evitez les périodes d'extrême pointe, les fins de semaine, les fins de mois.
- Un seul bagage est accordé en cabine.
- Veillez à ce que vos bagages de soute soient bien conditionnés.

AIR FRANCE MET A VOTRE DISPOSITION DE NOMBREUX VOLS

PARIS-ALGER	4 vols quotidiens	ALGER	au départ de LILLE LYON MARSEILLE NICE BORDEAUX TOULOUSE STRASBOURG
PARIS-ANNABA	mercredi/vendredi/samedi/dimanche	ANNABA	au départ de LYON MARSEILLE
PARIS-CONSTANTINE	1 vol quotidien / 2 vols les sam./dim.	CONSTANTINE	au départ de LYON MARSEILLE MULHOUSE
PARIS-ORAN	1 vol quotidien (+ 1 le dim.)	ORAN	au départ de LYON MARSEILLE TOULOUSE BORDEAUX
PARIS-TLEMCCEN	lundi/jeudi/samedi	TLEMCCEN	au départ de LYON MARSEILLE

N'oubliez pas qu'un billet aller-retour facilite votre voyage.



Le Relais ne doit pas disparaître !

Rue de Ménilmontant, au 85 bis, une modeste porte peinte en bleu et blanc. Au dessus de cette porte, une enseigne « *le relais Ménilmontant, maison de quartier* »... Un long couloir qui communique avec la cour de l'immeuble du 2 rue Henri Chevreau, habité par une centaine de familles, en majorité immigrées et vous débouchez dans un vaste ensemble de salles de réunion... C'est là !

L'après midi, vous trouverez toutes les salles occupées par des groupes de femmes maghrébines, africaine, asiatiques en train de s'initier à la langue française ou suivant des cours d'économie sociale et familiale... Dès la sortie de l'école, elles font place aux enfants de l'immeuble qui viennent y jouer...(mais seulement après avoir été aidés à faire leurs devoirs !) enfin d'après midi ce sont les jeunes qui viennent faire de la danse, du karaté ou de la boxe thaïlandaise, ou de travailleurs qui s'initient à la langue arabe. Le soir 40 ou 50 travailleurs y suivent un cours d'alpha, etc... Et si vous venez un samedi après-midi ou un dimanche, vous tomberez au milieu d'une réunion ou d'une fête organisée par l'une ou l'autre des nombreuses associations de quartier : Yougoslaves, Portugais, Antillais, Voltaïques, Algériens, etc... Il y a quelques mois, vous y auriez trouvé les studios de « *Radio Soleil Ménilmontant* ». Et si vous vous étiez glissés, un certain jour de mars 81, parmi les journalistes et les curieux qui affluaient au relais, vous y auriez rencontré le candidat François Mitterrand venu dialoguer avec la population immigrée du quartier et lui faire part de ses projets concernant la politique de l'immigration.

Bref, depuis plus de huit ans, le Relais constitue un centre de rencontres très vivant, une vraie maison de quartier où toutes les catégories de la population du quartier — mais très spécialement celle d'origine immigrée se sentent vraiment « *chez soi* ».

On comprend donc l'émotion de tout ce monde devant la perspective d'un changement de propriétaire qui pourrait remettre en cause la destination actuelle de ces locaux.

Chacun est bien décidé à ne pas permettre qu'il en soit ainsi, quel que soit le plaisir qu'en éprouverait Mr Le Pen et ses amis... Non, le relais ne doit pas disparaître...

Un habitant de Ménilmontant

Après la mort du proviseur de Grenoble

«Mohamed, bon élève indésirable»

Selon l'avis de tous, Mohamed est un élève calme. Le 10 mai, il a poignardé son proviseur, blessé un censeur et roué de coups une conseillère d'éducation. OU comment un chahut de dortoir se transforme en tragédie.

Mohamed, marocain de 17 ans et demi est l'ainé d'une famille débarquée il y a huit ans dans la banlieue lyonnaise. Comme souvent lorsque les parents ne parlent pas français, c'est lui qui remplit les papiers administratifs, assume l'intégration sociale de la famille. Impératif majeur : réussir. Interne au Lycée d'Enseignement Professionnel Jean Bart, il prépare un CAP de gestion. A 15 jours de l'examen, il y est considéré comme un bon élève, intelligent, et calme. Mais forte tête. Une forte personnalité qui ne se laisse pas faire. « *Un meneur* », dit-on au LEP.]

Un soir, un élève se fait dérober son argent de poche dans l'internat. Immédiatement, les soupçons se portent sur Mohamed et deux de ses amis. Justement, un élève affirme l'avoir vu, debout dans le dortoir où a eu lieu le vol. « *Preuve irréfutable* », écrira le Dauphin Libéré. « *Nous pensons avoir assez d'éléments pour confondre Mohamed* », expliquent les censeurs. Pourtant, un ami de Mohamed n'hésite pas à affirmer que « *le témoin a été plus ou moins influencé par les conseillers d'éducation. La preuve c'est qu'après, il a reconnu qu'il n'était pas sûr d'avoir reconnu Mohamed dans le noir. Il a même proposé de se rétracter par écrit quand il a vu la tournure que prenait l'affaire* ».

Et quelle tournure : les trois élèves sont convoqués dans le bureau du

proviseur qui les renvoie de l'internat jusqu'à ce qu'une enquête précise les responsabilités. Pour Mohamed, c'est la catastrophe. Hors de question pour lui d'assister aux cours dans ces conditions, et l'examen est dans quinze jours. Trois ans d'efforts réduits à néant. Il s'énerve, proteste de son innocence, demande que l'enquête ait lieu immédiatement. Rien n'y fait. Aujourd'hui, les censeurs l'expliquent sans plus de scrupules : « *Il y a longtemps que nous voulions le coincer, mais nous n'avions rien de concret. Cette fois, on le tenait* ».

Hors de lui, il sort un instant du bureau, rentre avec un couteau et se rue sur le proviseur qui reçoit le coup dans les reins. Le censeur présent est également blessé. Mohamed sort en courant, croise une conseillère d'éducation qui n'en peut mais, et dans le même état, la rue de coups de pieds.

La police le retrouvera quelques heures plus tard, errant sans but d'un café à l'autre dans les rues de Grenoble, en pleine crise de nerfs.

Aujourd'hui, Mohamed est en prison. Il aura 18 ans en juin et passera peut-être, en conséquence, aux Assises. Ses parents, qui semblent un peu perdus devant les évènements, n'ont pas encore pris d'avocat.f

A l'église Saint-Sulpice, costume de rigueur et collier de barbe réglementaire, le représentant du gouvernement, ceux de tous les syndicats d'enseignants, de la droite à la gauche, rendent un hommage vibrant à l'« *hérosisme de la fonction publique* » incarné en l'occurrence par monsieur Arrouges. Les responsables du LEP voulaient coincer Mohamed ; ils l'ont eu. Mais à quel prix.

Marc Weitzmann

Les élections du côté portugais

Les municipales ici et les législatives là-bas

Depuis quelques années, nous assistons à une évolution progressive dans l'immigration portugaise en France, comme dans bien d'autres communautés ...

Le projet mythique d'un retour proche qui a été largement entretenu par le pays d'origine et par le pays d'accueil a volé en morceaux et n'est plus pour certains qu'un souvenir. Une partie importante de la communauté portugaise en France fait évoluer petit à petit son projet vers une insertion négociée dans la société française. Les Portugais, comme la grande majorité des immigrants en France ne sont pas disposés à perdre leur identité, leur culture, leur langue et leur religion. La société française a du mal à comprendre et à accepter cette démarche qui consiste à s'insérer positivement, en intégrant à la culture française des apports nouveaux, enrichissants pour tous.

Derrière ce projet, on retrouve des contradictions de la communauté. D'une part une volonté de s'insérer et de s'affirmer dans la société française, d'autre part, une démarche très affective, culturelle et sentimentale, tournée profondément vers le Portugal.

La communauté portugaise vit en permanence ce dilemme.

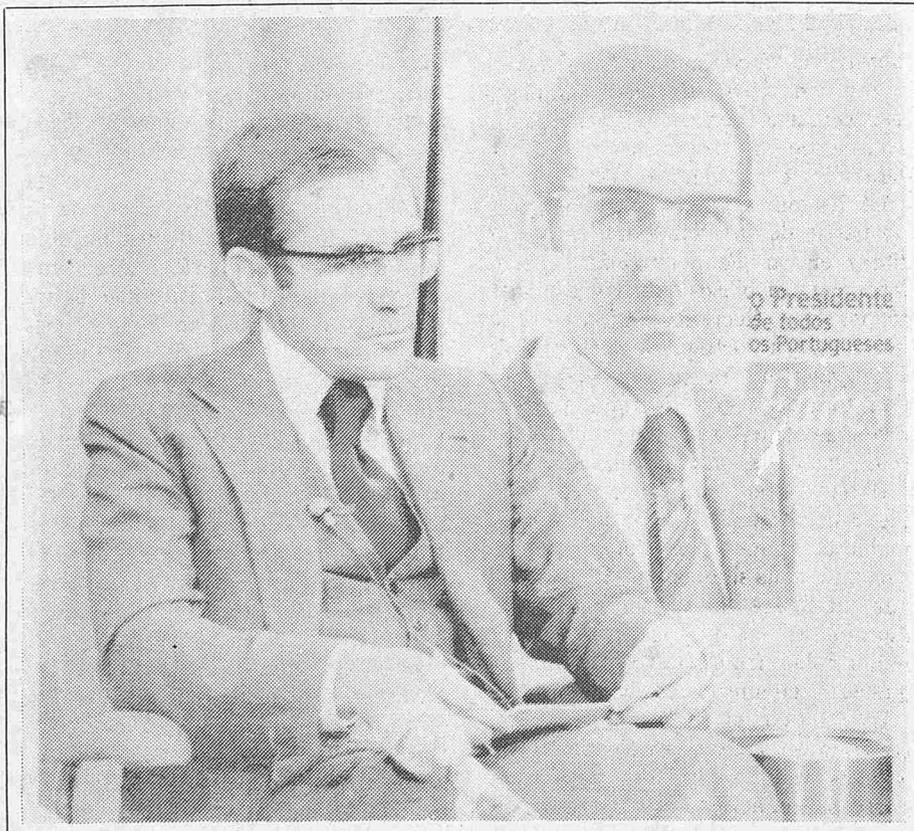
Les Portugais de France n'ont pas encore défini clairement le type de relations qu'ils souhaitent avoir demain avec leur pays d'origine ou pays de référence.

Cette clarification, terriblement difficile, est une étape indispensable dans l'évolution du projet des personnes et de la communauté. Ce qui ne veut pas

dire rupture avec le pays, mais seulement une définition plus claire des relations et liens que les Portugais de France veulent avoir avec les Portugais du Portugal et avec leur pays.

Car la réalité, que nous l'acceptons ou non, c'est que nous vivons, (et continuerons de vivre pour très longtemps, sinon définitivement) onze mois de l'année en France et un mois de

vacances au Portugal. C'est donc ici que nous devons lutter, nous affirmer, nous défendre, et, avec d'autres, bâtir une nouvelle société, basée sur la tolérance et la reconnaissance des cultures. Les dernières élections municipales en France, et les élections législatives d'avril au Portugal ont fait apparaître une fois de plus la contradiction existante au sein de la



communauté. Lors des élections municipales en France, nous avons assisté à une campagne raciste et anti-immigrés. Cependant, à quelques exceptions près, la communauté portugaise a été totalement absente d'un débat capital sur l'immigration. C'est pourtant au plan local que le projet d'insertion a le plus de répercussions directes sur la vie quotidienne. Cette

immigrées dans cette campagne des municipales aurait peut-être pu désamorcer la campagne raciste à laquelle nous avons assisté. Il semble donc intéressant de voir comment la communauté portugaise, comme les autres, peut être présente d'une façon active et positive dans le débat politique en France. C'est là que l'avenir va se jouer pour une très large

Cette reconnaissance passe donc par la négociation d'un projet d'insertion permettant de garder notre patrimoine culturel, notre différence. Qui dit projet d'insertion, dit négociation et probablement conflit, car les Français sont loin d'avoir compris, et n'y sont sans doute pas encore prêts. C'est dans la mesure où nous serons capables de nous organiser, pour être présents politiquement dans le débat, que nous pourrions avoir la chance d'être pris en considération, et de faire valoir nos revendications, tout en faisant évoluer la mentalité d'une grande majorité de Français. Nous devons également être capables de définir plus clairement quel type de rapport et de relations nous voulons avoir avec nos pays d'origine, tant sur un plan affectif que culturel et politique. Les communautés immigrées résidant en France doivent donc, dans les années à venir, passer par cette phase de clarification. Quels par cette phase de clarification.

Quels sont les priorités et les enjeux à être exploités politiquement (par la gauche comme par la droite) nous devons faire émerger, très rapidement, les syndicats, les associations et les mouvements politiques émanant directement de l'immigration. Mais il ne faut pas que la réalité quotidienne et les aspects fondamentaux liés au projet d'insertion des communautés soient mis au second plan sinon nous risquons d'être à côté des aspirations des populations immigrées aujourd'hui. C'est ici que nous vivons, c'est ici que nous devons contribuer à construire une nouvelle société interculturelle qui nous permette ensemble de bâtir un avenir différent, pour nous, mais surtout pour nos enfants et pour les générations à venir. Ne soyons pas passésistes. Tournons notre regard vers l'avenir, tout en restant solidaires, attachés à notre passé, et liés avec nos peuples qui continuent sur place la lutte pour la démocratie et la liberté.

Le combat ici pour l'égalité des droits, contre le racisme, pour un projet de société avec un horizon plus large, est un combat noble et important. C'est celui que nous avons décidé de mener, en espérant être toujours plus nombreux, pour que l'immigration soit présente de façon positive dans cette société française qui est aussi la nôtre.

Manuel Dias



absence de la communauté portugaise a été considérée, de façon simpliste par certains, comme un manque de conscience ou d'organisation politique dans la communauté. D'un autre côté, les militants portugais une grande partie des associations, les radios libres en langue portugaise se sont largement mobilisés pour vivre et participer aux élections législatives se déroulant au Portugal, le 25 avril. Les Portugais en France restent encore trop tournés vers le Portugal à attendre que leurs problèmes et leurs revendications soient résolus là-bas.

Il n'est, bien sûr, pas question de juger négativement ceux qui se sont mobilisés pour ces élections portugaises, mais simplement de déplorer que cet intérêt ne se soit pas porté également sur les élections municipales françaises se déroulant quelques semaines auparavant.

Ils n'ont pas su ou pas voulu se battre et investir dans ces élections, qui les concernent à plus d'un titre. Une participation active des communautés

majorité des immigrés.

Un travail important reste à faire, à tous les niveaux, pour que les Portugais, au même titre que les autres communautés, participent à la vie sociale, culturelle et politique, de la société française dont ils veulent être une composante à part entière, sans renoncer à leurs différences. La politique du pouvoir en France continue obstinément à vouloir marginaliser les immigrés de la vie politique et ne contribue nullement à trouver des solutions. La non-reconnaissance du droit de vote (pourtant promis), la non-reconnaissance des droits civiques ne fait que maintenir le fossé et cette marginalisation des immigrés. Les partis politiques des pays d'origine, avec un projet et un discours nationalistes, ne contribuent pas non plus à l'évolution de la question. De même que l'absence de structures et de militants avec un projet clair permettant aux communautés de s'exprimer et de participer à la vie politique française.

Paris-Chirac Clean

Le balai des insécuriseurs

Squatt : forme poussée de skateboard où, le squatter comme le skater est sur une ligne d'équilibre de vie précaire qu'il réussit - en fonction de son agilité - à rendre plus ou moins viable. Sauf que squatter, ce n'est pas un jeu de mode, comme skater avec grand jeu commercial de derrière les fagots pardessus. Non

SENS INTERDIT

Les Africains de l'Îlot Châlon et les voitures se découvrent un point commun : le sens interdit. En effet, rares sont les Africains qui se hasardent à pénétrer dans le commissariat des 15/20 de la rue Traversière du 12^e arrondissement de Paris. Mrs Mansour Kouma et Bollé Kouma l'ont vérifié à leurs dépens, ils ont été arrêtés et ensuite emprisonnés alors qu'ils voulaient porter plainte contre leur gérant qui avaient défoncé la porte de leur chambre. Les locataires du 15 passage Paguinot attendent depuis des mois que le commissaire fasse exécuter la décision de justice ordonnant au gérant de rétablir l'eau qu'il a coupé, il est évident que l'insalubrité du quartier est voulue par certaines personnes d'« en haut ». Dans ce « no man's land » où ne rentrent en toute quiétude que la « maffia » des gérants, il se passe aussi d'autres choses bizarres.

Les visiteurs ne savent pas qui est « chef » de qui, les inspecteurs procèdent au contrôle d'identité dans le bureau même du commissaire qui, presque intimidé ne lève pas le petit doigt, une délégation d'un comité d'habitants a eu l'honneur de vivre cette pratique favorite d'un inspecteur spécialiste de la chasse aux Africains.

Actuellement un nouveau commissaire vient de s'installer, il se dit « homme de dialogue ». Espérons le !

Mamadou Dia

squatt, c'est un autre bizz. Plus langereux. A la limite de la légalité formelle, de la moralité normative (notions floues). Même comme P. Tosh eut à chanter « Legalize ». Squatt, c'est un refus de la malvie du lumpem-prolétariat. C'est une marge floue, inquiétante, du système. Or tout système pour se régénérer, a toujours eu besoin de marges, qui, quand elles prennent trop d'ampleur, doivent être intégrées. Mais attention ! « *Don't push me! Cause I'm close to the edge/ I'm trying not to loose my head : it's like a jungle fever! I think it's never gonna ender* ».

De phénomène idéologico-politicard — l'extrême gauche soixante huitarde — à un phénomène plus sociologisant, squatter n'a pu être bien intégré. La marge là est trop forte. Trop vite développée. Panique à Paris-Chirac. C'est vrai qu'il y a toute forme de dope qui y circule, que c'est plus que ghetto. Faut pas rêver quand même ! Malgré tout, les squatts sont « utiles ». Pour au moins deux raisons. Dans les années 60, les têtes pensantes du FBI brainstormant à fond les acides, avaient trouvé deux remèdes miracles pour apaiser les tensions sociales et raciales, surtout chez les jeunes. D'abord, les fixer par la dope dans des quartiers ghettos bien circonscrits, d'où ils n'en sortiraient que peu, par un phénomène de parano-sensation de rejet collective. Après, il ne restait plus qu'à les évacuer — le plus souvent en taule —, et à raser les lieux. Là, la spéculation immobilière pouvait alors intervenir en toute légalité, en toute moralité.

La rue de Flandres est très commerçante. D'un côté, sur une centaine de mètres, le squatt. En face la majorité est moyenne silencieuse. La limite est précaire. La rue très animée. Cette dichotomie ne peut trop durer. La MEC à République, la Goutte d'Or et tant d'autres lieux de la géopolitique parisienne des squatts



seront aseptisés sous peu. C'est sale, insalubre. Normal. Matériellement, les squatters ne peuvent refaire les installations décemment sans l'aval des pouvoirs publics. Plus la dope et la surpopulation des espaces habitables, et le tour est joué. Reste plus qu'à envoyer des bulldozers. De surcroît, aux alentours de ces lieux — Cour des Miracles —, l'insécurité augmente sans cesse paraît-il. Vous pensez bien ! Beaucoup de jeunes noirs comme ça là, doublement marginaux parce que noirs et squatters, côtoyant la fine crème du lumpem-prolétariat et de la zone, le tout véhiculant des raz de marées de frustrations, ça va chercher très loin. Alors, il faut normaliser cela. Paris-Chirac clean capitale aseptisée des Insécuriseurs. Hé ! Black Jacques, les Insécuriseurs, ce n'est pas nous.

Bon, que Le Pen pèse 12% dans le 20^e et le manifeste ; que l'extrême-droite cartonne sur les CRS (n'ont pas trop tort), et qu'à gauche, personne ne moufte, passe encore. Mais montrer du doigt les Insécuriseurs qui font tâche d'encre dans la faune indigène locale, là, il y a danger. Car si maintenant les tenants du discours sur l'insécurité galopante s'en prennent à ceux qu'ils considèrent comme tels, le seuil d'intolérance risquerait d'être vite dépassé. Et, plagiant Kenneth Kaunda, ce qui s'en suivrait risquerait de faire ressembler la révolte des Boxers ou des Mau-Mau à un remake de la guerre des boutons.

Allez en paix et que le Soleil soit avec vous.

Sir Dunois

Être handicapé et enfant d'immigrés

Je vous écris pour vous faire parvenir un article que j'ai rédigé pour expliquer mon cas, très spécial et que peu de monde connaît. En effet, je suis handicapé, fils d'immigrés, je n'ai jamais travaillé, et, de ce fait, je ne touche pas l'Allocation aux Adultes Handicapés. C'est pour cela qu'un jour j'ai décidé de passer dans une radio locale de Marseille, Radio-Gazelle.

Speaker : En janvier 82, il y a eu un colloque sur les handicapés à Paris. Je me souviens, c'était le problème des handicapés immigrés, adultes, suite aux accidents du travail, et très vite ensuite, on a parlé des enfants.

Les parents travaillent en France depuis 15/20 ans, versent à la S.S. normalement. Pour faire soigner leur fils et le faire venir en France, il faut une prise en charge de la S.S. en Algérie lorsque l'enfant vit en Algérie. A ce colloque participaient Nicole Questiaux et Jean Auroux. Un an après, il se trouve que rien n'a abouti. Les handicapés (de naissance) immigrés n'ont toujours pas droit à l'Allocation aux Adultes Handicapés (AAH).

L'A.A.H. est quelque chose de spécifiquement français, qui n'existe pas dans les autres pays voisins, donc les étrangers n'y ont pas droit.

Un appel : A partir du moment où un travailleur est en France depuis 20 ans, qu'il travaille et cotise, ses droits sont exactement les mêmes que ceux des travailleurs français et leur enfant adulte handicapé de naissance devrait

avoir droit aux mêmes allocations comme l'A.A.H. ?

Azzedine : Pour que les choses soient tout à fait claires, je dis que c'est différent quand le handicap est dû à un accident. Moi, je connais une fille algérienne dont le handicap s'est déclaré petit à petit à partir de l'âge de 17 ans ; maintenant elle en a 23 et elle est totalement handicapée, elle ne touche rien et elle ne touchera jamais rien parce que justement elle n'a

eu aussi pas mal de contradictions ; finalement la demande de naturalisation qu'il avait posée lui a été refusée.

Azzedine : Je voudrais conclure en disant que j'espère que cette émission donne à réfléchir pour les enfants de l'avenir. Je lance un message pour qu'entre nos deux pays, on trouve un moyen pour régler ce problème. Je pense aussi faire une demande au F.A.S. pour que ce problème puisse



Des animateurs de Radio-Gazelle, à Marseille

jamais travaillé et elle se trouve totalement dépendante de sa famille et sans aucune ressource ; c'est cela qui fait souffrir le plus. Quelque soit son âge, on dépend encore des parents et ce n'est pas toujours facile à vivre.

Un appel : Au sujet des conventions Franco-Algériennes, je voulais dire qu'elles traitent des problèmes des travailleurs, pensionnés ou retraités et qui le sont à la suite de cotisations versées à la S.S. Française ou Algérienne.

Azzedine : Puisqu'il faut conclure je dis : « *Qu'est ce qu'on fait alors ?* ».

C.B. (un ami) : Azzedine a rencontré des gens, des organismes qui disaient que le seul moyen était de se faire naturaliser français. Bon, mais cela pose plusieurs questions, d'abord le problème du rejet de sa nationalité. Il

enfin se résoudre.

Je vais participer à une émission de poésie et de création dans cette même radio. Un de mes poèmes dit :

*Je suis prisonnier de mon corps
Tel un messager sans aucune
ressource de vie.*

Azzedine Belhamadi

Publicité

Stages en Informatique

I.F.A. Forme à Paris

OPERATRICE I.B.M.

OPERATEUR

PROGRAMMEUR

Ouvert toute l'année

Cours IFA : 770.01.11

69, rue du Faubourg Saint-Denis

Les Haïtiens en France

Sur une population de 6 millions d'habitants, Haïti compte plus d'un million d'exilés qui ont « fui » le régime dynastique des Duvalier gouvernant depuis 26 ans.

Une communauté nomade



Les réfugiés Haïtiens sont partout : à Miami, New-York, Montréal en passant par Saint Dominique et les Iles Bahamas. Contrairement aux USA où ils avoisinent le demi-million, les Haïtiens qui ont choisi la France comme terre d'asile, en transitant d'abord par la Guadeloupe, Martinique, et Guyane sont très peu nombreux, environ 10.000 qui vivent à Paris et en banlieue parisienne.

C'est depuis une décennie que les Haïtiens commencent à s'installer en France. Avant 1976 ce sont surtout des Etudiants et des cadres exerçant des professions libérales. Ils constituent une minorité, ils ont leur

propre milieu, des cafés et librairies situés de Saint-Michel à la Cité Universitaire où ils se retrouvent entre eux. Certains Haïtiens pensent que les étudiants isolés sont bénéficiaires de la bourse Duvalier et qu'ils en tirent un énorme complexe. D'ailleurs le clivage intellectuel-analphabète est très fort, fréquemment dans les baptêmes il se crée des groupes cloisonnés, d'un côté des « *lettrés* » et de l'autre « *ceux qui ne savent pas lire leurs lettres* ». C'est fort de cette constatation que certaines associations commencent à alphabétiser en créole.

De 1976 à aujourd'hui, la composition sociale des arrivants Haïtiens a beaucoup changé, il s'agit surtout

de paysans et d'ouvriers venant des départements de l'Arbonite, de l'ouest et du sud d'Haïti. Ils se sont surtout installés à Paris dans le 11^e, 19^e et le 20^e et en banlieue à Massy, Clichy et Sarcelles.

Deux choses frappent dès le premier contact avec la communauté Haïtienne : il existe peu de personnes âgées et beaucoup d'enfants. D'ailleurs il y a beaucoup de mères célibataires avec enfant à charge. Les contraintes liées à la vie de mère seule, et en plus clandestine, commencent à donner lieu à des regroupements, ainsi certaines Haïtiennes habitant le 20^e arrondissement de Paris ont créé une crèche parallèle gardée par une Haïtienne. Ls

Les réfugiés haïtiens sont partout :



enfants nés en France prennent des noms différents que ceux donnés en Haïti, Andrus et Charlie deviennent fréquemment André et Charles. Les mariages mixtes sont rares. Les Haïtiens se marient entre eux, mais de plus en plus d'Haïtiens se marient avec des Antillais pour deux raisons, m'explique une Haïtienne, les Haïtiens et Antillais ont presque un même parler, le créole et cela les sécurise en peu, les Antillais étant « Français ». Et même si les Haïtiens commencent à transformer les noms de leurs enfants nés en France, certains aspects de leur vie quotidienne montrent leur attachement au pays d'origine. Ils parlent toujours créole entre eux, et consomment presque toujours dans leur foyer les plats locaux tels que le riz créole au porc, les bananes frites, le punch au coco ou au ananas qui « tournent » rapidement la tête aux non-habités. Les Haïtiens restent

également attachés à leur croyance : le culte du Vaudou est pratiqué dans le 20^e arrondissement de Paris avec une prêtresse femme, il existe aussi trois églises dans la ville dont deux dirigées par de jeunes prêtres méthodistes haïtiens ; l'une d'elles reçoit chaque dimanche plus de 100 fidèles dans une petite salle peinte en bleu de 50M². A propos des pratiques religieuses, les opinions sont très partagées, les Haïtiens « politiquement mûrs » considèrent ces églises comme des prolongements de sectes —250— qui prolifèrent en Haïti.

Les « politiquement mûrs » se regroupent surtout au sein d'associations « apolitiques » ou d'organisations qui affichent leur couleur politique. Leurs activités vont de l'assistance pour aider les Haïtiens à obtenir le statut de réfugié politique qui se donne actuellement au compte

goutte, les détenteurs de cartes de séjour sont aussi rares, surtout au niveau des femmes, que la pluie dans le Sahel.

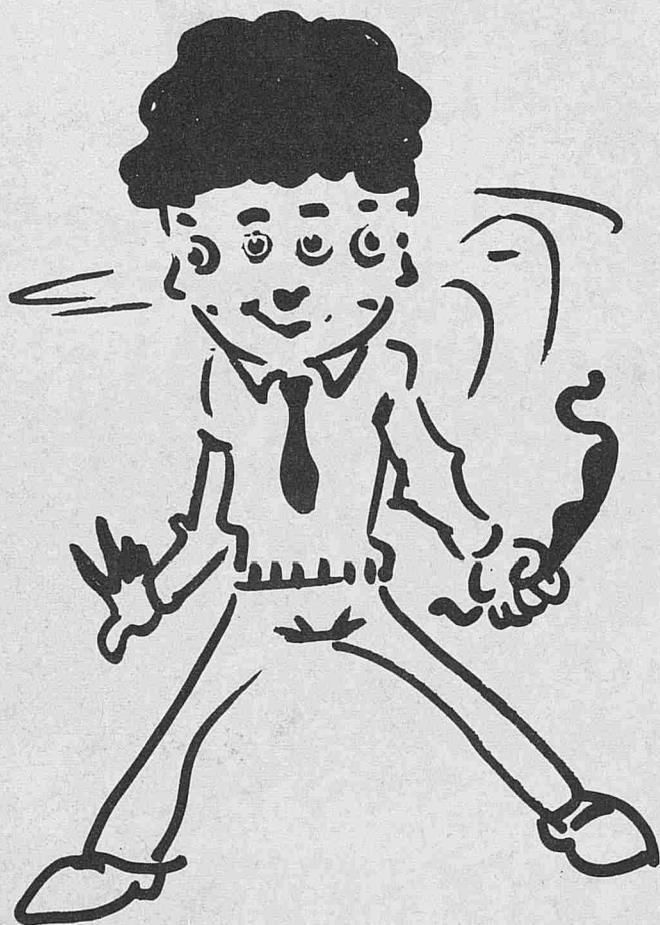
Il y a aussi l'animation de soirées d'information sur la situation interne d'Haïti.

Comme les églises, ces associations n'échappent pas à la critique surtout de la part des « inorganisés ». Ces derniers arrivent mal à cerner les objectifs des associations et ont peur de faire de la « politique » craignant des représailles contre leur famille restée en Haïti. Ils ont également l'impression que les associations promettent plus qu'elles ne font : une demande d'HLM faite par leur intermédiaire et qui tarde à avoir une suite est assimilée à une mauvaise foi et tend à être vu comme une reproduction du système Duvalier qui bloque tout volontairement.

Mamadou Dia

Miami, New-York, Montréal et Paris

Il y a mille raisons de lire Sans Frontière



Il y a mille moyens de
voir le monde sans
oeillères

**Abonnez-vous,
abonnez vos amis !**

TARIF D'ABONNEMENTS

A L'ORDRE DE « SANS FRONTIERE » 33bd SAINT MARTIN 75003 PARIS - C.C.P. 420900 F PARIS

soutien à partir de 400 francs

en francs français.	1 an	6 mois
FRANCE.	220f	120f
EUROPE, AFRIQUE.	280f	160f
PAR AVION.	320f	170f

ABONNEMENT REABONNEMENT CHEQUE CCP

NOM PRENOM

ADRESSE

CODE POSTAL. VILLE.

conseils
en voyages

FABBY TOUR

145, RUE DE TOLBIAC - 75013 PARIS - M° TOLBIAC
TEL : 584-49-67 TELEX : 204.713F

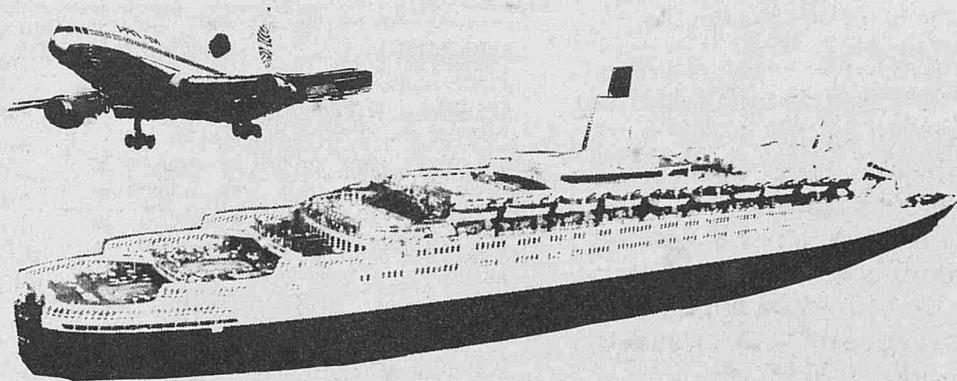
*MAURICE Ramde - AUGUSTIN Rande - JO Gavison -
BABACAR - VIVIANE - et les autres vous attendent*

**VOYAGES VERS
L'OUTRE - MER
ANTILLES - AFRIQUE
GUYANE- REUNION
MAGHREB - MAURICE
MADAGASCAR**

**FRET VERS TOUS
PAYS**

AVION - BATEAUX

enlèvement et livraison à domicile



- UN ACCUEIL FRATERNEL
- DES CONSEILS ECLAIRES POUR VOUS SATISFAIRE AU MEILLEUR PRIX
- DES FACILITES DE PAIEMENT
- UNE EQUIPE DE SPECIALISTES AU SERVICE DES PARTICULIERS, SOCIETES, GROUPES, ASSOCIATIONS.

FABBY FRET

Du Bumidom à l'ANT:

Changement de sigle ou de politique ?

La droite française avait créé en 1963 le «Bureau des Migrations des Dom» (BUMIDOM). Ne voulant pas être en reste, dès son arrivée au pouvoir, la gauche a créé l'Agence Nationale pour l'Insertion et la Promotion des Travailleurs d'Outre-mer» (A.N.T.). **Changement de sigle ou de politique ?**

Le Bumidom avait pour tâche essentielle de «déporter» les jeunes des «DOM» en France. L'ANT a encore cette vocation mais surtout a pour tâche de gérer ou encadrer ces communautés «domiennes», vivant par centaines de milliers en France. Dans l'entretien qui suit, Jean Michel Etienne, le directeur général de l'ANT, présente sous une couleur rose cette tâche de ce nouvel organisme

En dépit de tout, l'ANT est le point central d'une politique d'encadrement (certains parlent d'embrigadement), des «domiens» vivant en France.

Du Bumidom négrier, on est passé à l'ANT brigadier.

SANS FRONTIERE : Pourquoi le B.U.M.I.D.O.M. a-t-il été dissous en 1982 ?

J.M.E. : Au début des années 60, la politique définie alors pour les D.O.M. comportait 3 volets :

- une politique de développement économique,

- une politique de contrôle de la natalité,
- une politique de développement de la migration.

C'est pour cette dernière tâche qu'avait été créé le B.U.M.I.D.O.M. qui a d'ailleurs, dans cette logique, rempli son rôle.

Il a, en effet, organisé la migration de 160.000 originaires des D.O.M. et surtout a contribué à créer un mouvement migratoire qui a touché en 20 ans près de 500.000 personnes. Mais ce système n'avait de sens que dans le cadre de cette politique.

Au moment où de nouvelles orientations étaient définies par le Gouvernement, il n'avait plus de raison d'être. Il devait disparaître, ceci d'autant plus que son rôle, comme ses méthodes, étaient très largement contestés, spécialement dans les départements d'outre-mer.

S.F. : En quoi l'A.N.T. se distingue-t-elle du B.U.M.I.D.O.M. ?

J.M.E. : La création de l'A.N.T. correspond à une approche complètement différente du problème de la migration.

La migration ne peut être considérée comme un objectif politique même si elle reste, dans un certain nombre de situations individuelles, une issue inévitable. La seule vraie solution aux problèmes d'emploi se trouve, sur place, par le développement économique des D.O.M.

Les pouvoirs publics ne souhaitent donc pas organiser une migration mais, au contraire, consacrer la totalité des moyens disponibles à assurer en métropole l'insertion sociale et professionnelle des originaires des départements d'outre-mer qui y résident.

S.F. : Mais le décret de création de l'A.N.T. parle de «faciliter l'établissement en métropole des travailleurs d'outre-mer...».

J.M.E. : Oui, mais faciliter l'établissement ne veut pas dire faciliter la migration. Nous n'avons plus d'activités migratoires sauf pour une

frange très étroite de stages de formation dans des créneaux de formation n'existant pas dans les D.O.M.

S.F. : En 1982, combien de gens avez-vous fait venir ?

J.M.E. : 968 jeunes dont la plus grande part est allée suivre une formation dans les centres de l'A.F.P.A.

S.F. : Si ce n'est pour pousser à l'émigration, à quoi sert l'A.N.T. ?

J.M.E. : L'A.N.T. n'a aucune vocation à pousser à l'émigration puisque la presque totalité de son rôle et de son action se situe en métropole en direction des originaires des départements d'outre-mer déjà installés en France où ils connaissent des problèmes spécifiques d'insertion au niveau de la formation, de l'action sociale, de l'identité culturelle.

S.F. : Parlons de cette politique du retour au pays ?

J.M.E. : La politique de retour pour motif professionnel dans les D.O.M. ne doit évidemment pas susciter d'illusion, compte tenu des perspectives de l'emploi. Les flux seront forcément limités, mais cette politique est tout-à-fait essentielle à la fois au développement économique des D.O.M. et également, afin de donner une perspective aux originaires des D.O.M. actuellement en métropole.

Nous mettons en place actuellement deux méthodes pour faciliter ce retour :

Premièrement, en liaison avec l'A.N.P.E. nous avons obtenu que les offres d'emplois qualifiés non satisfaites dans les D.O.M. soient systématiquement, par l'intermédiaire des services de l'A.N.T., mises à disposition des originaires des D.O.M. en métropole avant d'être présentées dans le réseau métropolitain de l'A.N.P.E.

Nous voulons par ce système créer un filtre qui permettra d'assurer aux originaires des D.O.M. une priorité de fait dans le retour au pays lorsque des offres d'emplois qualifiés sont disponibles sur place.

Deuxièmement, nous mettons en place à l'A.N.T. une cellule chargée d'aider les créateurs d'entreprises notamment dans le domaine artisanal, dans leurs démarches et le montage de leurs dossiers, ceci en liaison étroite avec les autorités administratives et professionnelles dans les D.O.M. Il ne s'agit pas de créer un nouveau système d'aide mais de permettre aux candidats d'être guidés et appuyés dans le maquis des procédures administratives et financières et, le cas échéant, de bénéficier d'une formation complémentaire.

S.F. : *Dites-nous un mot des billets d'avion délivrés par l'A.N.T. ?*

J.M.E. : Il s'agit d'une innovation. Le secrétariat d'Etat aux départements et territoires d'outre-mer, par le biais d'une subvention, nous a permis de fournir des billets à tarif réduit aux originaires des D.O.M. retournant pour leurs vacances dans les départements d'outre-mer.

Ces billets sont, bien sûr, délivrés sous conditions de ressources et nous avons, en 1983, élargi très sensiblement ces conditions de ressources tout en abaissant le prix du billet, notamment en basse saison.

Le système a démarré à la fin de l'année 1982 où nous avons attribué 3.500 billets. En 1983, nous projettons d'en faire environ quatre à cinq fois plus.

S.F. : *Mais ce système ne concerne pas les voyages rapides que doivent faire les Domiens, sans compter le fait qu'il est toujours limité.*

J.M.E. : En ce qui concerne les départs rapides justifiés par des raisons

tion ne donne que des avis consultatifs.

J.M.E. : Certes ; mais il s'agit d'une instance très vivante et très importante. Il discute préalablement au conseil d'administration les mêmes problèmes sur la base des mêmes documents et son avis est toujours très largement pris en compte. De plus, l'A.N.T. entretient avec les associations d'originaires des départements d'outre-mer des relations suivies et privilégiées. Lors de la journée de réflexion sur les problèmes des originaires des D.O.M., le 6 novembre dernier, elles étaient toutes présentes dans les débats et des échanges constructifs ont eu lieu.

Il en est de même actuellement au sein du groupe de travail présidé par Monsieur Lucas, Chef de l'inspection générale des affaires sociales, groupe de travail chargé de remettre à Monsieur Emmanuelli des propositions pour contribuer à régler les problèmes des originaires des D.O.M. en métropole.

Enfin, les assises de la migration qui doivent être organisées en mai prochain, permettront encore à ces associations et à leurs représentants de s'exprimer très largement et sans exclusive.

S.F. : *Autre problème, les critères de choix des associations présentes au conseil d'orientation. On y trouve une association contrôlée par la droite, le CASODOM, et deux associations créées après mai 81 par des membres du parti socialiste français, le GNOM et le RER.*

J.M.E. : Toute désignation implique des choix dans ce domaine. Ce qui a été essentiellement privilégié, c'est la volonté d'assurer une représentation équilibrée de différents courants.

S.F. : *Une représentation équilibrée entre les forces politiques françaises car il y a une exclusion vis-à-vis des associations anticolonialistes ou nationalistes.*

J.M.E. : Lesquelles par exemple ?

S.F. : *L'UTEG, pour ne citer que celle-là.*

J.M.E. : Je ne suis pas sûr que ce soit une des associations les plus représentatives des originaires des D.O.M. en métropole.

S.F. : *En quoi et sur quelle base le GNOM le serait-il plus ?*

J.M.E. : Le GNOM est une fédération d'associations et c'est à ce titre que sa présence avait été acquise.

S.F. : *A propos des associations, l'A.N.T. a lancé la formule des conventions. De quoi s'agit-il ?*

J.M.E. : Il s'agit d'un moyen pour allier la nécessaire liberté des associations et le non moins nécessaire contrôle des fonds publics. Au lieu de financer de grandes structures associatives comme cela se faisait autrefois avec l'AMITAG, le CASODOM ou la Maison de la Réunion, nous préférons aujourd'hui co-financer des projets précis que peuvent nous présenter des associations des originaires des D.O.M.

S.F. : *Quels sont vos moyens budgétaires en la matière ?*

J.M.E. : En 1983, nous disposerons de 320 millions de centimes. En 1982, nous avons passé des conventions avec 68 associations et cela à travers toute la France.

S.F. : *A travers ces conventions, le but n'est-il pas d'encadrer l'émigration des D.O.M., de la contrôler, d'établir une banque de données, de servir de relais politique... Et tout ceci par le biais du phénomène associatif ?*

J.M.E. : Il s'agit là d'un mauvais procès d'intention. L'intérêt des associations est d'avoir les moyens d'agir et toutes celles avec lesquelles nous avons traité pourront vous confirmer qu'elles ont choisi librement les activités qu'elles souhaitent exercer. C'est d'ailleurs la fonction même d'une association. Par contre, il est exact qu'à partir du moment où des fonds publics sont accordés à cette association, celle-ci doit pouvoir rendre compte de l'utilisation de ces fonds. Ceci me paraît normal et démocratique. J'ajoute que jamais les subventions aux associations n'ont accordées de manière aussi large et aussi dépourvue d'exclusive.

S.F. : *L'A.N.T. interviendra-t-elle en cas d'actes de racisme contre des originaires des D.O.M. ?*

J.M.E. : Oui, et d'ailleurs nous l'avons déjà fait. Nous avons eu l'occasion d'aider des associations en ce domaine, voire des individus à qui nous avons permis l'exercice d'une action judiciaire. Nous n'aurons aucune pudeur particulière sur ces points. Le problème existe, il doit être traité.

Du Bumidom négrier, à l'ANT brigadier ?

familiales ou sociales, nous pouvons attribuer des prêts.

S.F. : *Cela rappelle l'époque du B.U.M.I.D.O.M.*

J.M.E. : Pas du tout. Le montant des prêts et les conditions d'attribution sont complètement différents.

S.F. : *Comment expliquez-vous l'absence d'émigrés des D.O.M. dans le conseil d'administration de l'A.N.T. ?*

J.M.E. : Le conseil d'administration de l'A.N.T. comprend les représentants de l'Etat et les élus des départements d'outre-mer. C'est le conseil d'orientation qui comprend des personnalités représentatives des originaires des D.O.M. vivant en métropole.

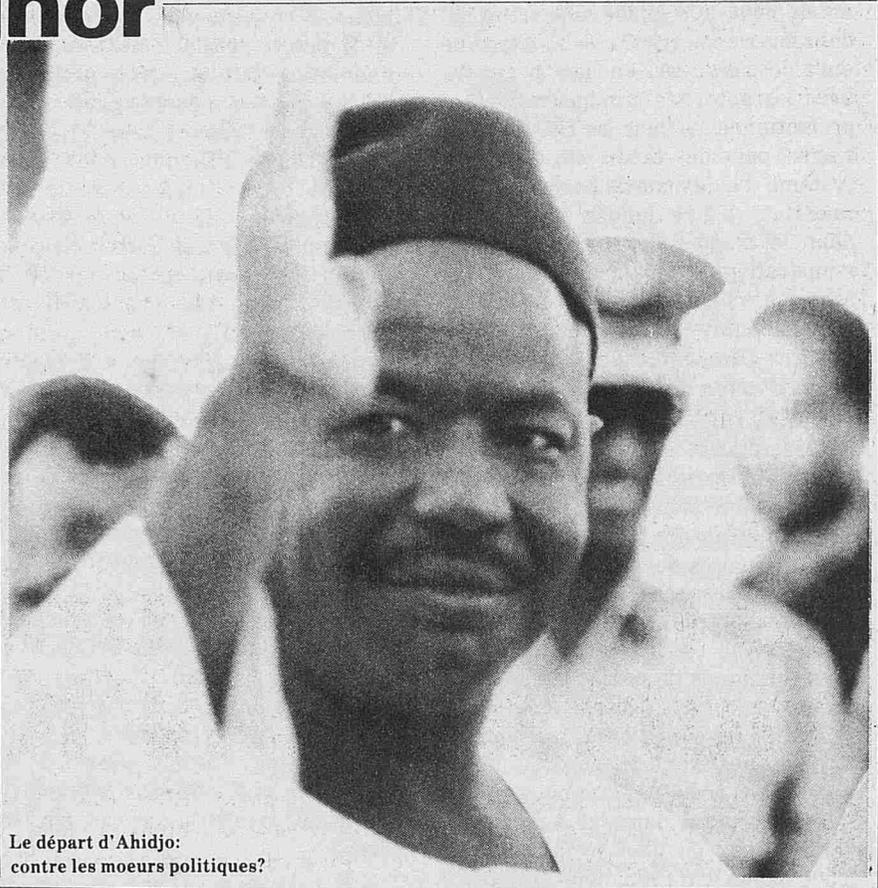
S.F. : *Mais ce conseil d'orienta-*

Biya est à Ahidjo ce que Diouf est à Senghor

Le départ d'Amadou Ahidjo, survenu l'année du Xème anniversaire de la Réunification, des inaugurations des nouveaux Palais de la Présidence et des Peuples entre autre, a surpris plus d'un politologue africaniste. Y aurait-il un phénomène nouveau dans les moeurs politiques internationales, une innovation venant d'Afrique ? A savoir abandon contre toute logique du pouvoir, de celui-ci, alors qu'aucune circonstance particulièrement apparente ne l'exigeait. Ce cas de figure est le deuxième du genre.

Plusieurs thèses ont été avancées. Mais franchement, quand on est au pouvoir, on cherche plus à y rester qu'à en partir, quelques soient les pressions locales. A moins que l'usage du pouvoir n'use trop certains usuriers du pouvoir. Les exemples abondent. Malgré un parallélisme de formes certain, la vie de la scène politique africaine n'est pas pour autant une copie conforme black de l'occidentale. Elle a ses particularismes étranges, voir inquiétants quant à l'exercice du pouvoir. Exercice franchement abusif (Macias Nguéma, Bokassa, Idi Amin), excessif (Touré, Mobutu), libéralisme de fer-barreaux de prison dans gants de velours en voie de développement (un peu partout ailleurs), dangeureusement ubuesque (le retour d'Obote). Plus positif, le modèle tanzanien de Niyéré et les cas décisifs, déterminants, pour l'équilibre du continent africain dans la géopolitique mondiale, des pays de l'Afrique australe. On peut aussi s'amuser à différencier les différents modes de colonisation, les différentes modalités d'acquisition des Indépendances. Mais c'est un autre débat, le vrai. Le noeud gordien fondamental de la politique africaine, avec, bien sûr, la tache de neige sur le continent africain de l'Afrique du Sud des P.Botha.

Le changement de président intervenu au Cameroun l'est dans la continuité, pour reprendre une formule à la mode du jour. Biya étant à Ahidjo ce que Diouf était à Senghor. Ce changement a surtout eu pour conséquence première favorable, la



Le départ d'Ahidjo :
contre les moeurs politiques?

libération des prisonniers politiques — dits de droit de commun (allez donc savoir pourquoi) — d'avril-mai 1976, par loi d'amnistie présidentielle. Que la première visite officielle de Paul Biya ait été effectuée à l'Elysée, rien de plus normal du fait des rapport historiques — n'est-ce pas — entre ces deux pays. Que François Mitterrand lui rende la pareille en juin, rien de plus naturel somme toute. Reste plus qu'à voir et savoir dans quelle mesure ces deux visites, plus la tenue des élections législatives (le premier test national de l'ère Biya) du 29 mai, scrutin à tour unique, vont, à terme, modifier peu ou prou la physionomie de l'échiquier politique camerounais. Ce, après sept mois de changement seulement.

Il est un fait que de dire la notion de démocratie en Afrique est à la va comme je te pousse. Surtout si on prend pour idée directrice des clichés chocs poids des mots style l'Afrique Noire est mal barrée (mais qui est bien arrivé ?). Il est parfaitement évident que les atteintes et violations des droits de l'Homme et autres libertés publiques y sont souvent plus criantes,

et paraissent plus vite excessives comme la corruption et les détournements de deniers publics. Non pas que cela ne se passe qu'en Afrique. Quand même pas. Mais la stratification sociale comportant moins de couches, de l'intérieur, les déraillements sont plus vite perceptibles. De l'extérieur, c'est sea sex & sun, Serge, sur fond de blackout. Et surtout, les effets directs de ces états de fait sont plus vite catastrophiques pour des pays fraîchement indépendants.

S'il est vrai que les structures constitutionnelles africaines sont calquées sur les occidentales, et que rares sont les systèmes politiques qui puissent donner entière satisfaction dans leur pratique contemporaine, il est difficilement imaginable que les modèles africains puissent totalement s'épanouir et dépasser leurs modèles de références (eu égard aux rapports Nord-Sud). Modèles dont la transposition n'a certainement pas été faite de la manière la plus cohérente. On peut aussi aisément regrêtté le manque d'intégration des pratiques coutumières des institutions africaines

traditionnelles dans les systèmes actuelles, pratiques génératrices de droit et actualisables car évolutives. Au nom du sous développement. Encore un autre débat. Après, on s'étonne, s'esclaffe, s'indigne que la démocratie africaine batte de l'aile. Normal, la continuité historique a été cassée. De plus, ses modèles de références battent de l'aile. Au nom du surdéveloppement.

Quant aux rôles et places de l'opposition, en général muselée et épurée depuis avant les Indépendances, on peut s'interroger sur son poids effectif sur le terrain, ses soutiens « *intra* » et « *extra muros* », ses capacités et ses aptitudes à être une voie de recours concrète.

Les cas récents de la Centrafrique, du Gabon (le Morena opposition on ne peut plus big), du Sénégal (multipartisme constitutionnel), inciteraient à penser que la notion institutionnelle d'opposition même parlementaire n'est pas tellement de mise. Faut dire que quand on est élu avec entre 80 et 99% des suffrages exprimés, taux de crédibilité équatorial de rigueur, on peut s'estimer en droit de se passer légitimement de toute forme de contestation. Mais quand même !

Il est plus que probable que la diversité d'opinions peut certainement être d'une dynamique nouvelle fort opportune. Avant les Indépendances aussi. Peut-être que l'Afrique n'en serait pas là. Paul Biya, lors de sa récente venue

à Paris s'était déclaré favorable au retour de membres de l'UPC. Mais, la collusion, ou, sans aller si loin, la promiscuité, entre l'Union Nationale Camerounaise et l'Union des Populations Camerounaises est-elle possible ?

Le multipartisme, est-ce bien là le débat fondamental du développement africain ? Les pourcentages records de voix recueillis lors des élections tendraient à faire croire qu'il existe une totale adhésion — et pas d'apolitisme ni de neutralité — entre les gouvernants et les gouvernés. Dans ce cas, pourquoi dans nombre de pays africains, ces excès commis, et ce climat de psychose collective ?

H.D.K.L.

L'O.U.A., vingt ans après

Le rêve de l'unité est-il mort avec N'Krumah?

Vingt ans après, l'écho de ce cri lancé du haut de tribune de l'organisation de l'unité Africaine par Kwamé N'Krumah résonne encore dans les murs de l'Africa Hall à Addis Abéba. La grande fraternité d'armes tissée tout au long du combat anti-colonial, le souvenir mythique des grands empires africains, le désir de bâtir une Afrique Unie au milieu de l'incertitude des temps et de la soustraire des intrusions des puissances étrangères l'avaient emporté sur les contradictions et les tentatives de division.

Des contradictions et des divisions, Dieu sait qu'il y en avait à l'époque ! Tout d'abord l'OUA héritait d'une Afrique balkanisée, facteur de l'émiettement politique du continent, échec de la Fédération du Mali, guerre civile au Congo Léopoldville et envoi de casques bleus, formation de sous ensembles rivaux à forte coloration idéologique : groupe de Brazzaville puis de Monrovia, groupe de Casablanca, l'axe Ghana-Guinée-Mali, conseil de l'entente ; autant de prémisses qui laissent présager de la fragilité de l'édifice Panafricain.

La compétition idéologique Est-Ouest qui s'était transposée sur le continent y faisait rage.

Vingt ans déjà que l'Afrique cherche par delà les morsures de l'histoire et des sinuosités, le chemin de sa difficile unité.

Si l'unanimité s'est faite sur le cas Sud Africain ou la libération des colonies portugaises et de la rébellion du pouvoir Pâle dans l'ex-Rhodésie ; l'OUA n'a pu consentir les nombreux foyers de tension et les

guerres fratricides qui affectent le continent africain. Elle n'a pu bâtir un ensemble, un espace politique et économique cohérent et stable qui mettrait le continent à l'abri d'une dépendance étrangère chronique.

Vingt ans après l'Afrique connaît toujours la famine, la malnutrition, une instabilité chronique conséquence de l'absence d'alternative politique, coups d'états militaires, régimes autocratiques et dictatoriaux, violations graves et quotidiennes des droits de l'homme. Tel semble être le triste destin d'un continent voué à la mendicité internationale. Mais l'Afrique est surtout victime de l'échange inégal qui livre poings et pieds liés nos économies aux bailleurs de fonds étrangers et de l'incroyable politique de gaspillage, de corruption de la plupart de nos dirigeants.

La plupart des pères fondateurs qui ont présidé à la naissance de l'OUA ont disparu, balayés par les tourbillons de notre histoire mouvementée emportant avec eux les rêves d'un continent : N'Krumah est mort en exil chassé du pouvoir, Modibo est mort en prison vraisemblablement empoisonné par ses geôliers qui sont aujourd'hui au pouvoir, Nasser est mort découragé et épuisé, Ben Belle sort de prison après une captivité de seize ans, la Guinée de Sékou Touré est devenue un immense bagne ou au nom de « *la ligne révolutionnaire juste* », on torture et on tue.

Africa must unity !

Vingt ans après, qui relèvera le défi de N'Krumah ?

Macoudou N'Diaye

O.U.A.

Organisation de
l'Unité Africaine

Vingt ans déjà !

Le 25 mai 1963, s'est tenue à Addis- Abeba la conférence constitutive de l'Organisation de l'Unité Africaine. Le chemin a été long par Accra, Brazza Casa et Monrovia.

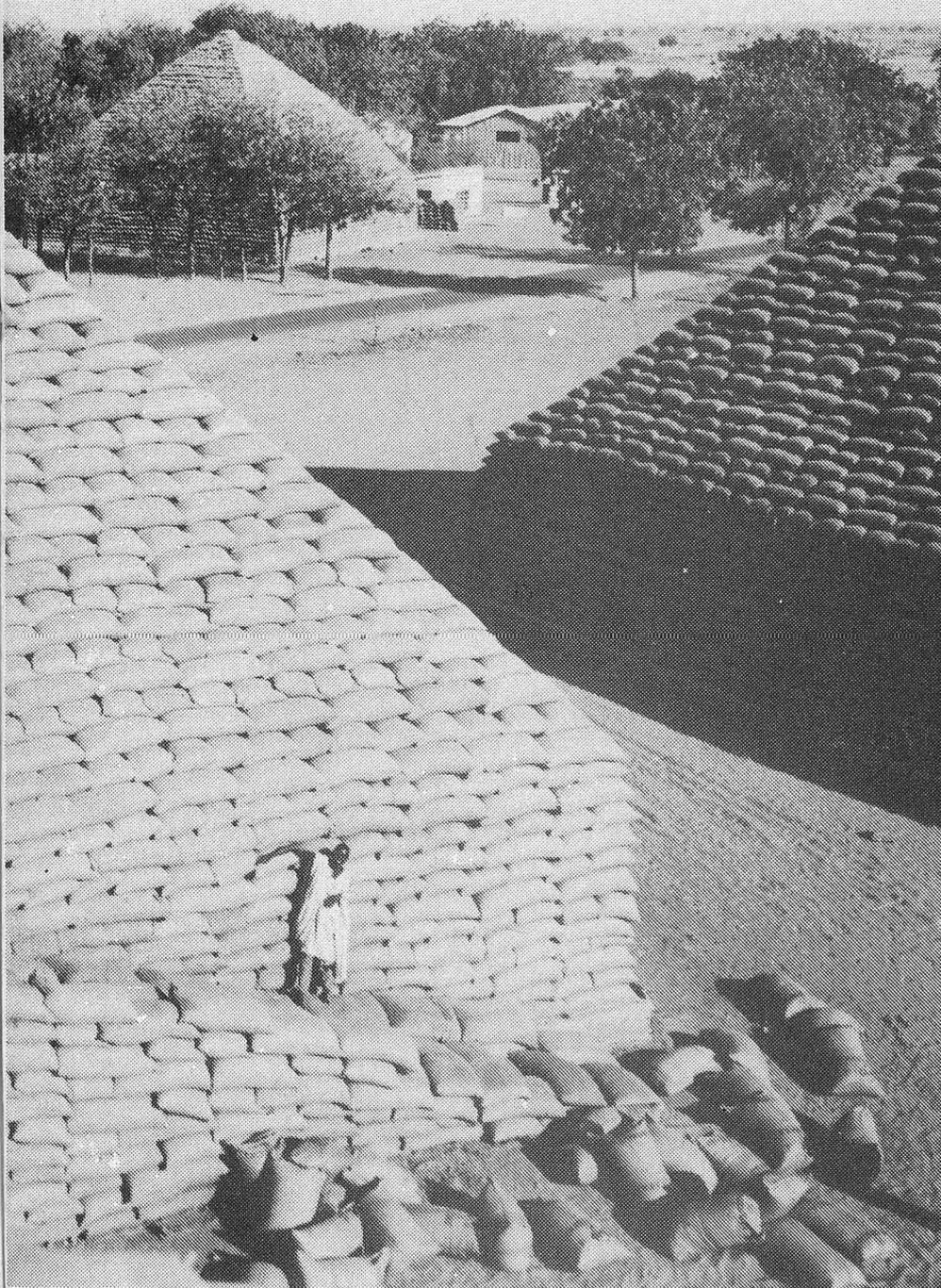
Tout a commencé lors de l'indépendance du Ghana en 1957. Kwané N'Krumah, lors de son discours, a lancé l'idée de la tenue d'une conférence réunissant l'ensemble des Etats africains, et ceci conformément aux thèses qu'il avait pronées. Le Panafricanisme devait être l'un des premiers jalons posé pour l'édification de l'Unité Africaine, et à travers elle, la création de l'OUA.

En 58 le Panafricanisme fait son chemin et entraîne dans son sillage les pays qui participeront à la conférence d'Accra l'année suivante (Maroc, RAU, Libye, Tunisie, Ethiopie, Soudan). Evoqué lors de la première

conférence des non-alignés à Baudung, le « principe de l'intangibilité » des frontières a été affirmé. En décembre 60, se tient une réunion à Brazza à laquelle assistent AOF, Guinée, AEF, Congo Brassa, Madagascar, et en 61 se tiendra une conférence à Casablanca où se réuniront les pays dits progressistes. Cette réunion n'a pas été un facteur de cohésion, très vite des divergences apparaîtront, une unité de façade sera pourtant maintenue au moment de la guerre d'Algérie.

Les Etats ayant refusé de se joindre à la conférence de Casablanca tiendront à manifester leur présence et





constitueront ce qui devait devenir six mois après « le groupe des « modérés » ; ils se réuniront à Monrovia (Libéria), on y retrouvera le groupe de Brazza ainsi que la Libye, le Libéria, Nigéria, Sierra Leone, Ethiopie, Togo, Tunisie. Dans la déclaration finale ils adopteront « le principe d'une création d'une organisation consultative inter-africaine et malgache. Ce qui devait aboutir, lors de la conférence tenue à Addis-Abeba le 25 mai, a porter sur les fonts baptismaux l'OUA.

L'OUA au cours de ses dix neuf ans d'existence a traversé avec plus ou moins de brio ses crises. Les plus

dramatiques qu'elle a vécues sont sans nul doute les non-tenues de son XIX^e siècle sommet à Tripoli, baptisées par les spécialistes (Tripoli I et Tripoli II).

Crises dues à deux des spécificités de l'Organisation : un comité est chargé d'examiner le statut des mouvements de libération, conformément à l'article 3 de la charte permettant « le rejet par les Etats-membres d'un soutien aux mouvements subversifs ». Cette épineuse question de l'auto-détermination d'un mouvement « dit de libération » a été posée avec la République Arabe Saharaouie Démocratique. Et on se souviendra de la double interprétation des

dispositions de la Charte par Edem Kodjo, Secrétaire Général de l'OUA et le Président Daniel Arap Moi. Encore aujourd'hui le malaise est grand, le porte-parole du Secrétaire Peter Oner de l'Organisation venant de démontrer le désaccord profond qui régnait entre lui et le SG.

Tripoli I a en effet démontré le refus de certains Etats-membres d'accepter de s'asseoir avec la RASD.

Après les invitations de l'Association des Jeunes Juristes Africains à un gel de la représentation de la RASD en vue de la tenue d'un nouveau sommet à Tripoli, et le quorum des présents pouvant être atteint, est venue se greffer une nouvelle crise aboutissant à une non-tenue du sommet à Tripoli II : la question de la représentation du Tchad.

Après les deux échecs dans la capitale lybienne, l'OUA sans doute pour exorciser ses péchés de jeunesse a décidé de retourner à la source. Autre disposition qui constitue une spécificité de l'OUA, c'est l'absence de notion d'interim. Ce qui fait que Daniel Arap Moi et Edem Kodjo sont obligés d'expédier les affaires courantes.

Malgré les difficultés rencontrées, l'OUA a su prendre des dispositions tout a fait remarquables amenant une adoption à l'unanimité qui constitue un facteur de cohésion. Et le bilan de l'OUA est encourageant voire globalement positif.

Moins d'un an après sa constitution, en février 64, Hailé Sélassié arrêtera sa progression en Somalie. Lors de son deuxième sommet, la décision sera prise d'isoler l'Afrique du Sud. En 68, lors de la crise biafraise, l'OUA, fidèle à son principe d'intangibilité des frontières et donc d'intégrité territoriale soutiendra le Nigéria. De 75 à 76, la mission qu'elle se donne est la libération des colonies portugaises, qui aboutira à l'indépendance de l'Angola. En 73, l'OUA recommandera une rupture des relations diplomatiques avec Israël, dans le but de soutenir l'Egypte. En 1980, est adopté le PAL (Plan d'Action de Lagos). En 1981, la Charte Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples est adoptée à l'unanimité.

Souhaitons le succès du 19^{ème} sommet à Addis-Abeba. Souhaitons aussi que cette deuxième décennie soit celle de la ratification par l'ensemble des Etats-membres de cette Charte Africaine, ainsi que celle de la réussite du Plan d'Action de Lagos.

Pierre Koné

Entretien avec Laurent Gbagbo.

« En Côte d'Ivoire, la crise est permanente »

Au mois de mai, des grèves ont secoué la Côte d'Ivoire. Le président Houphouët Boigny n'a pas tardé à brandir l'épouvantail Libyen et à désigner le « Responsable » des troubles : Laurent Gbagbo, historien en exil depuis un an à Paris.

Il dresse un réquisitoire sévère du régime ivoirien.

S.F. : Donc, vous êtes le bouc émissaire commode, tout désigné.
L.G. : Oui et non. Un bouc émissaire est innocent. Je suis un lutteur, un militant et depuis 19 ans je me bats pour que mon pays naisse à la démocratie. En 82, j'ai dû fuir ma patrie, car individuellement je n'étais plus en sécurité... mais le combat continue.

S.F. : Revenons-en à cette grève. Était-elle principalement corporatiste ou traduisait-elle réellement un malaise au sein du monde enseignant, ou d'une manière générale, une remise en cause de la po-

arrive au pouvoir dans la foulée de la loi cadre, et met tout en oeuvre pour devenir parti unique (ceci est une longue histoire à laquelle je suis en train de consacrer un ouvrage). Un syndicat unique est également créé, l'UGTCI (Union Générale des Travailleurs de Côte d'Ivoire) qui dépend du parti unique, dans le cadre de ce qu'on appelle le syndicalisme de participation. Or, en 69, se sont créés coup sur coup, deux syndicats enseignants qui ont refusé d'adhérer à cette centrale contrôlée par le parti (ce sont le SINARE et le SINESI). En 70, le pouvoir leur a demandé d'intégrer le parti comme

La dictature secrète des courtisans.

SANS FRONTIERE : Monsieur Laurent Gbagbo, on vous a présenté, le président Houphouët Boigny surtout, comme un agent libyen qui serait à l'origine ou qui ne serait pas étranger aux derniers événements survenus en Côte d'Ivoire.

LAURENT GBAGBA : Pour la première affirmation, je tiens à souligner mon indignation. De telles accusations sont la marque des difficultés du règne d'Houphouët Boigny. Ce n'est pas la première fois que de tels procédés sont utilisés contre les opposants. Déjà, en 1969, lorsque j'étais étudiant, nous avons organisé une grève contre la création d'un mouvement inféodé au parti unique ; on nous avait taxés d'être à la solde de l'Union Soviétique et on avait, à l'époque, fermé l'ambassade d'URSS et Abidjan. Avant cela, en 67, les étudiants avaient fait une marche pour protester contre la création du M.E.P.D.C.I. : on les avait accusés d'être manipulés par la Guinée et Nkrumah.

Je pourrais multiplier les exemples à loisir. Lors de ce qu'on a appelé le complot de 63, on a accusé le ministre arrêté à l'époque d'être à la solde du communisme international et plus précisément de Pékin.

litique d'éducation en Côte d'Ivoire ?

L.G. : Il y a de tout cela dans cette grève. Le problème du logement des enseignants n'est pas nouveau. En 59, H. Boigny a mis fin au droit au logement. En 63, quand il a opéré des purges dans le pays, et mis en prison des centaines d'Ivoiriens, pour asseoir son pouvoir personnel au lendemain de l'Indépendance, il a promis la gratuité du logement à un certain nombre de corps enseignants.

Mais il y a autre chose dans la genèse de cette grève des enseignants. Il existait en Côte d'Ivoire, entre 45 et 57, 5 partis. En 1957, le P.D.C.I.



Houphouët Boigny, le patriarche

section ; leur refus a été sanctionné par des arrestations. En 80, une nouvelle demande d'intégration au PDCI, est suivie d'un nouveau refus, alors le pouvoir supprime les syndicats récalcitrants. En 82, le syndicat de l'enseignement supérieur est dissous, en 83 celui du secondaire.

Voilà les éléments de l'offensive des enseignants.

S.F. : Au delà de ces soubresauts conjoncturels, ne pensez-vous pas que la Côte d'Ivoire vit une crise politique latente, perceptible par exemple dans la course de vitesse qui met aux prises plusieurs barons du régime pour la succession du Pt Houphouët Boigny ?

L.G. : En Côte d'Ivoire, la crise est permanente car on y confond la stabilité d'un régime avec la pérennité d'un individu au pouvoir. Je crois qu'il faut à notre pays un régime stable, c'est-à-dire qu'il lui faut des institutions susceptibles de résister à toutes les agressions, dans lesquelles

les Ivoiriens se reconnaissent, qui les respectent et pour lesquelles ils se sentent prêts à jouer le jeu. Or, depuis 59, nous assistons à la main mise d'un individu sur l'Etat, et au discours effarant d'assimilation de cet individu avec l'Etat. Si, aujourd'hui, H. Boigny déclare que je suis contre la Côte d'Ivoire, c'est que je suis contre son parti et lui-même. C'est de là qu'est issue la crise : un individu est l'alpha et l'oméga, le principe qui vérifie tout !

C'est pourquoi aujourd'hui, nous nous battons pour que notre pays ne soit plus à la remorque de l'humeur d'un seul individu, pour que la Côte d'Ivoire devienne un pays dont la population puisse avoir prise sur les institutions, puisse faire un choix.

La dictature secrète des courtisans, la démocratie crée des hommes politiques !

S.F. : Ne pensez-vous pas que la désinformation soit liée en partie à la faiblesse des moyens mis en oeuvre par l'opposition pour atteindre ses buts, dont on ne con-

massacres, on comptait 4.000 morts (chiffre avancé par H. Boigny lui-même), qui ont été enterrés dans les fosses communes. Les survivants ont été parqués dans le stade de football de la localité, la prison n'étant pas assez vaste. Toutes les agences de presse étaient présentes. Qui en a parlé ?

S.F. : Comment se fait-il que dans un pays aussi dépendant du capital international, ce même capital n'ait pas prévu la succession d'H. Boigny, pour se ménager un espace politique susceptible de permettre l'émergence d'hommes de transition ?

L.G. : Les néo-colonies sont très dépendantes du capital international, mais au niveau du jeu politique, elles ont une certaine marge de manoeuvre et peuvent même influencer le pays tuteur. C'est une donnée essentielle. Vous parlez de l'émergence d'hommes capables de continuer. Ils existent, mais puisqu'il n'y a pas d'institutions, et que nous sommes dans un régime

La démocratie crée des hommes politiques.

nait pas grand chose ici ?

L.G. : Il y a eu jusqu'à présent, une faiblesse théorique et organisationnelle

de l'opposition qui a été fractionnée et à laquelle nous sommes en train de remédier. Pour revenir au problème de la désinformation, je vais citer un exemple : en 1970, a eu lieu dans la région de Gagnoa, le plus grand massacre de l'histoire de la Côte d'Ivoire indépendante. Contre la prétendue révolte d'une tribu, H. Boigny a fait intervenir l'armée. Certaines sources mettent d'ailleurs en cause la participation de l'armée française :

la France n'a toujours pas démenti cela. Au bout de 2 jours de

qui confond un parti, un état avec un homme, on comprend pourquoi les gens attendent qu'H. Boigny leur passe les rênes du pouvoir.

Contrairement à Senghor ou Ahidjo, qui ont préparé leur successeur, H. Boigny a toujours déclaré que le pouvoir ne se partageait pas. H. Boigny s'est d'ailleurs senti trahi lorsque Senghor a quitté le pouvoir. Il a déclaré qu'après lui, le pays pourrait se donner les institutions qu'il voudrait, mais que tant qu'il serait là, tous devaient obéir au PDCI, et à son chef.

S.F. : Pensez-vous que l'opposition légale soit suffisamment crédible pour proposer un programme qui serait compris par les Ivoiriens ?

L.G. : Les dictatures ont de caractéristique que les oppositions ne peuvent être que fragmentées. Mais nous relevons le défi et bientôt nous publierons très officiellement un ouvrage qui sera d'abord un bilan du quart de siècle d'indépendance et de gestion du PDCI et dans lequel nous proposons une ligne précise. Pour vous donner une idée de la transformation des mentalités en Côte d'Ivoire et de l'emprise que nous avons de plus en plus fortement, voici : en 82, quand H. Boigny s'est

Laurent Gbagbo, auteur d'une histoire de la Côte d'Ivoire

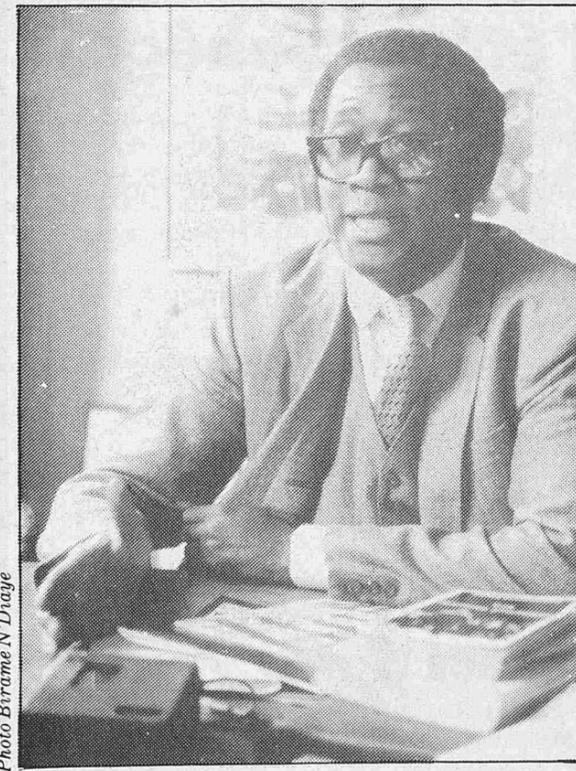


Photo Bérangère N'Diaye

abattu sur ma personne, pendant un mois entier à travers la radio, la TV, le journal du parti, des paysans sont venus m'apporter du riz, mille francs, deux mille francs (mon salaire avait été suspendu), des ouvriers m'ont apporté leur obole.

S.F. : *Pendant longtemps, on a présenté H. Boigny comme le fondateur indispensable de l'unité ivoirienne, sans qui la Côte*

été élu. Pourquoi ? Parce que de tous les candidats, il avait le programme le plus cohérent. Dès 44, il était président du syndicat agricole et il avait réclamé la fin du travail forcé dans les exploitations. En effet, la bourgeoisie ivoirienne avait été lésée par l'obligation de faire travailler les ouvriers agricoles uniquement dans les plantations des colons blancs. On comprend donc la raison de son élection unanime parmi ses concitoyens.

le PDCI, de mise à l'index même de responsables du PDCI jugés trop tièdes à l'égard du président, les ivoiriens ont peur et se sont repliés sur leur région, leur village. Le final est qu'en février 81, H. Boigny annonce publiquement que désormais il forme son gouvernement sur des bases ethniques, ce qu'il a appelé la géopolitique. Il est inadmissible, (en Côte d'Ivoire on rallume sans cesse la flamme du tribalisme sous prétexte de

Choisir : tribalisme ou démocratie ?

d'Ivoire ne serait pas une nation. Vue la grande diversité ethnique de la Côte d'Ivoire, cette unité sera-t-elle mise en péril sans H. Boigny ?

L.G. : La première condition de la véritable unité est le départ d'H. Boigny. En 1945, à l'époque du dictat colonial, quand l'ordonnance de cette année là a demandé aux territoires africains d'élire un député à l'assemblée française, il n'y a pas eu de vote tribal en Côte d'Ivoire. En 1945, H. Boigny a

Un an plus tard, les lois votées à l'assemblée constituante ont permis la création de cinq partis dont aucun n'avait de base tribale. Comment expliquer un retour aujourd'hui au tribalisme ? Je l'explique par l'absence de débats politiques, de débats démocratiques depuis 60. Depuis les pseudo complots de 63 et 64, qui ont entraîné un flot d'arrestations, de bannissements, de morts douteuses d'anciens leaders des partis autres que

se maintenir au pouvoir. Nous ne croyons pas à l'unanimité, mais aux débats politiques sur la base de problèmes très précis qui permettraient aux Ivoiriens, comme ils l'ont fait entre 45 et 57, de choisir le programme le plus cohérent. Nous croyons à la Démocratie.

Propos recueillis par
Macoudou N'Diaye
et **Birame N'Diaye**

TRAVAILLEURS SENEGALAIS pour vos vacances d'été au Sénégal

- Réservez dès que possible votre place.
- Evitez les périodes d'extrême pointe, les fins de semaine, les fins de mois.
- Un seul bagage est accordé en cabine.
- Veillez à ce que vos bagages de soute soient bien conditionnés.

AIR FRANCE VOUS OFFRE LES POSSIBILITÉS SUIVANTES

PARIS-DAKAR (sans escale)	LUNDI - MERCREDI - JEUDI - SAMEDI
PARIS-LYON-DAKAR	MARDI
PARIS-MARSEILLE-DAKAR	VENDREDI
PARIS-BORDEAUX-DAKAR	DIMANCHE

**N'OUBLIEZ PAS QU'UN BILLET ALLER-RETOUR
FACILITE VOTRE VOYAGE.**





• Haute-Volta

Renforcement de la coopération ghano-voltaïque après la visite du Président Ouédraogo à Accra. Dans le communiqué, les Présidents Ouédraogo et Rawlings réaffirment leur volonté d'instaurer « une politique saine » et « mutuellement avantageuse » en vue de sauvegarder une indépendance économique minimale pour leur état respectif.

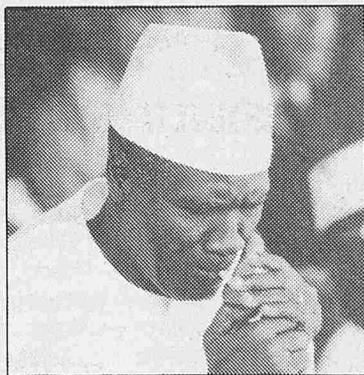
• Niger

Seyni Kountché a annoncé la création « d'une commission nationale de suivi de la conjoncture ». Il s'agit ni plus ni moins de gérer la crise, comme quoi de Niamey à Paris le mot de circonstance pour le redressement économique est : rigueur.

lère décision : suppression des véhicules de fonction.... Un plan d'action qu'il faut soutenir, celui-ci étant particulièrement courageux. Le nouveau Premier Ministre Oumaorou Mamane (SF mai 83) n'aura pas perdu de temps. Il n'y a qu'un pas à faire pour le surnommer le « *Delors africain* ».

• Guinée

Rumeur autour de démission prochaine du Président Ahmad Sekou Touré en faveur de Mamady Keita, actuel Ministre de l'Education Nationale et de la Recherche.



• Mali

Remaniement ministériel annoncé le 19 avril 1983 - L'Allemagne fournira 10.000 tonnes de sorgho. Visite d'Hadj Yala, Ministre algérien de l'Intérieur à son homologue malien le lieutenant colonel Abdou Rahmane Maiga.

Afrique de l'Ouest

• Mali

Le prochain Secrétaire de l'O.U.A. sera-t-il malien ? Alioune Blondin Beye (MAE) se trouve effectivement en compétition avec son ex-homologue gabonais Paul Okoumba d'Okwatsegue, aujourd'hui conseiller diplomatique et politique d'Omar Bongo.



Paul Okoumba d'Okwatsegue

• Côte d'Ivoire

Un homme monte, monte... Balla Keita, Ministre de la Recherche qui vient de se voir attribuer le délicat Ministère de l'Education Nationale.



Balla Keita

• Côte d'Ivoire

Après la visite de Chedli Klibi, Secrétaire Général de la Ligue Arabe, plusieurs questions sur la teneur des entretiens peuvent être avancées : la situation économique et politique de ces derniers jours en R.C.I. faisant entr'apercevoir une aide de la Banque Arabe de Développement Economique de l'Afrique ; en contrepartie il serait demandé au « *Vieux* » de manoeuvrer lentement et serré avant le rétablissement des relations diplomatiques avec Israël.

Publicité

RESTAURANT CAMEROUNAIS

LA SAVANE

7 rue Marie Stuart 75002 Paris

Ouvert de 18h à 6h du matin

FERME LE MARDI

Métro : Halles - Etienne Marc

Tél. 233.83.77

Sentier - Réaumur Sébastopol

Le Zaïre, un pays dont on parle peu

Le régime de la terreur

Trop longtemps, l'accent a été mis sur le marasme économique du Zaïre et sur l'absence d'alternative crédible à la dictature de Mobutu. Or, ces derniers mois, de façon certes disparate mais continue, le mécontentement ne cesse de croître chez des populations écrasées et malgré les facteurs de démobilisation réels, une résistance cherche à s'exprimer, qui pourrait à long terme, faire chavirer la nef de M. Mobutu.

Depuis le début du mois de juillet 1982, le procès des treize parlementaires auquel le pouvoir reproche d'avoir constitué un second parti politique en violation du diktat de Mobutu, l'U.S.P.S. (l'Union pour la Démocratie et le Progrès Social), a révélé qu'il existait jusque dans l'appareil d'Etat zaïrois une volonté d'en finir avec le règne de terreur et de gabegie entamé depuis 18 ans par l'assassin de Patrice Lumumba.

Malgré l'incarcération des Treize et de leurs partisans, il se trouvait encore en janvier 1983 à Mbuji Maye (Kasaï, centre du pays) des audacieux pour distribuer des tracts réclamant la libération des prisonniers d'opinion, une ouverture démocratique et un minimum de justice distributive, au moment même du passage de Mobutu dans la capitale du diamant.

Ces gestes sont connus à Kinshasa, à Kisangani, parmi des travailleurs qui se réunissent où ils le peuvent, comme ils le peuvent pour s'informer et lut-

ter. Ils leur donnent des raisons d'espérer. Le régime redoute le moindre soubresaut et continue d'importuner les personnes suspectées de sympathies avec l'U.D.P.S. C'est ainsi que le Pasteur Luboya fut arrêté chez lui à Kinshasa à la fin de l'année dernière. Accusé par le parquet d'avoir été le secrétaire du parlementaire de l'U.D.P.S. Tshisekedi et d'être chargé de l'information et de la propagande de ce mouvement d'opposition, il a été incarcéré.

Le bâtonnier de Kinshasa, maître Mukendi a fait les frais de son courage lors du procès des Treize pour avoir fait valoir les droits de la défense et faire reporter la première audience afin de permettre aux avocats bruxellois Goffin et Vercauwen de venir plaider à Kinshasa : le 22 mars dernier, le tribunal de grande instance de la capitale l'a condamné à trois mois d'emprisonnement avec sursis de six mois.

Arrêté le 26 janvier 1983, en compagnie d'un autre avocat, maître

Azama Kakès (acquitté lors du même jugement); maître Mukendi, en liberté sous caution depuis la mi-avril est sous le coup d'une inculpation de « dissimulation de documents relatifs aux élections législatives de septembre 1982 ».

Officiellement, le pouvoir lui reproche d'avoir « couvert » une tentative de détournement de fonds de l'ancien vice-premier ministre Vunduawe (aujourd'hui écarté du gouvernement). Mais comment ne pas voir ici, un épisode de plus, dans la longue confrontation entre le barreau zaïrois et l'actuel premier ministre Kengo Wa Dondo qui veut briser toute espèce d'opposition, fut-elle fondée sur le seul respect des lois.

En dépit de ces intimidations qui touchent ceux qui, de près ou de loin défendent la cause des treize, des hommes continuent de s'exposer.

Nous avons rencontré un militant de l'U.D.P.S. qui portait les stigmates de tortures subies dans les locaux du C.N.R.I. (Centre National de Recher-





Prisonniers condamnés à mort.

che et d'Investigation police politique). Loin d'abandonner tout espoir, loin de tout sectarisme, à l'instar d'autres partisans des treize il demande que l'opinion s'inquiète aussi du sort de détenus appartenant à deux autres formations, le M.N.U.R. (Mouvement National d'Union et de Réconciliation) et la N.A.C.S.P.O. (Nouvelle Alliance des Croyants et Solidarité avec les Peuples Opprimés).

Son constat est lucide : « *Le pouvoir a voulu tribaliser notre action (NDLR : la plupart des détenus de l'UDPS proviennent du Shaba et du Kasai). Nous avons reçu un coup très dur avec les arrestations. En éparpillant les députés et les militants à travers les prisons du pays, Mobutu cherche aussi à éparpiller nos idées.* »

Effectivement, le pouvoir fait tout pour isoler les suspects, jusqu'à les empêcher de travailler pour subsister. C'est le cas de plusieurs employés de la Gecamines, à Lubumbashi, qui, relâchés après quelques mois de détention ont à subir une situation des plus

illégalles. Yogo, le patron régional du CNRI et Mandungu, le gouverneur se sont entendus avec le PDG de la Gecamines, Robert Creme pour leur interdire de se rendre sur leur lieu de travail.

Nous avons reçu un coup très dur

Bien que non licenciés, ils ne perçoivent pas leurs salaires. Un de leurs compagnons, le citoyen Kayembe reste incarcéré depuis des mois au CNRI de Lubumbashi. Selon les militants de l'U.D.P.S., il existe un décalage entre le désir d'action susceptible de faciliter la mise en place d'une alternative et le degré énorme d'impopularité du régime. Cette impopularité s'est manifestée très clairement lors des élections de 1982, où partout dans les grandes agglomérations comme en brousse, le taux d'abstention a été élevé. Dans

plusieurs régions du pays, la population a réagi avec dérision, à la mascarade organisée par Mobutu. Ses candidats du M.P.R. (Mouvement Populaire de la Révolution parti unique) ont été battus à plate-couture par « *Imbécile* », « *AS Bilima* » (un club de football), « *Langa Langa stars* » (orchestre de variétés) et... les Treize.

Le mécontentement traverse toutes les couches de la société zaïroise y compris l'armée. Des officiers « *éclairés* » déplorent que l'essentiel de leur tâche consiste à terroriser ou à piller la population pour calmer une troupe que des salaires dérisoires (120 Z par mois)(1) réduisent à rançonner le civil. Des hauts gradés pensent que la répression des mineurs ou des étudiants en grève n'entre pas dans les attributions de la défense nationale.

(1) 30FF au taux parallèle. →

La présence d'instructeurs étrangers avive la mauvaise humeur. Les soldats se sentent bridés, voire blessés dans leur orgueil. Les officiers qui le comprennent et jouissent par conséquent de popularité dans la troupe sont parfois écartés. Ce fut le cas du colonel Mayele, l'un des rares officiers qui n'ait pas rebroussé chemin devant les combattants du F.N.L.C. en 1978. Promu par la suite patron du Centre d'Instruction des Paras, il a été muté fin 1982 par Mobutu qui l'a envoyé en France « en formation ».

C'est la loi de la démerde

Plusieurs sources présentent le général Nsinga comme le recours éventuel des militaires mécontents de Mobutu. Cet ancien compagnon de la révolution qui fut chef de la sécurité en 1965, populaire dans la troupe, serait moins cupide et doté d'une lucidité supérieure dit-on dans les chancelleries. Actuellement, chef d'Etat-Major des FAZ (Forces Armées Zaïroises), Mobutu l'aurait rapproché de lui pour mieux le surveiller mais hésiterait à éliminer cet autre agent de la C.I.A. Dans tous les cas, les militants du changement devront compter avec cette perspective de bouleversement intérieur au sein de l'armée même si tous les officiers n'ont pas coupé les ponts avec les opposants.

Que le mécontentement se manifeste dans toutes les couches de la population, n'est pas niabile. Autre chose est de la canaliser contre ce fléau qui s'est inséré dans tous les interstices de la vie zaïroise : l'article 15, une clause fictive ajoutée à la constitution par radio-trottoir, la vox populi.

C'est la loi de la démerde en tous genres, la réponse d'individus acculés aux solutions immédiates par l'impératif de survie dans un univers en voie de déscolarisation, où prolifère le chômage : la plupart des industries n'utilisent au plus que 20% de leur capacité de production.

L'article 15, c'est le trafic de clopes par les enfants de Kingabwa qui se les sont procurées Dieu sait comment à l'usine Tabazaïre du Kin. Ce sont leurs sœurs qui se donnent aux clients du

Matonge pour une centaine de Zaïres la nuit (25FF). C'est encore le drame des « *Bana Mayi* », littéralement les « enfants de l'eau » qui approvisionnent les marchés du pays de leurs rapines sur le port de Matadi, à la merci d'une balle tirée par les vigiles de l'Onatra (la compagnie des transports fluviaux).

Parmi les autres artistes, citons les « *petits Khadafi* » qui aspirent l'essence des réservoirs pour emplir les bouteilles d'un litre qu'ils revendront 25 Z pièce (2 fois le prix officiel) au Shaba et 40 Z au Kivu. Ces pratiques se généralisent et finissent par concerner la plupart des salariés. Impossible de poster une lettre sans verser l'indispensable « *matabiche* » au préposé de l'OPTZ. Dans beaucoup de locaux administratifs, inutile de chercher machines à écrire, papier ou stylos, les fonctionnaires les ont vendus.

L'article 15, c'est un sauve qui peut général où l'ingéniosité le dispute à l'audace comme l'ont démontré les perceurs du pipe-line Moanda-Kinshasa, en pleine pénurie de carburant, l'automne dernier.

Parfois la démerde débouche sur une situation sordide : à Lubumbashi, les médicaments destinés à l'hôpital Sendwé sont systématiquement retirés de la circulation par les médecins qui les revendent aux patients dans les pharmacies qu'ils possèdent en ville.

S'il y a quelque chose qui marche, dans ce pays, c'est bien le service de renseignements

Loin de combattre cet état d'esprit, le Conseil Exécutif (gouvernement) l'encourage. L'exploitation, l'achat et la vente des diamants du Kasai et de l'or du Kivu sont désormais libres pourvu que les pépites soient revendues aux comptoirs agréés.

Ces mesures ont entraîné des conséquences désastreuses sur le plan alimentaire jusqu'au Shaba. Au Kasai, les paysans, pénalisés par la hausse des prix du carburant, par l'état lamentable des voies de communication et le racket permanent des militaires délaissent leurs plantations pour chercher eux aussi des pépites.

Les prix de l'aliment de base, la farine de maïs ont grimpé de façon vertigineuse au Kasai mais aussi au Shaba. Or, l'offre de maïs importé d'Afrique australe a considérablement



diminué du fait de la sécheresse. Si bien que la Gecamines, principal importateur a dû réduire le nombre des sacs qu'elle vendait à ses ouvriers à un taux préférentiel. Imaginez la situation des autres travailleurs ur-

La plupart des Zaïrois de 1983 n'ont pas connu l'époque des rebellions. Au mieux ils n'ont vu que des vaincus. Dans ces conditions, les tâches de structurations des mouvements populaires s'avèrent difficiles d'autant que la répression permanente conserve son pouvoir dissuasif.

« *S'il y a quelque chose qui marche bien dans ce pays malgré la crise économique, c'est bien le service de renseignements* » pouvait déclarer aux journalistes présents lors du sommet franco-africain de septembre 1982 le ministre de la justice d'alors Vunduawe Te Pemako. En effet, sous la férule israélienne, le CNRI devient plus méthodique. Selon un avocat kinois, en janvier 1983, plus de 200 « *suspects* » furent convoqués pour entretien aux locaux de la sûreté avenue des trois Z, à titre préventif.

Mais le plus souvent, la férocité des séides du pouvoir va de pair avec leur aveuglement. Le citoyen Mvuzolo, gardien à la Sodiser Maluku, assassiné fin février par les gendarmes en a fait la fatale expérience.

La chronique de Lubumbashi abonde en phénomènes de disparitions. Vers Pâques 1982, le citoyen Kadima du quartier Belair, zone de Kampemba fut arrêté par les gorilles de Mobutu. Depuis on ne l'a jamais revu. On se demande s'il n'a pas fini comme les autres au « *puits de l'enfer* » commentent les voisins.

Un témoignage saisissant datant

revenus. Certaines personnes ainsi détenues peuvent demeurer jusqu'à 15 jours ou plus en détention préventive en violation de la loi qui fixe à 48h maxi, le délai entre l'interpellation d'un individu et sa présentation devant le parquet.

Un jour ou l'autre, quiconque se rebelle finit dans un pénitencier qu'il soit politique ou trop adepte de l'Article 15. Hormis le cas extrême de Buluo (Shaba) où 33 décès dus à la malnutrition survenus dans le dernier trimestre de 1982, en disent assez long sur les conditions de détention, tous les pénitenciers sont dépourvus du nécessaire. A la Kasapa (Lubumbashi) comme à Makala (Kin) il n'y a pas de médicaments à l'infirmerie. Le kwashiorkor, le scorbut et le tétanos y sèment des ravages.

« *A la Kasapa, nous dira un avocat, plusieurs détenus ont dû vendre leur kapitula (short) et leur chemise pour pouvoir manger. Parfois le désespoir est tel que ces hommes souvent nus comme des vers, en sont réduits à se nourrir de cancrelats ou à gratter les murs pour manger de la chaux* ».

Les deux tiers au moins des quelque 3000 détenus de ces deux prisons n'ont jamais été condamnés. Certains sont restés deux ans en préventive pour écoper d'une condamnation d'un mois ferme.

La situation est pire dans les cachots de la sûreté où des citoyens dépourvus de tout recours légal peuvent croupir

militaires adoraient, c'était faire boire aux « *bandits* » leurs urines récupérées dans des boîtes de conserve. Les soldats appelaient ces séances « *petit-déjeuner* ».

Un puits de l'enfer où croupir

Et pourtant, malgré la délation, malgré la répression, des réseaux d'opposition existent au Zaïre plus fondés sur les relations familiales, amicales, professionnelles que sur une véritable structure clandestine. Bien sûr, la lutte en est encore à un stade embryonnaire mais l'espoir existe. Des tracts circulent. Des intellectuels, journalistes, écrivains, peintres font témoignages, des satires du pouvoir oppresseur. Lentement, une solidarité dans l'action s'ébauche : « *Dans plusieurs cas des enseignants, des travailleurs se sont solidarisés par la grève pour exiger la libération d'une personne victime de détention arbitraire. Il est arrivé que le bouclage d'un camp de la Gecamines ait pu être empêché par une menace de grève* » nous a-t-on confié à Lubumbashi.

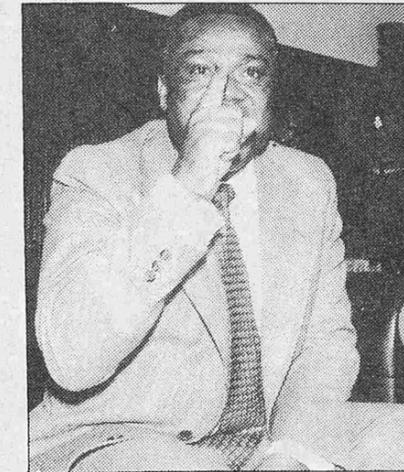
Y compris parmi les chrétiens, se développe un esprit proche de la « *théologie de la libération* » née en Amérique Latine. Le corps enseignant dans son ensemble s'est mobilisé en février, en mars et au mois d'avril dans tout le pays. Chacun sait que le chemin sera long. L'atomisation est un piège facile dans un pays si grand, si divers, mais la volonté de changement ne doit pas être sous-estimée même s'ils sont encore peu à en prendre les risques. Les opposants zaïrois en Europe l'ont-ils compris ? Ont-ils compris la soif d'unité qui s'exprime à la base ? La création à Bruxelles du F.C.D. (Front pour la Reconstruction de la Démocratie) comprenant aussi bien des personnalités comme Nguza Karl-I-Bond, Dikonda (le représentant des Treize à l'extérieur) et les maquisards du Parti de la Révolution Populaire (2), donne à espérer. Mais le plus dur reste à faire : peser vraiment sur les événements au Zaïre même.

De notre envoyé spécial
Francesc Serralonga

(2) Depuis 1966, ils contrôlent un foyer de guérilla au Sud-Kivu (Est du pays).

ad aeternam. Un journaliste zaïrois, détenu 43 jours au CNRI de Bukavu en 1982 témoigne : « *Ce que les*

David Dacko



d'avril 1982, publié dans le flash 133 bis de l'organisation belge « *Entraide et fraternité* » relate l'existence dans les parages du village de Kansamba (Shaba) de cet endroit. Le témoin, un charbonnier de Lubumbashi découvrit un puits où se trouvaient des hommes et des femmes ligotés et jetés vivants sur le monceau des cadavres de leurs prédécesseurs. Selon ce document les auteurs de ces crimes sont les « *T.D.* » (Transmission Directe) « *une nouvelle police de la terreur qui dépend directement de la présidence du pays* ».

Sans en arriver toujours à ces extrémités, les militaires bouclent et pillent régulièrement les cités ouvrières du Shaba. Ils prétendent chercher des « *gendarmes katangais* ». En fait, ils rançonnent les irréguliers qu'ils emmènent en captivité moyennant des amendes variables selon les



HOMMAGE

Un 11 mai, Marley nous a quittés

Black star

Deux ans après :
un disque, ça c'est sûr ;
un film, on attend toujours

A chacun ses deuils, pour une moitié de la France (Babylone, si j'osais !) le 10 mai, pour les fervents de la libération par la Roots Rock Reggae : le 11 mai.

Encore trop jeune pour voir la rédemption prêchée arriver, encore trop seul pour laisser des disciples qui auraient pris le relais, le prophète (un cliché qu'on aime à lui coller) disparaissait ce 11 mai 1981. On se rappelle ce jour de pleurs et de tristesse. Depuis, on a passé et repassé (à n'en plus finir) : « *I shot the sheriff* », « *Get up, Stand up* », « *Zimbabwe* », « *Africa Unite* »... Il n'est plus là pour montrer le chemin. On vit de souvenirs, on écoute et réécoute à la recherche d'un souffle, d'une « *positive vibration* » ! Chacun de ses disques est une nouvelle source. Chacune de ses chansons un message d'amour et d'espoir ; de celles qu'il avait enregistrées en 79 et 80 en Jamaïque, on va nous faire un nouvel L.P. ; justement pour ce 11 mai ; un moindre hommage qu'on lui doit, un cadeau d'espérance d'immortalité qu'il nous fait. Avec des morceaux qui s'intitulent « *Chant down Babylone* », « *Jump Nyabingi* », « *Mix up, Mix up* », « *Trench town* », « *Rastaman, Live up* »,... et aussi « *Give thanks* » et « *Black man Redemption* ». De ce 33 tours, on nous promet même un 45 tours géant : « *Buffalo Soldiers* ».



Un rassemblement spontané à Beaubourg, lorsque Marley est mort.

On n'a pas fini de lui témoigner estime et respect.

Un festival de Reggae Sunsplash entièrement à sa mémoire : on lui devait bien ça. C'est ce qu'on a fait en septembre 81 au Jarrett Park de Montégo Bay. 20.000 personnes, Steel Pulse, Third World, I Three, Stevie Wonder étaient venus pour une grande messe Reggae : 4 soirées pour louer ensemble « le père », « le Dieu ». « *Jah is no dead* » disent les Rastas.

Et Stevie et Rita de reprendre, avec la foule, « *Redemption Song* »... Ne pleure pas Rasta, il est ta voix, il est ta force !

Mais si hommage il doit y avoir... bien que ce festival de Sunsplash ne soit pas une réponse du Tiers Monde à Woodstock, nous aimerions savoir où sont passés ces kilomètres de pellicule impressionnés qui, à l'origine, devaient faire l'objet d'un film : « *Reggae Tribute* ». Un témoignage en images, un hommage en deux dimensions qui devait définitivement fixer dans nos mémoires, outre ces quatre nuits de festival, la recherche des racines du Reggae à travers la vie de Bob Marley. Le tout commenté par Garland Jeffreys, commandité par Buttler, le producteur même de « *Hair* ».

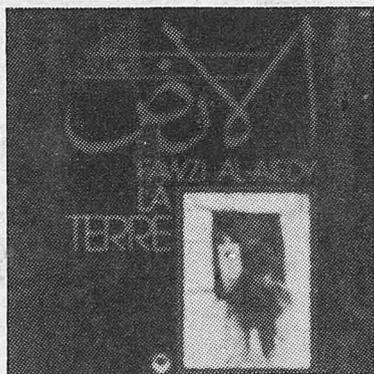
Quelle trouble manigance commerciale, nous prive de ces moments de recueillement collectif que seules les images peuvent nous permettre de revivre ? Ecoute encore et encore Babylone ce que te criait Marley. « *We don't want to be what you want us to be* ».*

Birame P. N'Diaye

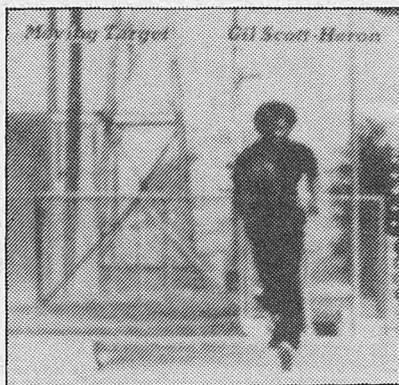
* *Nous ne serons pas les esclaves de tes erreurs.*



Selection Disques



Fawzi Al - Aiedy : Tous les textes de cet album ont pour auteur les poètes de la littérature arabe : Tawfiq Zayyad, Samih Al Qasim et Mahmoud Darwich. Côté musique, pour les amateurs de luth et de percussion, il y a de quoi aller passer une nuit à Bassora.



G.S.H. : « Le Bluesologoste » tel qu'il se présente lui-même. Bien que les différentes plages de ce disque fassent le tour complet de la musique noire : Jazz, Funk, Reggae, Afro et Latino. La nature engagée de ses textes crée une permanence, par contre de blues dans sa voix. Il excelle dans l'ironie. Ecoutez-le dans « *Fast Lane* ». Et cet extrait de son tube « *B. Movie* » : « Les Arabes vivaient dans le Tiers Monde, ils ont acheté le 2ème Monde et ils ont engagé le processus d'achat du 1er Monde », « l'Amérique est passé de l'état de producteur à celui de consommateur, et quand le producteur offre la gamme, le nouveau consommateur n'a plus qu'à danser ».



Al Jarreau : De belles chansons par un merveilleux chanteur. Ceci dit, il y a un bijou dans cet album « *I will be here for you* ». Un arrangement d'une grande originalité sur parfum oriental. Ce 33 fera certainement partie des albums de l'année.



Albert King et Little Milton : « *Tout le monde veut aller au paradis mais personne ne veut mourir* » est un des supers titres de cet album. Pour ceux qui ignorent ces deux artistes, ils font partie de la légende du Blues. Ils nous l'offrent ici à leur sauce « *Memphis Soul* ».



King Sunny Ade : On a beau nous rabacher qu'il est le roi de la Juju, qu'il s'est vendu 12 millions de disques de Juju Music en 82, Sunny Adé me laisse sur ma faim. A quand le prochain Fela (plus difficile à domestiquer, c'est certain !).



L'Inde à Beaubourg

C'est toute l'Inde à travers une rétrospective de plus de 100 films qui nous est proposée aujourd'hui à Beaubourg. Et si ce pays est le 1er producteur de films du monde, ce n'est que très récemment que son cinéma a commencé à être connu en Occident.

Il a fallu la démonstration des frères Lumière, à Bombay, le 7 Juillet 1896. Et c'était parti. L'engouement de l'Inde pour le Cinéma était noué. Scellé. Pour une roupie, ce jour-là, au Watson's Hotel de Bombay, en même temps que le Tsar de Russie et quelques mois après la grande première de Paris, le 8 Décembre au Grand Café, on avait droit à sa part de rêve. La magie du cinéma faisait la conquête de l'Empire des Indes. Et en quelques décennies, ce pays, si loin de la patrie des frères Lumière, devenait le premier producteur cinématographique du monde. On ne devait pas recenser moins de

14.923 films pour la seule période comprise entre 1932 et 1980 et ce, en 37 langues. C'est qu'en effet, si le « hindi » est la langue officielle de l'Inde où 179 langues sont parlées, des langues telles que le bengali, le tamil etc... sont le véhicule de nombreux films.

Mais en dépit de son extraordinaire production, ce cinéma est longtemps resté inconnu en Europe et en Amérique. C'est seulement la découverte au Festival de Cannes, en 1956, de l'oeuvre de Satyajit Ray qui fit que les choses changèrent quelque peu et que Américains et Européens montrèrent quelque curiosité pour ce

cinéma. Il faut cependant avouer en toute honnêteté que jusque-là la production n'était pas très brillante et qu'elle était très souvent, hélas, la pâle copie de ce qui se faisait, avec davantage de brio, à Hollywood. Les comédies musicales n'évoquaient que de très loin celle de Vincente Minelle par exemple. Ce qui fit notamment écrire à Satyajit Ray : « *Soumis à une très forte influence du cinéma hollywoodien, le cinéma indien a imité avec respect, les aspects superficiels du cinéma américain.* »

On a écrit des histoires imitées de celles des films à succès d'Hollywood et tous les clichés ont été fidèlement

conservés. Même si le sujet était authentiquement indien, le fond sonore trahissait un penchant irrésistible pour la musique de jazz. (1)

Avec *Pather Panchali* (La Complainte du Sentier), premier film de Satyajit Ray, on se rendait compte en Occident non seulement que le cinéma indien pouvait être autre chose que des drames sirupeux mais surtout que les Indiens aussi, eh oui, pouvaient faire des films. Les historiens du cinéma — en majorité des Américains et des Européens — se devaient de réviser leurs jugements. « Pour la plupart d'entre eux, écrivent Kris Hnaswamy et Barnouw (2), le film indien existait à peine ». Brasillach et Bardèche, par exemple, n'accordent dans leur *Histoire du Cinéma* qu'un paragraphe à l'Inde tandis que le livre de Rotha (*The Film till now*) lui consacrait également un paragraphe. Arthur Knight, quant à lui, résumait le Cinéma indien en deux phrases. Mais il devait reconnaître qu'avec la découverte de Satyajit Ray, « il devint soudainement impossible d'ignorer complètement l'industrie indienne du cinéma ». On apprenait d'emblée que le cinéma indien était gigantesque.

Des statistiques prouvaient que l'Inde venait au deuxième rang mondial pour la production.

Et *Pather Panchali* qui avait reçu le prix du « Meilleur document humain » à Cannes, remportait dans la foulée un prix aux festivals de San Francisco, Manille, Vancouver, Statford... En ce sens, mais aussi pour sa très grande valeur esthétique, il devait constituer un tournant, une date historique importante. En 1957, c'était au tour de *Aparajito* (L'Invaincu) de remporter le Lion d'Or à Venise et le Selznick Golden Laurel Trophy aux U.S.A. Puis deux ans plus tard, toujours de Satyajit Ray, c'est *Apur Sansar* (Le Monde d'Apu) qui rafle plusieurs prix.

Ainsi avait-il fallu que de nombreuses années s'écoulent avant qu'un producteur n'ose se lancer dans un film sans chants ni danses. De ce point de vue, le succès que rencontra l'oeuvre de Satyajit Ray eut des conséquences positives sur l'ensemble du Cinéma Indien. Et si le premier pays producteur de films du monde continue de trôner avec ses mélés à l'eau de rose ainsi que nous l'ont montré Didier Martiny et Roland Fruytier dans leur excellent documentaire (3), il y a, Dieu merci, un autre cinéma qui

commence à se faire connaître. Ce cinéma, c'est celui de Satyajit Ray, Mrinal Sen ou Ritwik Ghatak primé au dernier Festival des trois Continents à Nantes, en décembre dernier, ou encore de Adoor Gopalakrishnan primé à Londres par le Brithish Film Institute qui a, depuis sa création en 1958, récompensé les plus grands noms du Cinéma mondial.

C'est leur cinéma, de même que quelques grands succès du cinéma populaire qui nous sont aujourd'hui proposés jusqu'au 21 juin à Beaubourg.

Mustapha Ammi

(1) « Ecrits sur le cinéma », aux éditions Jean-Claude Lattès, page 80.

(2) « Indian Film » de Barnouw et Krishnaswamy, New-York, Columbia University Press.

(3) « Le plus grand cinéma du Monde », TF2, 1.12.82.

A signaler pour ceux que le cinéma indien intéresse tout particulièrement « Regards sur le Cinéma Indien » de P.Parain (Editions du Cref) et « Liberty and Licence in the Indian Cinema » de Aruna Vasudev, Columbia University Press.

TRAVAILLEURS TURCS POUR VOS VACANCES D'ÉTÉ EN TURQUIE



Réservez dès que possible votre place.



Évitez les périodes d'extrême pointe, les fins de semaine, les fins de mois.



Un seul bagage est accordé en cabine.



Veillez à ce que vos bagages de soute soient bien conditionnés.

AIR FRANCE MET A VOTRE DISPOSITION UN VOL QUOTIDIEN

PARIS-ISTANBUL (sauf mardi)

N'oubliez pas qu'un billet aller-retour facilite votre voyage.



Y a-t'il un Arabe dans la salle ?

Le Festival du cinéma juif International consacrait une journée (samedi 24 avril) au dialogue judéo-arabe. Le dialogue fut absent. Mais le cinéma était au rendez-vous...

Cette journée, boycottée par une partie de la communauté juive, devait se solder par le désistement de Michel Kleifi, réalisateur de la « *Mémoire fertile* », invité à un débat. Double échec donc pour le sempiternel dialogue mais pas pour le cinéma puisque l'on put admirer le court métrage de Simon Bitton, consacré à « *Nos mères de Méditerranée* » et le dernier film d'Edna Politi (auteur de « *Pour les Palestiniens, une Israélienne témoigne* ») sur les pionnières

Quatre femmes (une Italienne, une Maghrébine musulmane, une Palestinienne chrétienne et une juive d'Algérie) disent leurs relations étroites et conflictuelles avec une mère-miroir et la difficile recherche d'une identité à mi-chemin entre le lien originel et la modernité. Tendresse et humour, fidélité, violence, terrifiante possessivité : autant de composantes d'une histoire passionnelle où mères et filles se maternent mutuellement. Ni la distance géographique, ni l'émancipation des filles, ni l'acculturation ne modifient la nature profonde des relations avec ces mères porteuses d'identité.

Scandé par les lettres que la mère envoie à la réalisatrice (« *Ma fille, j'ai jeté la veste de mouton que tu avais oubliée à la maison. Comme ça, tu ne la porteras plus. Promets-moi de ne plus jamais mettre de vêtements avec un trou à la manche !* »), le film témoigne des différents degrés d'une relation oscillant entre une extrême pudeur et une sentimentalité exacerbée. A la limite du pathologique, parfois. Comme dans cette famille juive algérienne.

« *Quand ma mère m'invite à manger avec mes amis, elle nous rem-*

plit tellement les plats qu'on est obligés de déboutonner nos pantalons. C'est sa manière de nous montrer qu'elle nous aime et elle n'en démordra pas même si comme ça, elle doit nous tuer ! ».

Uniques, ces mères de Méditerranée qui hantent la mémoire de Simone Bitton et qu'elle nous livre là en un témoignage cru, parfois caricatural, compensé, il est vrai, par la verve et la fraîcheur de ces bouffées d'outré mères.

JE SUIS COMME MA MÈRE. ENVAHISSANTE.

L'inverse de ces mères de Méditerranée, les filles de l'utopie. Aux confins d'un autre monde, héritières des débuts du sionisme, ces femmes russes accostèrent en Palestine au début du siècle. Edna Politi a recueilli le témoignage de ces pionnières, naufragées d'un temps révolu. Comme dans son précédent film sur les Palestiniens, la réalisatrice trace le contexte historique de ses sujets (origines du sionisme, bundisme et premières vagues d'immigration européenne en Palestine). Son propos : « *Je ne voulais pas faire un procès à ces femmes mais montrer quels étaient leurs idéaux, leurs combats et comme cette utopie a été détournée, altérée, trahie.* »

On retrouve effectivement dans « *Les filles de l'utopie* », la fascination et la tendresse que la réalisatrice porte à ses sujets et qui, déjà dans ses films précédents conféraient une qualité et une acuité toute particulière à sa perception. Imposantes, exigeantes et insoumises, les femmes racontent comme elles ont voulu créer un juif nouveau, une femme nouvelle, un homme nouveau. « *Nous avions l'impression de mener un combat historique. Nous vivions dans des conditions très difficiles et, pour les surmonter, il fallait un code moral très rigide. Par exemple, nous avions créé les dix commandements du gardien. Le*

gardien ne devait ni boire ni... avoir des relations sexuelles.

Des regrets ? Parfois, au souvenir de la famille restée en Russie. « *Des fois, c'était dur* ». « *Peut-être pour toi. Mais nous qui avons connus les pogroms, on ne regrettait rien ! Il fallait savoir ne jamais s'écouter, avoir la force...* » Combattant sur tous les fronts, les femmes gagnent l'égalité avec les hommes à la sueur de leur front et... à l'entêtement. L'une d'elles qui avait demandé sans succès d'exercer la profession d'ouvrier du bâtiment, profite d'un voyage à l'étranger pour obtenir le diplôme et rentre au kibboutz, victorieuse. « *Ils avaient dit qu'une femme ne pouvait pas exercer cette profession. Il fallait voir leur tête quand ils ont vu mon diplôme !* ».

Front politique aussi comme ces militants communistes qui rentrent en Russie en apprenant que le syndicat des travailleurs (la Histadrout) exclut les arabes. C'est la première désillusion : « *Aujourd'hui, les gens ne pensent qu'à l'argent. Nous nous battons pour le travail, la dignité* ».

Travail, socialisme, féminisme... La caméra s'arrête sur des ouvriers du bâtiment palestiniens : « *C'est un travail dur, disent-ils. Il paraît qu'avant, c'était les femmes qui le faisaient. Allah Yah'med (Dieu merci), maintenant, elles sont rentrées à la maison* ».

Cette image stigmatise à elle seule l'utopie sioniste. D'aucuns reprocheront à Edna Politi de ne pas avoir fait intervenir davantage d'analyses historiques. Mais un film joue d'abord sur l'image et Edna Politi sait en donner des gammes subtiles.

D'autres enfin verront une contradiction dans le choix successif de thèmes comme le peuple palestinien et les pionnières. Pourtant la même sensibilité imprègne ces deux films et la volonté, sans cesse renouvelée, d'éclairer une réalité aux multiples facettes... pour un même engagement.

Mais après tout, à chacun ses tabous...

Fabienne Messica

Jeunesse du cinéma arabe

Un drôle de c....



Le mirage d'un cinéma arabe dans un oasis cinématographique : c'était du 13 au 26 avril au Républic Cinéma, le festival « Jeunesse du Cinéma arabe » organisé par l'association du film arabe.

On a pu voir un certain nombre de films inédits d'Algérie, du Maroc, de Tunisie, de Koweït... Ce festival a remporté un large succès, qui a démontré qu'un public existe.

L'ouverture du festival s'est faite avec le dernier film de Merzak Allouach, « *L'homme qui regardait par les fenêtres* ». C'est le portrait d'un personnage banal qui regarde par les fenêtres et sombre lentement dans la folie. Ce personnage tourmenté fait, à 60 ans, le bilan de sa vie à travers une multitude d'interrogations sur lui-même, sur son entourage, sur l'arbitraire ainsi que sur une société qu'il ne semble plus comprendre. Merzak Allouach nous avait étonné avec « *Omar Gatlatto* ». Ce film néo-réaliste à l'italienne fut un ballon d'oxygène dans un cinéma ancré sur la guerre d'Algérie. Son dernier long métrage « *L'homme qui regardait par les fenêtres* » est un nouveau regard sur la réalité algérienne, sur une société en pleine mutation. Ce film a quelque peu dérangé en Algérie, il fut traité de film inutile par certains critiques...

C'est dans un autre univers qu'on a plongé avec le fils d'Atef El Taieb : « *Le chauffeur d'autobus* », description de la condition sociale d'un

égyptien moyen dans un pays où règnent la corruption et la misère. Le rôle du chauffeur est brillamment interprété par Nour El Charif, une star du cinéma égyptien. On a pu découvrir des films marocains, « *Poupées de Roseau* », de Jilali Ferhati : l'univers sur un drame, celle d'une femme qui se libère de la famille. « *Le grand voyage* », de Mohamed Abdel Rahman Tazi, raconte l'aventure tragique d'un routier marocain naïf, qui finit dans une barque.

Beyrouth et le drame palestinien étaient aussi présents dans ce festival avec « *Beyrouth ma ville* » de Jocelyne Saab, « *Sous les décombres* » de Jean Chamoun, « *La mémoire fertile* », de Michel Khlefi et Nahla de Farouk Beloufa, celui-ci décrit le portrait de trois femmes et la dérive d'un journaliste algérien dans Beyrouth contaminée par la guerre.

Le festival a rendu hommage à Chadi Abdessalam qui avec Youssef Chahine et Salah Abou Seif est l'un des trois grands cinéastes égyptiens. Chadi Abdessalam est unique dans le cinéma égyptien : il est l'un des seuls qui se soit penché sur le passé pharaonique de l'Égypte avec le très beau film « *La Momie* »...

Le film le plus étonnant dans cette programmation fut la « *La Traversée* » de Mahmoud Ben Mahmoud. Celui-ci a obtenu le prix spécial du jury 82 à Carthage, primé à Hyères et au festival des Droits de l'Homme à Strasbourg. Pour la première fois, un jeune cinéaste se détourne des chemins traditionnels du cinéma arabe et porte sa réflexion sur l'exil, sur les droits de l'homme. Le 31 décembre 1980, un car ferry venu d'Ostende aborde Douvres. Deux passagers, l'un Youssef, Arabe, l'autre Bogdan, transfuge slave, se voient refuser l'autorisation de débarquer, faute d'être en règle par le contrôle britannique de l'immigration. De retour à Ostende, le 1er janvier 1981, ils ne pourront plus pénétrer sur le territoire Belge. Leur permis de séjour est périmé. On assiste alors à un voyage insensé, à une dérive kafkaïenne. Avec ce premier long métrage, Mahmoud Ben Mahmoud appartenant à l'école belge du cinéma, est un homme préoccupé sur le fait Arabe et il le dit sur un ton très doux : « *Je suis dans une guerre impitoyable avec l'étranger, avec moi-même, mon sous-développement, mon retard, mes blocages, les mentalités qui nous entourent, avec le bloc soviétique qui nous a berné des années durant. Comment je suis perçu ? Qu'est ce qu'on récolte comme victoire ? Rien ! Les gifles après les gifles... J'ai fait ce film contre toute volonté de pouvoir. J'ai voulu réhabiliter ce que j'appelle l'idéologie privée. J'avais besoin de réhabiliter cette dimension privée qui, en fait, sous-tend notre religion. La vie même du prophète, sa relation avec les femmes. Le prophète est plus humain dans sa vie privée que n'est devenu son texte, son message. Jamais il n'aurait pu se rendre complice de ce que les Musulmans ont fait aux femmes* ». Après Youssef Chahine Mahmoud Ben Mahmoud se révèle comme un grand cinéaste prometteur. Ce film est aussi un signe d'espérance dans ce monde arabe miné par les crises et les soubresauts comme si au lieu d'avancer, il ne faisait que se mordre la queue...

M.N.

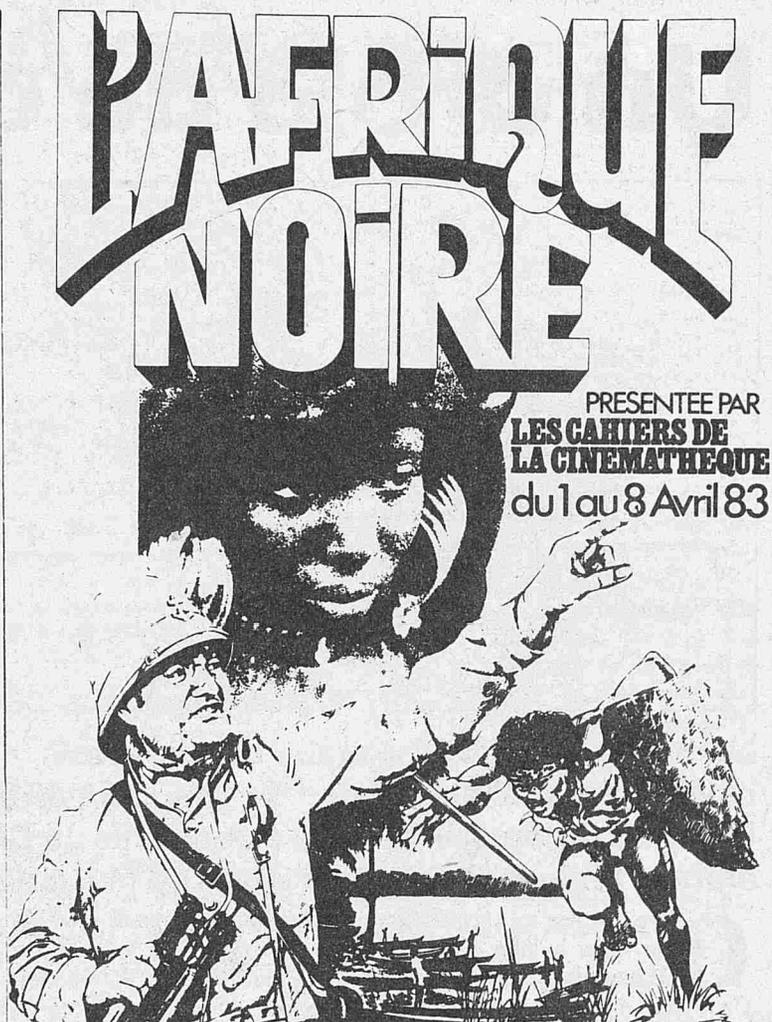
Un festival de critique
historique du film africain

Regards sur le cinéma colonial

Le vent de la tramontane, celui qui réveille la pensée, a soufflé sur Perpignan, la capitale catalane des Pyrénées orientales, où s'est déroulé, du 1er au 8 avril, Confrontation 19, manifestation internationale de critique historique de films. Le thème de cette année était l'Afrique noire.

L'initiative de ce festival, on la doit à Marcel Oms, à son équipe des Cahiers de la cinémathèque et à José Baldizzone, président de l'Institut de recherches et d'animation sur l'histoire du cinéma. Ce festival non compétitif — aucun prix n'était décerné — présentait une soixantaine de films dont une dizaine de films africains, aussi divers que le public composé de cinéastes, d'historiens du cinéma, d'africanistes et de cinéphiles, dont les réactions étaient enregistrées par l'œil insidieux de la caméra des stagiaires africains de l'Institut national de l'audiovisuel.

L'armée aussi était présente, avec le lieutenant de vaisseau Temporel qui présentait, tous les soirs, des documents filmés des archives de l'établissement cinématographique et photographique des armées, retraçant la constitution de l'empire colonial français de 1870 à 1930. Documents de propagande destinés aux écoles — où



PRESENTEE PAR
**LES CAHIERS DE
LA CINEMATHEQUE**
du 1 au 8 Avril 83

la France est la grande mère libératrice de l'Afrique —, à l'instruction militaire et à l'engagement dans les troupes coloniales : « Dans la tristesse d'un soir d'hiver, l'esprit s'éloigne vers d'autres horizons. N'hésitez plus sur le choix de votre situation, allez aux colonies ».

Pourquoi « Confrontation » ? L'objectif était de confronter deux regards : le regard de l'extérieur sur l'Afrique à travers une représentation colonialiste, et l'autre regard celui de l'intérieur sur l'histoire du continent, et d'analyser l'évolution et la variation de ces regards.

Dans un grand nombre de films, l'Afrique n'est qu'un prétexte, elle n'existe que comme décor, un cadre qui sert à justifier une action. L'Africain est à la fois présent et inexistant ; ombre du blanc, il ne parle pas. On l'utilise comme porteur, porteur des blancs, porteur des marchandises. Il est un objet de curiosité dont on décrit les moeurs étranges.

Africain Queen de John Huston (1952) est l'illustration la plus réussie de l'imagerie de l'Afrique terre d'aventure. Plus trouble est l'autre film de Huston, *Les racines du ciel* (1959), film adapté d'un roman d'Hemingway, qui est un véritable pamphlet contre le commerce de l'ivoire et la chasse aux éléphants. Le symbole de la liberté passe par la défense des animaux et de la nature ; l'enjeu est de préserver l'Afrique comme un terrain vierge et d'empêcher le noir d'accéder à la culture. Car, quand il est cultivé, il devient dangereux.

Par son pittoresque et son exotisme, l'Afrique est le lieu d'aventure où évolue l'homme à l'état de nature : le héros de *Yao*, le film de Claude Vermorel (1968), est une sorte de Tarzan noir qui veut nous faire découvrir tous les rites et les coutumes des différentes sociétés de chasseurs, pêcheurs, cultivateurs. Des sociétés figées sous le règne des génies et des esprits.

L'Afrique est aussi perçue comme un lieu de rédemption et d'expiation pour les déçus, les associaux, les ratés, les rescapés de la guerre. Pour expier leurs fautes, les héros du *Diamant noir* d'Alfred Machin (1911) et des *Héros sont fatigués* d'Yves Ciampi (1955) s'engagent dans la Légion.

A travers les films de propagande, l'Afrique est, pour les Européens, un enjeu culturel, social, économique et politique ; ils règlent leurs propres conflits et utilisent les Africains comme de la chair à canon.

Parmi les films de propagande coloniale, le plus remarquable est *L'homme du Niger* de Jacques de Baroncelli (1939) avec d'excellents acteurs dont Harry Baur. Pour une fois, ce ne sont pas des ratés que l'on trouve au Soudan (Mali) et au Niger. Les trois blancs, le médecin, le militaire et le savant, sont d'éminents scientifiques et humanistes. L'ingénieur parle le bambara, veut faire renaître les vestiges d'une ville impériale et combat avec le médecin les deux fléaux qui terrassent le pays : la sécheresse et la maladie. L'Office du Niger, qui avait pour but de développer l'industrie du coton, venait d'être créé. Le blanc, l'homme du progrès, apportait sa culture au noir, quitte à en mourir. La construction du barrage de Markala au Mali, qui a coûté la vie à des milliers de noirs, cause aussi la mort de

l'ingénieur : il est tué lors d'une résistance des chefferies qui refusent le travail obligatoire. Ayant « *risqué sa vie pour quelques négrillons* », il attrape la lèpre et annule son mariage ; un sang impur ne peut accepter de se mélanger.

Un critique écrit, en 1940, dans *L'Almanach Ciné-miroir* : *L'on ne saura jamais tout ce qui a été entrepris dans notre Afrique pour améliorer la race noire et la préserver d'une mort certaine* ». Comme dans *La victoire en chantant*, de Jean-Jacques Annaud, les héros sont les protagonistes d'un colonialisme moderne, technique, plus pervers et plus difficile à cerner que celui des pionniers.

allemand. Enrôlé dans la troupe coloniale allemande, le soldat noir reçoit dans une main la bible, et dans l'autre un fusil tandis que le domestique noir choisit de rester dans le camp du colonisateur de son pays.

La caméra est un outil dangereux : l'administration coloniale, qui avait interdit aux noirs de l'utiliser sans l'autorisation du gouverneur, l'avait bien compris. Les cinéastes africains vont reconstituer leur histoire spoliée. Regards de l'intérieur, leurs films traduisent souvent la mémoire d'un peuple, sa révolte et ses luttes de libération ; ils refusent l'anecdotique.

C'est ce qu'illustrent les films con-



« La Victoire en chantant » de Jean-Jacques Annaud.
Un colonialisme moderne et technique.

Un professeur allemand de l'université de Tübingen est venu présenter des films de propagande nazie, inédits en France : *Président Krüger* de Hans Steinhoff (1941), dont le thème est la guerre qui opposa les Boers aux Anglais à la fin du XIX^{ème} siècle, et les premiers camps de concentration anglais ; *Karl Peters* d'Herbert Selpin (1941), ce commissaire du Reich en Afrique orientale, qui fut l'un des fondateurs de l'empire colonial allemand ; *Les Cavaliers d'Afrique orientale allemande* de H. Selpin (1934), premier film colonial allemand : la guerre a éclaté et provoque le déchirement d'une amitié entre un planteur anglais et un planteur

temporaires présentés à Perpignan : *Ceddo* d'Ousmane Sembène, réflexion historique et actuelle sur le pouvoir ; *West Indies* et *Nous aurons toute la mort pour dormir* de Med Hondo, qui puisent leur force dans leur didactisme ; *Mueda* de Ruy Guer-sa ; *L'aube des damnés* d'Ahmed Rachedi, etc.

Mais la véritable confrontation annoncée n'a pas eu lieu, car l'anthologie du cinéma colonial était plus cohérente et mieux préparée que le volet moderne.

Christine Delorme
(M.F.I.)

« *Le pays m'a manqué partout où je vais !* »

L'écrivain public

Un beau récit sur l'exil. Où un écrivain public, homme libre et vagabond aurait raconté à un écrivain des histoires vraies ou fausses que l'écrivain aurait à son tour racontées pour qu'elles existent dans un livre, et plus seulement dans une mémoire un peu folle.

Donc le narrateur fait le récit de la vie de cet homme de rencontre qui n'est autre que lui-même, son double en quelque sorte. C'est ce double qui lui permet enfin d'écrire sur lui-même, de se raconter, d'exorciser le mal dont il souffre, l'exil.

Ecrire la blessure de l'exil à travers l'histoire d'un autre où il se retrouve. C'est par le subterfuge que le narrateur, sans complaisance ni pudibonderie, va raconter comment il n'a cessé d'être un regard sans corps, un écrivain sans vie aventureuse, un écrivain privé de corps. Jusqu'à la rencontre de la femme aimée, loin de sa terre natale, dans une île grecque. Une femme vivante, sur terre, qui lui fait découvrir qu'il a aussi un corps.

Tout commence par le regard fureteur, obstiné, d'un enfant malade toujours allongé dans un couffin et qui découvre le monde des femmes, de la sensualité, de l'érotisme, à distance malgré les fantasmes. Un enfant qui marchera à cinq ans par miracle, au corps malade, aux yeux avides. Un enfant de la ville de Fez, un enfant d'arrière-boutique, fragile et timoré. Timoré et poète. Sensible et un peu brutal avec les filles, avec sa fiancée parce qu'il ne sait pas ce que c'est un corps, il ne sait pas ce que c'est que la tendresse.

Le premier exil dans une autre ville, Tanger, puis la déportation dans un camp disciplinaire font de l'enfant délicat un jeune homme tourmenté, toujours à côté de son corps, de sa vie. Il enseigne la philosophie, finit par s'ennuyer, et s'exile tout à fait, en France, dans un pays qui n'est pas le sien.

Il répète inlassablement « *le pays*

m'a manqué partout où je vais ». L'exil le fait écrire, l'oblige à écrire. Il sait que l'écriture le cache, le dissimule, mais il a besoin d'écrire, c'est comme une passion. Une passion qui le fait vivre et qui l'assèche, si'il ne retourne pas là-bas, dans le pays de sa mère. Il faut une terre, la toucher, la sentir, pour ne pas mourir à soi-même.

C'est ce que lui enseigne la femme insulaire, c'est ce qu'elle lui écrit dans des lettres d'amour, pour qu'il vive.

Le narrateur s'émeut de son absence à lui-même, entend la femme et se met à vivre, mais sans cesser d'écrire... C'est l'exil...

« *L'écrivain public* » de Tahar Ben Jelloun. Editions Le Seuil.

Leïla Sebbar

BREVES-LIVRES

« *J'ai dit : Alonzo, nous allons avoir un bébé. Je l'ai regardé. J'ai souri, je m'en souviens. On aurait dit que son visage s'enfonçait dans l'eau...* »

Chronique des quartiers noirs de New-York, le dernier roman de James Baldwin a des accents de Blues. La narratrice, Tish, une jeune femme de vingt ans, tente de sauver l'homme qu'elle aime, injustement accusé du viol d'une Portoricaine. Victime d'un drame où s'affrontent la misère des milieux Noirs et Portoricains, cet homme tombe là où les proies d'un même système, se livrent un combat orchestré par les blancs.

Si Beale Street pouvait parler, ce serait par la voix de Tish. Une longue plainte amoureuse qui s'amplifie dans ses entrailles au rythme de l'enfant déjà prêt à la lutte et symbolisant l'éternelle renaissance du peuple noir. Une langue populaire, riche et dense dont l'intensité compense avec talent, l'apparente simplicité. Le roman de James Baldwin n'est qu'une suite de secousses où colère et espoir se disputent les prémisses de l'explosion. Serré, retenu, comme des larmes à bord de paupières. Enfermée derrière les barreaux d'une nation, née sur les charbons ardents de la révolte, la vie pousse et pousse encore pour surgir les poings serrés.

Beale Street ne parle pas mais elle chante : un long blues, un long désespoir, une interminable naissance.

« *Si Beale Street pouvait parler* » James Baldwin. Editions Stock.

Qui sont-elles ? Où vont-elles ? Quelle est leur situation économique de par le monde et comment sont traités les problèmes sociaux et éthiques inhérents à leur condition ? Dernier rempart de la tradition et actrices essentielles des mutations sociales, les femmes se trouvent partout au cœur de processus économiques et politiques divers.

Leur condition n'est ni universelle, ni indépendante de celle des hommes. Devant la faillite de théories féministes tout à la fois trop globalisantes et trop marginalisantes, il fallait un ouvrage moins théorique faisant le point sur la situation des femmes dans le monde et les tendances actuelles. Tel est « *Terre de femmes* » écrit sous la direction d'Elisabeth Paquot. C'est une vue panoramique composée de 107 articles écrits par 90 femmes de 40 pays différents. Débats autour de la femme, situations régionales et événements marquants font l'essentiel d'un ouvrage ne négligeant pas les spécificités culturelles que le modèle de la femme occidentale tend à gommer.

Un large éventail d'informations concises et une foule de renseignements pratiques l'assimilent à une sorte de guide. Aux lecteurs d'approfondir ce document.

« *Terres des femmes* » sous la direction d'Elisabeth Paquot. Editions Maspero.

Fabienne Messica

Le fils de la pierre

« *Le combattant n'a pas de patrie, il est fils de la pierre* ».

(Pablo Neruda)

« *Les créateurs sont comme toi : ils veulent l'éternel.*

Ils disent : pierre, soit éternelle.

Et cela veut dire :

sois tienne ! ».

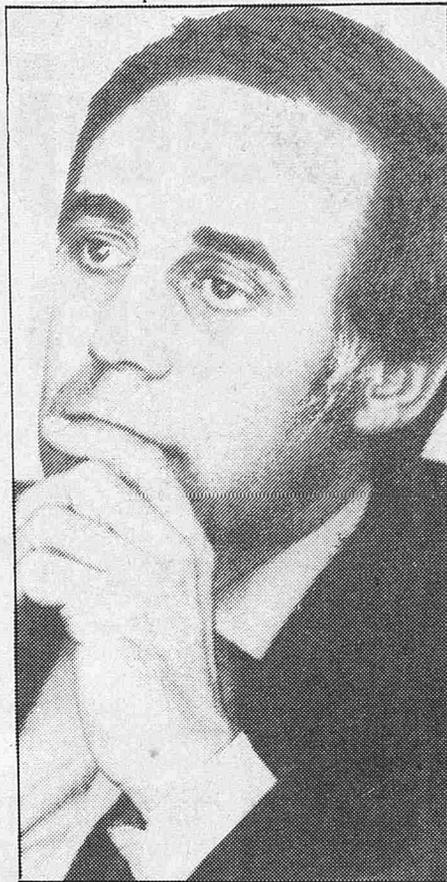
(R.M. Rilke)

Ce fils de la pierre, modelé d'éternité et d'universel fend de son jet violent l'ordre du monde. Une petite entaille ajoutée à la multitude. Pour Ziegler l'heure de la vérité, la sienne, commence en 1961 par un voeu, face aux enfants décharnés, sans souffle, ni âme du drame congolais : « *Je me suis juré que jamais plus je ne serais, même par accident, du côté des bourreaux* ». Le hasard ou la simple quête de la vérité d'un combat ? Qu'importe, il restera seul juge de sa promesse. Ce qu'il nous révèle de son être, et surtout de sa réflexion à travers ses ouvrages sont suffisants. Il voyage, au Congo Belge, au Brésil, à Cuba, en Guinée Bissau, se rapproche des hommes, des chefs historiques des continents du tiers monde. De l'Afrique, il aura épousé « *son univers comme une femme longtemps attendue* ». Cette expérience et la pluridisciplinarité de ses travaux affinent sa vision phénoménologique ou plus juste, des luttes anti-colonialistes et anti-impérialistes, sans plier sous la force du dogme et de l'orthodoxie.

Son dernier livre « *Les Rebelles* », porte l'empreinte de ce travail acharné. Aisément, il parvient à constituer la genèse des mouvements de libération nationale du Nicaragua, d'Angola, de Guinée Bissau et du Mozambique, ponctuée de portraits captivants d'Augusto Sandino ou d'Amilcar Cabral. Une oeuvre dense,

volontairement circonscrite à l'Amérique centrale et à l'Afrique. On peut le regretter. Mais à l'inverse, un examen trop général tend souvent à réduire la pertinence du propos. Riche en informations actualisées, en faits historiques, le livre interroge, passionne, irrite parfois, mais relance d'instinct la réflexion. La critique en profondeur du MPLA permet de mieux appréhender les ressorts des purges actuelles au sein du parti et du gouvernement du président Dos Santos. Des zones d'ombre subsistent pourtant. Au Nicaragua le sort des indiens Miskitos, pris sous le feu roulant des contre-révolutionnaires et des sandinistes, n'est toujours pas réglé. Quel statut, quelle place auront-ils, dans cette nouvelle et progressiste société ? D'autant que le marxisme a sa propre capacité de réduction quand il ne porte pas en lui un ethnocentrisme latent. Moins convaincantes sont les conclusions apportées par l'auteur sur la confrontation entre le « *Calbido* » (institution ethnique, rituelle des Afro-cubains) et les dirigeants blancs. Ziegler voit dans l'ostracisme non avoué des noirs, l'absence chez le blanc d'une vision synchrétique de la culture nationale cubaine. Or, il faut rappeler que la tradition du « *libéralisme cubain* » de la fin du XVIII^e et du XIX^e siècles s'est abondamment inspirée du message des Lumières mais en l'interprétant de manière caricaturale (typologie raciale

Jean Ziegler, le serment de ne pas être du côté des bourreaux : un pari tenu.



allant jusqu'au blanchissement). Aboutissement d'une logique contraire, qui fait du noir l'esclave perpétuel et le rebut d'une société nouvelle, libérée du joug de la couronne d'Espagne. Ces distorsions théoriques, devenues quotidiennes, ont-elles vraiment disparues des consciences et des mentalités ? Néanmoins, ce chapitre sur le « *Cabildo* » est de loin le plus intéressant.

L'irruption et la percée cubaine en Afrique, son rôle et ses limites dans son rapport avec l'URSS, sa place dans les relations internationales auraient été l'occasion d'envisager l'avenir de Cuba sur le continent. Introduire cette question dans un champs scientifique permettait, à tout le moins, de sortir de la gangue de l'évidence profane et de la polémique.

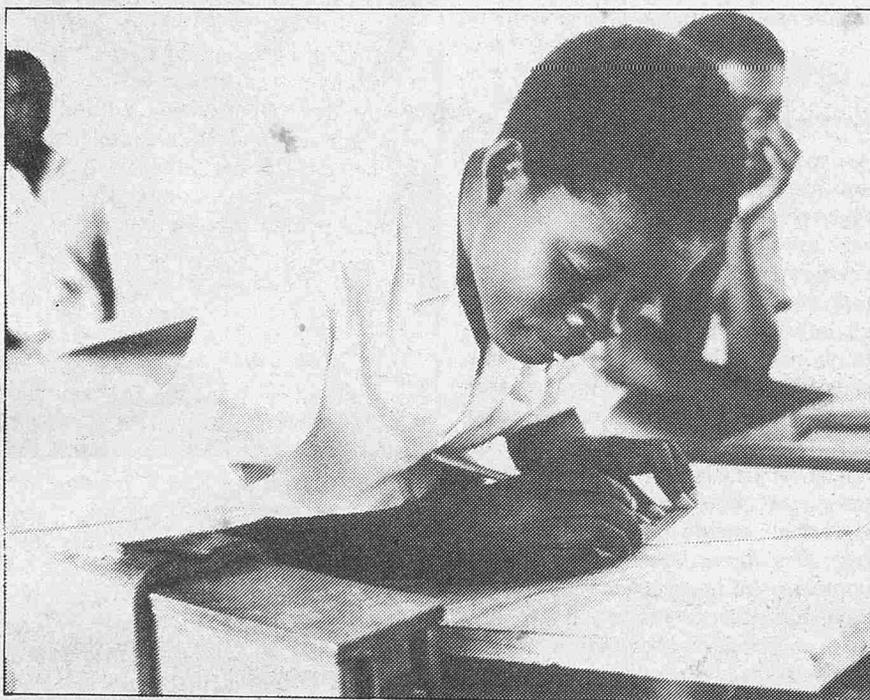
Gageons que Ziegler l'évoquera prochainement, avec la générosité et la lucidité que nous lui connaissons.

Patrick Randretsa

« *Les Rebelles* » de Jean Ziegler. Ed. Seuil. 89 Frs.

L'édition, une entreprise à haut risque

Le livre aujourd'hui en Afrique



En dépit des efforts entrepris depuis les indépendances, le taux d'alphabétisation du continent africain demeure l'un des plus faibles du monde.

Et ceux qui savent lire manquent d'ouvrages de nature à entretenir une capacité plus ou moins fraîchement acquise. Tel est le constat de S.I.A. Kotei dans son étude « *Le livre aujourd'hui en Afrique* » publiée aux Presses de l'UNESCO. L'auteur y éclaire, une à une, les multiples facettes du problème de l'édition en Afrique, de ses origines à ses conséquences, et enrichit son propos d'exemples et de références bibliographiques d'autant plus précieux pour le lecteur que l'industrie du livre, encore à ses premiers balbutiements sur le continent, se caractérise par une grande disparité des situations. La production de l'édition africaine, qui est passée de

4.300 titres en 1965 à 8.300 en 1977, apparaît en net développement au Ghana, au Kenya, au Nigéria, au Sénégal, en Tanzanie et en Zambie. S.I.A. Kotei décrit le processus de son émergence intimement lié à l'histoire du continent.

Au commencement était le verbe, en Afrique comme ailleurs. Mais, excepté dans le royaume de Nubie (Ethiopie), au sud du Sahara, le Verbe s'est installé dans les civilisations orales qui semblent avoir réservé les symboles écrits aux seuls initiés d'une hiérarchie fermée. De ces écritures préalphabétiques dont les spécialistes supposent l'existence, il ne reste aucune trace connue. Ce n'est qu'à l'époque contemporaine, sans doute en réaction à l'écriture des colons, qu'apparaîtront les alphabets vai (Libéria) et bamoun (Cameroun). Le premier manuscrit connu, un fragment de document vai, date du milieu du XIX^{ème} siècle. Ces alphabets pourraient être la transcription phonétique d'idéogrammes plus anciens.

Paradoxalement, le continent africain a pourtant été un précurseur en matière de livres avec l'utilisation du papyrus cueilli sur les rivages du Nil par les prêtres égyptiens. Mais, en règle générale, les cultures africaines ont consigné l'essentiel dans la mémoire fidèle des plus humbles comme des plus érudits de leurs membres. Lorsque l'écrit fit son apparition en Afrique, avec le Coran notamment, son entrée dans les moeurs se caractérisa bien souvent par l'utilisation des signes imprimés comme aide-mémoire. Et, selon S.I.A. Kotei, « *lorsque la population com-*

mença à s'exprimer par l'écrit, elle ne put se dégager de la discipline académique de l'Islam, ni dans son style, ni dans le choix de ses sujets ».

Autre époque, autre style, également précurseur de genres qui demeurent aujourd'hui encore prépondérants dans l'édition africaine. Pendant la colonisation comme après les indépendances, celle-ci s'est caractérisée par la production de documents officiels et de rapports divers. Le pouvoir ayant changé de main, le livre reste marqué, en Afrique, par l'intervention fréquente de l'Etat dans toutes les étapes de cette industrie et dans la fonction utilitariste qui lui est assignée. Considéré comme un instrument de développement économique et d'éducation politique, le livre s'est surtout développé autour de deux genres : les manuels scolaires et les ouvrages destinés à emporter l'adhésion du citoyen aux programmes gouvernementaux. La littérature ne représente que 10%, environ, de la production annuelle. Les maisons d'édition d'Etat, qui ont commencé à fleurir en Afrique dès les indépendances, ont voulu être le vecteur d'un développement technique et économique exigeant des connaissances utiles en secteur « moderne ». Elles ont vu la nécessité de fournir aux futurs alphabètes un matériel pédagogique conçu en liaison avec leurs nouveaux programmes scolaires, mais surtout en fonction de l'environnement social (rural à plus de 70%) des populations concernées. La fabrication sur place des manuels scolaires permettrait en outre d'échapper à la nécessité d'importer des ouvrages coûteux et souvent inadaptés. Mais la plupart n'ont pas pu surmonter les problèmes de distribution auprès des populations souvent disséminées, de rentabilisation d'ouvrages pédagogiques ou d'érudition, de manque de personnel qualifié tant pour la rédaction que pour la fabrication. Aucune n'a pu réellement tenter sa chance à l'échelle continentale où les barrières linguistiques, douanières, monétaires, voire politiques s'avèrent quasiment infranchissables.

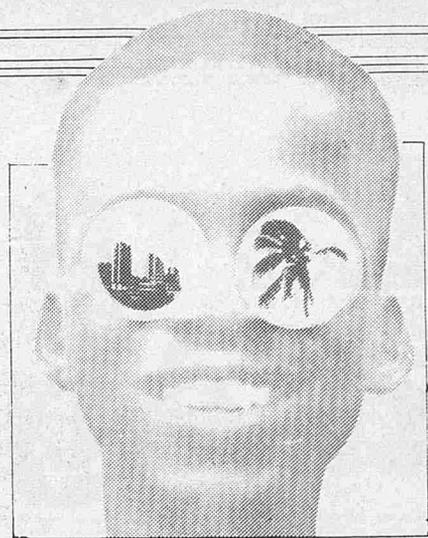
De son côté, le secteur privé de l'édition achoppe sur des problèmes auxquels peu d'entreprises ont résisté faute d'avoir suffisamment appréhendé la situation du pays en

matière de politique du livre, de compétence de la main-d'oeuvre, de disponibilité des techniques et, surtout, d'existence d'une demande.

Les échecs sont fréquents et les succès rarement aussi retentissants que celui de la littérature de marché enregistré au Nigeria avec des ventes records de romans à l'eau de rose et d'aide-mémoire pour préparer les examens. Aussi, voit-on se multiplier les entreprises d'auto-édition permettant à leurs auteurs d'assurer la sortie de leurs ouvrages et d'en mesurer l'audience et la portée grâce au questionnaire parfois judicieusement imprimé sur la page de garde.

Si le statut social de l'auteur n'est guère encourageant, si la publication est, le plus souvent, aléatoire, la distribution de l'ouvrage enfin imprimé est soumise à la précarité du marché. Les libraires ne diversifient guère leurs produits. Et, lorsque le gouvernement décide de prendre le contrôle de la diffusion des manuels scolaires, qui constitue l'essentiel de leurs stocks, les libraires se retrouvent simples papetiers ou ferment boutique.

De l'auteur au lecteur, tout au long de la chaîne de l'industrie du livre, les obstacles sont légion. Il est notoire que l'édition est, de par le monde, un secteur à haut risque. L'Afrique cumule les handicaps en la matière. S.I.A. Kotei se garde bien de proposer des remèdes miracles. Les suggestions qui concluent son ouvrage sont directement inspirées par les échecs du passé : encourager la création



littéraire et alimenter le goût de la lecture, faire connaître les productions africaines en éditant des catalogues et en utilisant les rubriques spécialisées des journaux, utiliser les médias audiovisuels pour promouvoir le livre dans les régions les plus reculées, organiser des foires du livre et des concours littéraires dotés de prix, former des professionnels de l'industrie du livre et fonder des coopératives d'édition pour soutenir les publications en langue locale. Ces propositions, de nature à favoriser la promotion du livre et le développement de son industrie, concernent tous ceux qui s'intéressent, de près ou de loin, à l'édition. Mais, « *Le livre aujourd'hui en Afrique* » a surtout valeur de bilan. Un bilan d'autant plus précieux qu'il permet à chacun de se situer dans cette industrie culturelle qui intéresse l'Etat comme le citoyen, la communauté culturelle comme l'individu.

Monique Mas
(M.F.I.)

négrissima

**POUR CEUX QUI AIMENT LES CHEVEUX
CREPUS ET FRISES**

NEGRISSIMA PRODUIT DE COIFFURE DE QUALITE

**SALON DE COIFFURE
INSTITUT DE BEAUTE**



**62 rue Claude Bernard 75005 Paris
Tél. : 535.44.88 M° Censier-Daubenton**

La grippe noire d'Agrippa

Cours de danse
au Centre 57.



Joueurs de Gros-Ka au stade de foot de Saint-Ouen.

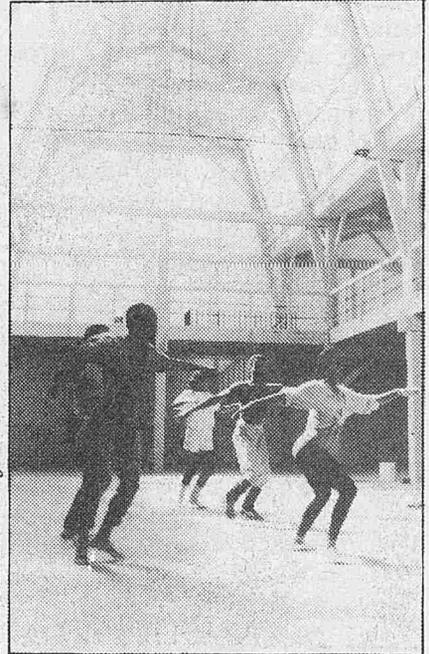


Photo Amadou Gaye

Les antipodes se mettent à bouger, confirmant ainsi la dérive des continents. Pour l'introduire, le 20 avril dernier au palais de Chaillot, (où j'ai pogne-serré l'ambassadeur local), projection de « *Shagisaw Palace* ». Tragi-Comique histoire d'amour, entre un ex-pilote garagiste sur le retour — look à la Nicholson matiné de Bernard Darniche —, sa femme — entre Susan York et Nathalie Baye —, leur fille, et le meilleur copain du mari puis de sa femme — un Michel Constantin local en rouquin — chagrin —. L'histoire pourrait se passer n'importe où ailleurs, et les paysages sont beaux. Côté humour, ça donne : « *Toc-toc-toc ? Qui va là ? c'est Lydia du village. Toc-toc-toc ? Qui va là ? C'est Autant en emporte Lyvan* ». Ainsi gague-t-on aux antipodes. Seul regret, être arrivé à la fin du cocktail.

Donc le Centre 57 a été inauguré le 22 avril. Quelle affaire ! Le colonel Fabien fut débordé sur toute la ligne par une marée noire qu'il ne put en-

diguer. La soirée fut interrompue à 21h30 pour cause de lacrymogènes — ça fait mieux pleurer que les émotions —. Et les gens qui affluaient jusqu'à 4 heures du mat ! Que de frissons pour tripper black !

Maze 83 au Palace égale Maze 82 au Palace, copie conforme de leur double live. Au poil pour les absents de 82 et les inconditionnels. Sinon Maze pourra rejouer les mêmes morceaux « *ad lib* », ça baignera toujours. C'est un de ces groupes issus de la soul, et vieux comme elle. Soudé et en place comme pas deux, feeling à chaque coin de mesure, ses tubes pour bringues d'été, son sound, son leader Franky Beverley, sa touche soft sur rythmique funky d'acier. Après le concert, petit tour au Privilège. Ça dormait un peu ; heureusement Paquita se porte comme un charme. Paris by night swingue peu ces derniers temps. Dans les rues by day, d'aucuns, se plaisant à rêver, s'encanaillent la tête d'un hypothétique mai 68 bis. Mouais ! Mais, l'Histoire est trop vraie avec elle

même pour se répéter si platement. Et comme toujours, l'été sera chaud signor Météo.

J'ai découvert Djavan il y a deux ans, en Angola, où j'étais censé attacher la presse pour Manu Dibango. C'était un lp, « *Séduzir* », où il reprenait une composition du guitariste angolais Felipé Mukengué, Humbi humbi ». Djavan est cette nouvelle idole brésilienne qui va fatiguer les bossanovistes-sambistes convaincus.

Franco, c'est au moins 30 ans de musique zairoise incorporée dans sa guitare. Actuellement à Paris pour enregistrer, on peut déjà trouver sur le marché un 33t. où il est présent avec le Seigneur Rochereau, un autre grand depuis aussi longtemps de la musique zairoise. C'est la première fois que ces deux monuments sont réunis sur disque. Franco sur scène avec l'O.K. Jazz, c'est 36 musiciens pour balancer la sauce. Tournée américaine prévue pour juillet : après Sunny Addé (like I no dé but I dé), les

Ricains vont bien recevoir. Et comme la route de la consécration passe par les States, Français, préparez-vous à recevoir aussi, puisqu'il faut toujours suivre l'exemple yankee d'Uncle Sam.

Un cinéaste africain juré à Cannes, événement Chevènement ! Souleyman Cissé avait déjà trusté avec « *Finyé* », nombre de prix dans les festivals africains. Bien sûr, ce n'est qu'un pavé dans la mare des problèmes du cinéma

classiques effets pervers du diviser pour mieux régner, a la vie dure. Par exemple, côté regroupement radio, pourquoi n'en eut-il point ?

Les radios libres antillaises appellent à la conscientisation, contre la malvie de ces « *Français Immigrés* » chez eux en métropole que sont nos frères antillais. Entre l'indépendantisme, la carraïbéinité, l'immigrétude et la similitude (intégration poussée),

que de tomber sur la tête chez les Bushimen. Grâce aux bons soins d'un cinéaste sudafricain. Beurk.

Douce France, gaffe un peu : vivre le melting-pot, ce n'est pas vivre l'exotisme des colonies de vacances. On a beau s'intriguer sur Hong-Kong sur Seine et trouver King-Kong à la Samaritaine, parler de la seconde génération et de la guerre d'Algérie (20 ans après j'adore A. Dumas fils),

Ipomen, à l'inauguration du Centre 57.



Photo Amadou Gaye

africain. Enfin (soupir) ! On parle beaucoup ces temps-ci des ressources des cinémas asiatique, hindous, sudam', antipodiques, arabe (peu). Mais le collègue africain semblerait frappé de mutisme et d'invisibilité. Tout comme ses frères noirs américains et antillais. Le noir sied si bien au blackoutage.

Il y avait, le 1er mai à Pantin, concert réunissant deux groupes antillais, et un chanteur camerounais (Jacky Ndumbè). Question réciprocité d'échanges dans la diaspora noire entre les milieux africains et antillais, bonsoir ! Et pourtant ! Le débat reste toujours ouvert et d'actualité. Mais qui veut le prendre à charge, chacun ayant déjà tout compris, tout essayé. D'un côté les Dom-Tom, de l'autre les pays africains indépendants. Gros points communs : exil en France, réalités locales au pays, distanciation aussi grande mais dans un sens différent (nord-sud et est-ouest), et francophonie oblige sur fond de peaux noires. Ce schisme, résultante des

c'est par où les Iles ? Allô, allô ! En détresse au Triangle des Bermudes, laisse mon stress au vent mes tresses à la mer. Y'en a marre.

Trop de clivelages : c'est fait exprès.

Sur les radios africaines, une autre vision des informations à transmettre sur les problèmes africains est de mise. Faut juste voir à ne pas trop être distancié par rapport à là-bas d'ici. Il y a tellement à dire et à redire sur là-bas et ici. Ces premiers balbutiements sont une bouffée d'air pur salubre dans le trip blackouté.

« *Les Dieux sont tombés sur la tête* ». Ça fait mal. Avant, par souci de francophonie universalisante, on nous apprenait « *nos ancêtres les Gaulois cheveux longs et tête de bois* » craignaient seulement que le ciel ne leur tombe sur la tête. Bon. Le Bostwana et les Bushimen, c'est aussi ça l'Afrique. Tout comme le couronnement de Bokassa en direct sur A2, comme si il n'y avait que cela à téléviser. Mais c'est grand l'Afrique. Et les Dieux n'ont rien trouvé d'autre

s'apitoyer sur les Peau-Rouges qui se sont écorchés les rotules à Wounded-Knee, palabrer sur le dialogue Nord-Sud, sur le droit à la différence indifférence des autres jusqu'au seuil de tolérance, et oublier à coup de gomme à récurer la mémoire le marchandage des Indépendances pour dire que les pays « *en voie de développement* » déraillent et ce n'est pas demain la veille qu'ils vont se développer. Eh ben ! On ne sait toujours pas où sont cachés les fûts de dioxine de Séveso. A ne pas confondre avec Soweto. At Kenneth Kaunda qui disait récemment que, ce qui risque de se passer en Afrique australe fera ressembler la révolution française à un pique-nique pour enfants sages, chère Comtesse vous descendez toujours à Ségur ?

L'été, fidèle à lui même sera encore chaud. Et Agrippa d'Aubigné qui voulait peindre la France Mère des Arts, affligée... Affligeant.

A suivre...

H.D. Kala-Lobe

Maman N et Maman F

Alchimie du souvenir

C'est le soir ou la fin de l'après-midi. Peut-être. Deux vieilles dames qui se sont rencontrées au mariage d'un de leur parent s'asseyent dans une lumière douce et propice et racontent leur vie. Par petites touches successives, tantôt violentes, tantôt pastel, elles dessinent devant nous le tableau de leur vie passée et du même coup nous disent le passé de leur pays : la Martinique. Deux grand-mères à la fois différentes et si semblables, si opposées et si complémentaires. L'une maman N est fine, presque diaphane avec des petits gestes d'institutrice, mulâtresse, un tantinet vieille fille malgré son mariage et ses deux enfants. L'autre, robuste, fière, grognon avec son poids de campagne et son goût de sel marin.

Dans cette pièce intitulée Maman N et maman F. Mémoires d'isles tout y est. C'est rare mais cela arrive. Le texte d'Ina Césaire est limpide. Ces propos recueillis sur place constituent un véritable palais d'images et un kaléidoscope de souvenirs. C'est le pays, c'est bien le pays si proche et si présent malgré la distance. Les scènes sont belles : le pique-nique à la plage, le cyclone, la maladie de maman N lorsqu'elle était jeune fille, les rapports avec les hommes.

La mise en scène de Jean-Claude Penchenat est fine, sentie, parfois comique, parfois émouvante. Et le jeu des deux comédiennes Myrrha Donzenac et Mariann Mathéus est splendide. La joie, la tristesse, le rire, la colère, l'ironie sur elles-mêmes et sur la vie : nous partageons tout, nous éprouvons tout. Les deux rôles sont différents, difficiles mais nous découvrons deux comédiennes de talent, authentiques. Leur jeu est exceptionnel et il faut le saluer.

Voilà donc un texte, une mise en scène et un jeu des comédiennes qui nous éloignent des habituelles pièces trop geignardes ou trop didactiques. Plus de cris et de bruits inutiles, plus de pancartes et de donneurs de leçon. Voilà une pièce qui fait avancer le théâtre antillais de plusieurs bonds et lui permet à coup sûr de remplir son rôle, son vrai rôle : toucher, émouvoir le spectateur, le faire réfléchir en le replongeant dans sa réalité médiatisée, poétisée. Sorti de la salle, le spectateur se sent troublé et serein à la fois, rempli d'une ferveur nouvelle.

Aline N'Goala



Mémoires d'isles. Maman N et maman F sera bientôt joué : les 2 et 3 juin à Palaiseau (salle des fêtes), les 10 et 11 juin à Châtenay Malabry (gymnase), les 6 et 7 juillet au festival culturel de la ville de Fort-de-France. Pour tout renseignement, appeler le 661.14.27.

La revue du C.A.R.E

Un outil de travail indispensable

Depuis 1975, un groupe de chercheurs en sciences humaines : philosophie, psychanalyse, économie... a entrepris en Guadeloupe un travail patient et passionnant. Il s'agit du *Centre Antillais de Recherches et d'Etudes* (C.A.R.E.). L'équipe du CARE dont la devise est « *C'est une vieille trouvaille de l'inquisition tant religieuse que politique que le refus et la haine du débat, ce support dogmatique de l'enfermement des choses et de la parole qui a été aussi, on le sait celui des hommes* » compte en son sein des noms que l'on retrouve souvent lorsque l'on parle de réflexion aux Antilles. Ainsi chaque numéro aborde un thème donné dont l'approfondissement permet de mieux cerner les contours de la réalité antillaise si complexe. Le dernier numéro en date, le numéro 10, est consacré à l'écrivain martiniquais Edouard Glissant. Ce numéro aborde à la fois de façon intéressante et critique l'oeuvre de cet intellectuel martiniquais essentiel et nous propose des poèmes inédits de cet auteur, mais il permet aussi à l'équipe du CARE et à d'autres poètes et intellectuels antillais d'aborder la réalité antillaise à travers l'oeuvre littéraire et sociologique de Glissant. Ainsi, les ar-



ticles de René Ménéil : « *Une quête de courants souterrains* ou de Jacques André : *le renversement de Senglis. Histoires de filiations*, par exemple, nous permettent d'approfondir tel ou tel aspect de la réalité antillaise débusqués par Glissant et qui méritent réflexion.

Souhaitons donc longue vie à cette équipe dynamique du CARE qui effectue voilà plus de dix ans un travail en profondeur avec un souci de rigueur. C'est un apport indispensable et irremplaçable pour les sciences sociales et humaines. Signalons que cette même équipe prépare en ce moment un colloque qui sera suivi d'un numéro de la revue sur le thème de l'émigration : *immigration haïtienne et dominicaine en Guadeloupe, émigration antillaise en France.*

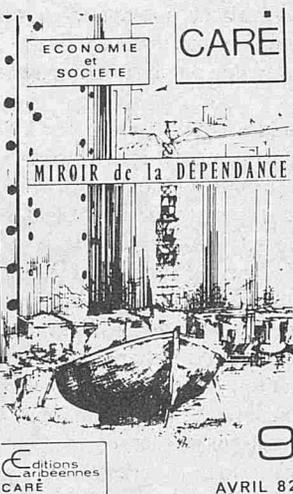
A N

Certains numéros de la revue sont encore disponibles :

N°3 : *Race* - N°4 : *Psychologie, psychiatrie* - N°5 : *La mort introuvable* - N°6 : *Regards sur le théâtre* - N°7 : *Assimilation : socialisme. La fin du XIX^e siècle antillais* - N°8 : *Marge de la loi* - N°9 : *Economie et société : miroir de la dépendance* - N°10 : *Edouard Glissant.*

Pour tout contact : CARE, Centre Antillais de Recherches et d'Etudes. B.P.15 97110 Bourg Abymes.

AVRIL 82 Guadeloupe. F.W.I.



Vous appréciez Sans Frontière ?

Abonnez des amis autour de vous.
Signalez-nous les points de vente où S.F. n'est pas.

**Nous sommes diffusés par les N.M.P.P.
et Diffusion populaire.**

Rachid Mekhloufi

Partisan de la rigueur

Le rappel de Rachid Mekhloufi au F.C. Mulhouse ou le retour de l'immigré coïncide avec la sortie d'un livre qui nous relate les différentes étapes de sa carrière.

Un livre vient de paraître (1), qui retrace la carrière de Richard Mekhloufi.

Richard Mekhloufi est l'un des plus prestigieux footballeurs algériens des années 1955-1970. Après s'être illustré en tant que joueur sous les couleurs de Saint-Etienne, de l'équipe du F.L.N., du Servette de Genève, de Saint-Etienne encore, il a connu maintes péripéties en tant qu'entraîneur à Bastia, au Proche Orient ou à la tête de l'équipe nationale algérienne...

Rachid Mekhloufi a beau dire qu'il est « un homme sans histoire », les faits sont là pour démontrer le contraire. Deux exemples suffisent pour juger :

- En tant que joueur.
- En 1958, en pleine gloire, il défraye la chronique française et internationale en « désertant » pour aller rejoindre l'équipe du F.L.N.
- En tant que responsable technique
- En 1982, alors que l'Algérie vient de réaliser un parcours très honorable en coupe du monde (la victoire sur la R.F.A. est encore dans toutes les mémoires), Mekhloufi est rendu responsable par la presse algérienne de la non-qualification de l'équipe nationale pour le second tour...



Le mérite du livre de Seddiki est d'être, selon Mekhloufi lui-même, « fidèle à sa carrière ».

Ecrit sobrement, il se lit comme une biographie passionnante. Il est simplement dommage que ce récit s'arrête à la veille de la Coupe du monde, juste avant ce que l'on appelle aujourd'hui encore « l'affaire Mekhloufi ».

Mais plutôt que faire la fine bouche, il convient au contraire de saluer cette initiative, car ce n'est pas tous les jours qu'on voit un livre concernant un sportif africain à la devanture des libraires.

Signalons que Rachid Mekhloufi n'a

pas fini de faire parler de lui. Il vient en effet de signer un contrat de trois ans au F.C. Mulhouse en tant que directeur technique. Ce contrat prendra effet à compter du 1er juin prochain.

Pourquoi Mekhloufi est-il attiré par les clubs européens ? Parce qu'il est un partisan de la rigueur. « Vous prenez n'importe quel footballeur algérien, dit-il, vous le mettez dans un club européen où tout est bien organisé, il ne pourra que s'épanouir. Au départ, le jeune footballeur algérien est en avance de quatre ou cinq ans sur son homologue européen. Mais, par la suite, le premier stagne et se fait

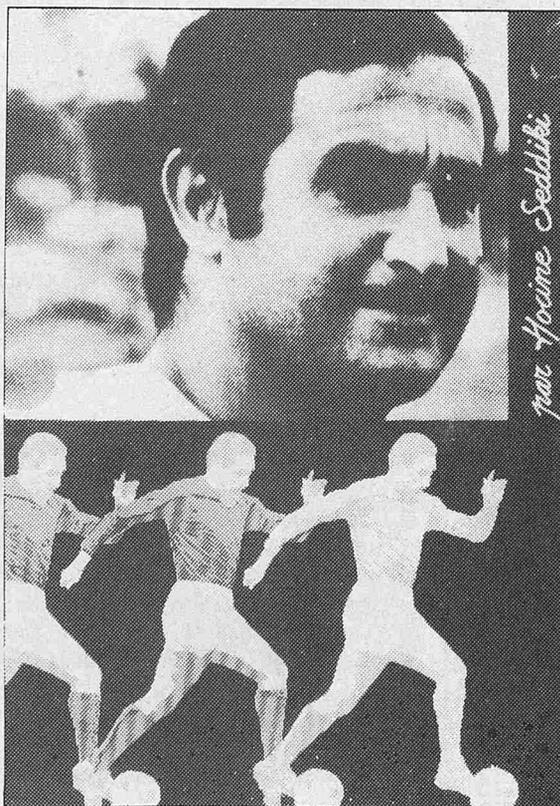
doubler par le second qui a la chance d'évoluer dans un milieu fait de rigueur, de sérieux et d'organisation. Si le jeune algérien, en plus de son talent naturel, pouvait évoluer dans le même milieu, ce serait parfait ».

D'ici le 1er juin, répondra-t-il à ses détracteurs ?

« Il y a eu tellement de bruit et de déclarations de gens intellectuellement malhonnêtes... », dit-il. Peu après il ajoute : « Au moment et au lieu voulus, je ferai une mise au point ».

A.A.

(1) « Rachid Mekhloufi, l'imagination au bout du pied », par Hocine Seddiki. Diffusion : Salam Productions. 1 rue Larrey 75005 Paris.



Coiffure

Josepha ne blanchit pas...



« **B**lack is beautiful ». Le mot d'ordre, récupéré par des « blanchisseurs » tous azimuths, n'est pas inscrit dans le salon de coiffure de Josépha. Mais le cœur y est. C'est sûr et les citations affichées sur les murs vous mettent immédiatement au parfum : ici, on s'aime. Pas question de changer votre identité, de détruire votre négritude, ni de singer les blancs. Ici, on entre noir... et on sort, encore plus noir. D'où le refus des défrisages et des innombrables produits américains, spécialisés pour noirs « honteux ». Josépha ne mâche pas ses mots pour ces consommateurs de négritude au négatif.



Et c'est vrai que son identité, elle la porte fièrement sur un front lisse et une tête tressée. « On nous appris que tout ce qui était africain était laid. Avoir les oreilles percées tout le long du lobe par exemple ou le nez percé. L'esthétique serait un monopole de l'Occident comme la culture d'ailleurs. Moi qui suis allée en Afrique, je peux vous dire que non seulement là-bas, l'esthétique existe mais qu'en plus, elle atteint un rare degré de raffinement. Par exemple, les Africaines peignent en bleu la plante de leurs pieds (qui est rose). Elle trouve que le bleu s'har-

monise avec la couleur de leur peau. Elles se peignent aussi les lèvres en bleu. Si ce n'est pas de l'esthétique, ça ! ».

Pour cette créatrice née aux Antilles et bien établie dans la société occidentale, l'acceptation de son identité passe par le refus de l'antillanité, considérée comme un produit colonial.

« Je suis une descendante d'esclaves née dans un département français. Ex-colonisée, intégrée, assistée... ».

Ce refus de « L'antillanité » trouve sa source dans une conscience aigüe de ses racines africaines et la conviction que derrière cette « pseudo » revendication culturelle se cache encore et une fois de plus le rejet de la négritude : « Mon père n'a jamais accepté d'être noir : ça le gênait. Les Antilles, ce n'est qu'un lieu géographique. Pas un peuple. Hier, une cliente « antillaise » à qui je montrais des robes d'inspiration africaine m'a dit : « Mais je ne vais tout de même pas m'habiller comme une Sénégalaise ! ». J'ai eu honte pour elle. Les Antillais passent leur temps à se démolir eux-mêmes. C'est quoi l'antillanité ? Ça veut dire avaliser la colonisation, prendre tout ce qui vous a diminué et en faire une raison sociale. Et puis de se désolidariser de son peuple, de l'Afrique ».

Et n'allez pas oser suggérer que, peut-être, il existe une culture antillaise spécifique. « Laquelle ? C'est celle des Occidentaux. Vous savez, ils n'ont pas loupé leur coup. Ils voulaient faire de nous des blancs. Bon, notre peau, elle est restée noire. Mais les Antillais pensent blancs et ne sont pas plus malheureux pour autant, ils ne se rendent pas compte ! Moi, je n'étais pas malheureuse quand j'étais défrisée ».

Ex-défrisée, donc, Josépha redécouvre son patrimoine africain au cours d'un voyage, il y a 25 ans. « Je

suis allée en Afrique. J'ai aimé leur façon d'être, de penser, de porter des bijoux ».

D'où la création de ce salon « pas comme les autres » où on vous somme de rester vous mêmes. « Dans les autres maisons, vous avez de fortes chances de sortir plus blanche qu'en rentrant. Produits pour blanchir la peau, lisser les cheveux... Moi, j'ai créé des parfums plus adaptés à la peau noire. Nos produits de beauté et de maquillage s'harmonisent avec la couleur de la peau mais ne la changent pas. Dans mon métier, je vis quotidiennement la négation de soi. Dans ce genre de cas, c'est du mimétisme à vie qui vous dévore... On a vécu mais on n'a pas existé ». En colère : « Ça va durer combien de temps cette histoire de colonisation ! Cette haine de soi ? Un jour, il faudra en rendre compte aux Africains. Et vous qui êtes blanche, ça ne vous vient jamais à l'idée de dire à vos amis noirs de cesser de se déguiser en blancs ? ».

Alors, troquer le jeans contre une robe sénégalaise, une autre façon de dire non ?

Fabienne Messica

Negrissima : Josepha Jouffret. 62 rue Claude Bernard tél. 535.44.88.

La robe nègre : 17 rue Berthollet 75005 Paris tél. 535.28.86.

LES PROGRAMMEURS RÉUNIS

Etablissement Technique Privé
Stages agréés C.P.E.

Programmeur . Analyste
Comptabilité Informatisée
Comptabilité du personnel
Opérateur s/terminal
d'ordinateur

77, rue Pascal, 75013 Paris
M° Gobelins Tél. 336.43.33.

Possibilités de crédit.



MUSIQUE



Graffiti Express

Screamin' Jay Hawkins, le sorcier du rock'n roll, à l'Olympia le 11 juin.

Ancien élève de Fats Domino, devenu maître d'oeuvre avec un rythme diabolique, Screamin' Jay Hawkins est sans conteste le plus grand du rock'n roll appelé rock'n horror.

Djamel Allam : 4 juin à Chatellerault, 5 juin à Villeneuve/Lot, et le 18 juin à Cauvreville.

Apartheid Not : 11 juin à la MJC de St Nazaire à 22h, le 12 juin à Noisy-Le-Sec, place des cités Unies à 17h, le 23 juin au Théâtre du Forum à Paris à 17h et tous les vendredis, Samedi et dimanche à la Chapelle-des-Lombards à 23h.

Michel Buhler : LE 3,4, 5 juin à la Péniche Atmosphère, amarrée 200, quai de Jemmapes, Paris à 20h30.



IRAKERE: De la Courneuve à Baltard

François Bebey : 4 juin à Noyer St Serein.

Illapu : le 4 juin à Lyon, 11 juin à Melle, 17 juin à Lille.

Lluís Illach : le 11 juin à Castelnau Le Lez, le 12 juin à Toulouse

Zaka Percussion : le 11 juin à Bagnolet, le 21 juin à Ste Geneviève-Des-Bois, le 25 à Roanne, et le 26 à Rethel.

Fawzi Al Aiedy : 3 juin à Drancy, salle des Fêtes à 21h.

Association Dialogue. 24 mai/4 juin. Musique Arabe de Tunisie : **Charif Alaoui** et **Soud Mahassem**. Rens. Karim Bekaye tél.522.66.83.

Palais des glaces. 24/28 mai : Association pour le développement de la création et de la diffusion culturelle dans l'Est parisien. Série de concerts avec les orchestres maliens « **Super Bitou** » et « **Kanaga de Mopti** ». Rens. 607.49.93.

Elysée Montmartre 72 Bd Rochecouart 75018 Paris. Le 1,2,3 et 4 juin : **Eugène Mona**, la venue de Mona tous les ans à Paris fait, dans le domaine des spectacles, autant de ravages qu'un cyclone dans la Caraïbe. Il sera également à la **Maison des Arts Créteil** (94) tél. 899.94.50. Le 29 mai à 16 heures.

Au Palais des Sports les 29 et 30 mai : **Ray Charles** : « **The Genius** ». L'auteur de « Hallelujah I love Her so » (1955), de « What'd I say » et « Georgia on my mind » qui firent les beaux jours des Festivals tels « Newport », « Antibes » revient à Paris démontrer que sa voix n'a encore aucune ride. Ça vaut le déplacement, non ?

Hippodrome de Pantin le 27 mai à 21 heures : **Fanta Demba** et **Salif Keita**.

Festival Tropica Rythmes le 18 et 19 juin à Paris au **Pavillon Baltard** Paris 15ème. Cette année, tous les artistes présents sont originaires des Caraïbes.

Irakere. Ce groupe, créé en 1972, veut dire dans la langue Yoruba, le bois, la forêt ; c'est dans une région d'Afrique appelée ainsi qu'il y a deux siècles, ont vécu les plus grands percussionnistes de ce continent de grandes prouesses. De cette région, proviennent beaucoup d'ancêtres cubains. Irakere, 2 musiciens qui jouent toujours sur une base rythmique d'une extrême qualité.

Son 14 : une coloration nouvelle, une fraîcheur et une spontanéité dans la musique cubaine.

Los Papines : un rituel secret et rigoureux d'un quartet qui évolue sur une base sonore de percussions variées.

Max Cella : flûtiste martiniquais.

Kassav : musique traditionnelle antillaise mélangée aux sonorités nouvelles à base de synthé et de cuivres.

Karata : chanteuse antillaise.

Malavoi : (voir SF).

Jobby Bernabe : artiste antillais dont la tradition est le conte en Créole ou en Français.

Roland Brival : Bova bova. musique traditionnelle des Antilles.

Pour tous renseignements : tél 246.50.07. 51 rue de l'Echiquier 75010.

Sunny Addé: Ju Ju Island



Chanteur, guitariste multimillionnaire de la Juju Music, trente cinq ans, Yoruba, catholique, l'extravagance vestimentaire et gestuelle du play-boy africain : **Sunny Addé**.

La Juju Music est l'une des nombreuses formes de musique africaine. Toute aussi populaire que la pratique mystico religieuse, proche du vaudou, dont elle emprunte le nom. Elle en a incontestablement certains effets. C'est un curieux mélange de percussions et de guitares aux sons bizarrement « *sliddé hawaïen* ». L'une des originalités de la Juju Music est l'emploi des « *talkings drums* ». Il s'agit d'un petit tambour à deux corps que l'on frappe à l'aide d'une baguette courbée. Le Yoruba étant une langue tonale. Les instruments de percussions l'expriment intelligiblement et ainsi lors des concerts, les *talkings drums* assurent la rythmique au même titre qu'ils communiquent avec le public sous forme de proverbes ou de phrases codées.

Six guitares, sept percussions dont trois *talkings drums*, une batterie, un clavier, six chanteurs, la musique de Sunny dégage un sacré feeling. Cette musique nigérienne est comme celle des Gnaouas du Sud-marocain, une musique cosmique, une musique de transe.

Roi de la Juju Music, star incontestée au Nigéria et bientôt vedette internationale, depuis qu'Island Records —management et producteur de Bob Marley — a enregistré son nouvel album intitulé : « *That's Juju Music* ». Sunny Addé, griot africain électrique, a fait un boum à Londres, à New-York, accueilli à la une des journaux dont le Village Voice. Il est à Paris le 14 juin au pavillon Baltard. Ça nous promet une bonne soirée en perspective.



Azikmen : Afro Reggae à découvrir en toute hâte le 3 juin à *Roissy en Brie*, le 19 juin à *Boussy St Antoine*.

Les 13,14,15,16,18,19 juin : *Festival du film africain*. (Foyer culturel d'Eysines). Une dizaine de films + des courts métrages inédits. Présence de nombreux réalisateurs.

Les 17, 18, 19 juin : Festival de musiques pan-africaines, avec : **Son 14, Los Papines, Rythmo Oriental, Irakere, Maolopoets, King Sunny Adetoure Kunda, Henri Guedon, Malavoi.**

Du 3 au 20 juin : exposition : *Musée de la musique de Madagascar (Foyer Culturel D'Eysines)*. Durant la même période, expositions sur l'Apartheid et les Musiciens Africains à Bordeaux.

Du 13 au 19 juin : sur le lieu du festival, conférences-débats avec des économistes, sociologues, musiciens, cinéastes, etc. Pendant le festival de musiques, sur place : camping, repas africains, stands, etc.

Pour tous renseignements : *A Travers Chants, 7 rue Teulère 33000 Bordeaux tél.(56)52.77.37.*

David Martien en tournée : Mai le 20 à *Strasbourg*. Le 21 : à *Lourdes*. Le 27 : à *Poitiers*. Juin : le 9 : à *Mulhouse*. Le 11 : à *Lens*. Le 17 : à *Longjumeau*. Rens. Micky Duverny tél.227.78.20 ou 227.75.61.

Salle Vianey 1 à 3 Av. Ledru Rollin (12^e M^e Quai de la Rapée le 4 juin, 21h : soirée dansante animée par **Syliane Cedia** (guitariste, chant, Steel Band, orchestre) ; l'orchestre « **Extase** » ; Raphaël dit « **Fafa** » : auteur, compositeur, sketches, blagues et contes créoles. Exposition des toiles de **Claude Melli Linton Kweisi Johnson** (grand poète jamaïcain) et son groupe « **Dennis Bovel dub band** ». Dub poésie, ambiance reggae.

En juin : le 10 : *Centre Beau-bourg*, Festival de Poésies. 12 : *Concert à la Mutualité*. 14 : *Bordeaux*. 15 : *Clermont Ferrant*. 16 : *Lyon*. 17 : *Marseille*.

Chapelle des Lombards 19 rue de Lape tél.357.24.24. Du 22 au 28 mai à 22h30 : **Oscar D'Leon**. Ce Vénézuélien trop rare en France, célèbre dans les Caraïbes et en Amérique latine et connu aux USA, représente en quelque sorte le haut de gamme de la musi-

que afro-cubaine. Plus gros vendeur de disques que **Fania All Stars**, **Oscar D'Leon** qui sévit

avec sa propre formation est assurément une exclusivité à ne pas manquer.

MARCUS GARVEY



Un homme et sa pensée

L'un des effets de la première guerre mondiale fut d'accélérer la prise de conscience raciale du peuple noir.

Amères, cassées, les garnisons noires réclamaient leur part de cette liberté et cette démocratie qu'on leur avait désignée comme objectif de cette guerre.

C'est dans ce contexte qu'un homme se déclara Président intérimaire de l'Afrique, Commandant en Chef de la légion Africaine, Empereur d'Afrique, Président de la Black Star Line, Directeur de divers journaux. Garvey : un nom magique pour certains et maudit pour d'autres. Jusqu'ici, il semblait plus simple de reprendre ses slogans et de brandir son poster. Les éditions Caribéennes nous offrent l'occasion d'analyser la complexité de l'homme et de sa pensée.

Ce livre qui expose surtout les faits permet enfin de dépasser les clichés « *d'homme du retour en Afrique* » ou « *d'agent du Klu Klu Klan* ».

B.N.

« *Marcus Garvey : un homme et sa pensée* » Editions Caribéennes.

A propos du service militaire des jeunes Algériens

« Je déplore, tu déplores, ... »

Permettez-moi de venir par le présente, vous donner mon avis sur un problème qui me tient particulièrement à coeur : celui des enfants d'émigrés, ou ce qu'il est devenu commun d'appeler « la seconde génération ».

Je me sens le droit de vous donner mon avis tout simplement parce que je suis née et ai vécu en France jusqu'à l'âge de 18 ans. J'ai fait mes études supérieures à Alger et suis à Paris depuis deux ans pour préparer un troisième cycle en Sciences Politiques à Paris I.

Votre journal m'est sympathique, mais j'aurais souhaité qu'il fasse preuve de plus de rigueur d'analyse concernant le problème de la « seconde génération », à défaut d'être pour elle un moyen de prise de conscience.

Je déplore que l'image de cette jeunesse sans racine ou du moins hybride, oisive, vulgaire, écrivant le Français comme elle le parle, c'est à dire mal, cette image si divulguée par les médias français, soit également reprise par votre journal.

Je suis algérienne, née en France et je ne me sens pas du tout « le cul entre deux chaises », pour parler en langage ésotérique. Je suis née en France et parle et pense en français, mais je ne me sens pas française : depuis quand un lieu de naissance peut-il constituer une personnalité ? Le Français n'a jamais été pour moi qu'un moyen de communication. Par contre, je me sentirais analphabète tant que je ne maîtriserais pas la langue arabe.

Je déplore que cette jeunesse d'Algériens nés en France ne se sente pas les « tripes » algériennes.

Je déplore que cette jeunesse jette constamment la pierre au gouvernement algérien. Il ne faudrait pas que toutes les choses nous « tombent toutes cuites dans le bec ». Si nos parents se sont battus dans les djebels, c'est à nous de nous battre à présent, sur un autre terrain. Ou l'on se sent Algérien et on s'assume, ou l'on se sent Français et là, nous n'avons pas à juger les actions du gouvernement algérien.

Je déplore que certains jeunes ne se sentent pas Algériens, tout simplement parce qu'ils ne sont pas acceptés en Algérie. C'est peut-être vrai.

Mais il m'est arrivé plusieurs fois, à Alger, de constater que certains immigrés se conduisaient avec arrogance et ostentation, en ayant bien soin de cacher leur misère dans les banlieues parisiennes. Les Algériens n'ont jamais supporté qu'on leur donne des leçons de savoir-vivre et de modernisme, et c'est tant mieux.

Je déplore que ce monsieur Mohamed Nemmiche parle de l'Algérie comme étant le pays de son père. Si vous vous sentez Français, Monsieur Nemmiche, vous n'avez rien à faire dans un journal qui se dit être le défenseur de l'immigration.

Je déplore cette lettre publiée dans votre dernier numéro, écrite par un jeune venant d'effectuer son service

militaire en Algérie. Il est vrai que je n'ai pas eu l'occasion d'effectuer un service militaire et que je n'en aurai jamais. Il y a peut-être des cafards dans les casernes : on m'a assurée qu'il y en avait aussi dans les cuisines de chez Maxim's, et je ne pense pas que les autorités françaises déroulent le tapis rouge pour leurs jeunes recrues.

Je pense sincèrement qu'on aurait dû faire un effort pour éviter tous ces « problèmes de seconde génération » au gouvernement algérien. Il a d'autres chats à fouetter. Le système algérien a peut-être des défauts mais je crois qu'il est bien au-dessus de la mentalité algérienne. Quant à la mentalité des jeunes de la « seconde génération », je n'en parle pas : je ne crois pas qu'elle existe.

Bien amicalement.

Sélina

« C'est la vie de chateau, mon adjudant, pourvu que ça dure ! »



Le soleil d'un coeur

Ça fait environ deux ans que j'avais envie de vous écrire mais à chaque fois, le courage me manquait. J'avais pourtant plein de choses à vous dire, des choses sur la vie, la mort, l'amour, sur ma famille, mes amis, sur les gens que j'aurais voulu connaître pour pouvoir discuter, surtout avec votre équipe.

J'avais voulu vous parler de ma condition et des conditions de fille immigrée. Mais je pense tout cela inutile, vous devez avoir reçu pas mal de courrier là-dessus. Et je crois que les conditions de filles et de femmes immigrées dans d'autres villes que la mienne sont semblables et c'est pour cela que je ne préfère pas vous emmerdez avec ça.

Je vais peut-être me présenter, je m'appelle Djamilia, je suis née le 1.09.63 à Roanne (Loire). Je travaille dans une entreprise de confection de 90 ouvriers et ouvrières. Je suis la seule Algérienne dans l'entreprise. Ça me vaut parfois des réflexions très blessantes du genre : « Pourquoi les entreprises embauchent des Arabes alors que les Français sont aux chômage ». Au début de mon entrée à l'usine tous m'avaient bien accepté j'avais un grand sourire à mon passage devant les ouvrières. On croyait que j'étais Française. Mais tout cela a changé lorsqu'ils ont appris que je

m'appelais Djamilia et non Véronique ou Françoise. Et je n'arrive pas à comprendre pourquoi, j'aurai pas le droit comme tout le monde dans cette usine d'exister. Alors, que l'on soit Français, Arabes, Juifs etc... nous avons tous un coeur, avec nos joies, nos peines, nos révoltes, et tous ces sentiments peuvent être partagés par tous, sans distinction de race, de culture ou de religion.

Il y a une semaine, une fille de l'usine s'est fait voler son poste-radio. Le vol a eu lieu, entre 5h et 7h30 du matin, nous étions 5 à faire équipe, quatre ouvrières et moi. Quand j'ai su cela, je me suis dit : « *comme tu est la seule Algérienne, ils vont t'accuser* », et toute la journée je me sentais visée, j'avais l'impression que tout le monde me montrait du doigt alors que je n'avais rien fait. Heureusement l'affaire s'est éclaircie, et ce n'était pas une Algérienne, ni une Portugaise. Ça m'a fait du bien qu'il découvre la vérité. Ça prouve à quel point le fait d'entendre la réflexion : « *Tous les Arabes sont des voleurs* », vous fait sentir que vous êtes visés.

J'aimerais tellement une terre où tous les hommes seraient frères. Des yeux qui regarderaient votre coeur sans regarder votre couleur. Un soleil qu'on regarderait ensemble le matin et vivre ensemble, en se tenant la main. J'ai tellement besoin de bonheur que je donnerai ma vie pour chasser le malheur.



J'aimerais voir les yeux de cet enfant noir briller devant son miroir en sachant qu'il soit noir ou blanc, l'important c'est ce qui vit dedans.

J'aimerais avoir un instant de ce temps, pour ne vivre que dans l'espoir que tout ce racisme disparaisse à jamais, moi qui attends depuis si longtemps et enfin que votre journal

prospère afin que de continuer pour lutter avec *Sans-Frontière*.

De tout mon coeur je vous embrasse tous, car vous m'apportez ce que la vie doit peut-être m'apporter, le soleil d'un coeur.

Je fais un clin d'oeil à Momo, il est tellement sympa. Je l'ai eu au téléphone.

Djamilia

Il faut aller jusqu'au bout

Nouvel abonné à *S.F.*, je viens de recevoir toute une série de numéros, envoi dont je vous remercie.

Je me sens absolument d'accord avec les positions que vous défendez.

Ceci étant dit, permettez-moi de vous faire deux reproches, mes critiques n'étant nullement hostiles ou méchantes, mais ayant pour but d'améliorer encore *S.F.*

• Du point de vue du fond :

Vous nous tenez au courant, et vous avez bien raison, de tous les attentats racistes. Je vous reproche alors de ne pas « *attacher le grelot* ». Il faut suivre ces affaires. Exemple : n° de décembre, p.10, la mort suspecte de Mlle Mbamy Nicole. Alors, la suite ? L'enquête ? Les résultats ? Les atten-

tats de Corse ? L'enquête ? Les attentats dont les auteurs sont connus ? Les « *légitimes* » défenses sont justifiées ? Que dit le procès ? Où sont les coupables ? Comment se fait-il que le célèbre Marchaidar soit actuellement un responsable de « *légitime défense* » ?

Je crois que, si on parle d'un truc, il faut aller jusqu'au bout. Epuiser le sujet, même si le procès est décevant, et que les peines infligées sont dérisoires par rapport aux peines qu'on infligerait à un immigré dans le même cas (et je dirai, justement pour ça, pour faire savoir).

• En ce qui concerne la mise en page :

Il arrive fréquemment qu'un article apporte des précisions intéressantes et qu'on veuille le conserver pour ses renseignements. J'ai des « *dossiers* » sur la violence, la délinquance, le racisme, etc... et je ne suis pas

sûrement le seul.

Alors je vous propose :

— Les 4 pages centrales du journal consacrées à 1 sujet. On arrache ces 4 pages et on a un document à garder et à classer.

- Les articles de 2 pages : évitez de les mettre sur pages 12 et 13, ou 16 et 17 (face à face). Préférez la disposition 5 et 6, ou 11 et 12 (recto-verso). Cela encore pour permettre la conservation des documents.

Par ailleurs, je vous envoie un chèque de 100 F, en échange duquel je voudrais que vous m'adressiez, en Juin et Juillet quelques numéros que je voudrais diffuser. Après quoi je verrai si c'est possible ou pas, et si je dois continuer ou arrêter.

Je suis Français d'origine, retraité et à l'abri du besoin. Mais c'est bien fraternellement que je vous adresse mes salutations.

**J.Graf
Grenoble**

AGENDA

Cartes postales

Lycéen 15 ans désirerais correspondre avec garçons et de préférence filles de mon âge parlant français et aimant sport, lecture, musique et collection de cartes postales.

Messaoud Med-Salah
37 avenue Salah Bey
Biskra Algérie

Camping

Etudiant à la Fac. 21 ans recherche correspondants et correspondantes afin de lier amitié, j'aime la musique les vacances pour les sports, la plage et le camping.

Benkabouche Sidi Mohamed
6 rue chérif Abdenohmane
Relizane
Algérie

Amitiés

Africain, 23 ans, élève-industriel, grand lecteur de *Sans-Frontière*, aimant la musique, la danse, les voyages, la nature et la lecture, aimerait correspondre avec jeunes filles de 17 à 30 ans, du monde entier, sans discrimination aucune, en anglais ou en français, pour beaucoup d'amitiés.

M. Frantz Hondt Guillaume
Serge Touchard Music Co.
68 rue Orfila
75020 Paris France

Offre à filles ou femmes

(Age indifférent) souhaitant travailler à leur rythme, une activité totalement indépendante et immédiate auprès de chez elle, en ville ou en rural. Ecrire à :

Sylvie Berthout
La Blaire Chanu
61800 Tinchebray

Toute origine

J.F. 22 ans désire correspondre avec garçons et filles de toute origine aimant la musique, poésie, et simplicité.

Virapin Marie-Louise
N°34 CD. 44 Ecole de fille
97490 Chaudron

Française motorisée

Jeune lycéen, nationalité algérienne (kabyle) agé de 19 ans cherche correspondants de 15 à 18 ans, française aimant moto, aventure et voyage.

Aksil Djamel
Village d'Ouzou
Commune de Fort National
Algérie



Le Moussem cette année: Le 4ème Moussem de cette année sera décentralisé avec des activités culturelles dans les quatre pays Européens, avec un temps fort qui aura lieu à Dusseldorf en RFA les 4 et 5 juin 1983. Au niveau de la France des activités culturelles

Y'a bon Gabon



Omar Bongo a fait don de 200 millions de C.F. à un réalisateur du nom de Serge Gainsbourg pour le tournage du film « *L'équateur* ». C'est quand même incroyable qu'au moment même où Alioune Seck cherche du fric pour « *Gare de Lyon* », Sembene Ousmane pour « *Samory* » et Félix Samba N'Diaye pour « *Nina* » et tant d'autres, Gainsbourg soit choisi.

Avis à tous les réalisateurs africains, le Gabon, c'est à l'ouest du continent, courez-y vite avant que ça ne devienne le Far-West. Il n'y en a d'ailleurs plus pour très longtemps. Le réalisateur d'un film sur les Mourides et l'exil de Cheikh Amadou Bamba au Gabon aurait peut être les faveurs de Omar et encore...

Quant à Gainsbourg, il a trouvé un titre pour le prochain 33 tours de J. Birkin « *Baby alone in Babylone* ». Il aurait pu dédier ce film à « *Little Bongo man* » en guise d'avertissement.

BN

Philatéliste

Né le 29 juin 1963, aimant musique, sports, (Foot Ball, Karaté et Bose) collectionneurs de timbres, cherche filles agés de 15 à 18 ans.

Hassani Rabah
Village Cheurfa
Commune de Moatras
Tizi Ouzou
Algérie

Thé à la menthe

J'ai l'honneur de vous adresser, car je désire correspondre avec une jeune fille de multiple pays ayant l'âge de 15 à 17 ans.

Je suis jeune Algérien lycéen ayant le niveau de 3ème année secondaire et je suis né le 3.10.1963.

Mes loisirs sont de changer des idées sur différents sujets, j'aime le foot-ball, la musique et les voyages. Merci.

Lakhdari Rabah
Village Igouane Ameur
Commune de Ouaguenoun
-W.Tizi—Ouzou-

Sport et musique

J'aime le cinéma, la musique, les sports, les animaux, je collectionne les timbres: cherche à correspondre avec des jeunes de mon âge 16 ans.

Berrached Mokrane
Village Aguemoun
Commune de Béni Douala
Tizi Algérie



IMMIGRITUDE



L'été 1983 est pour **Jeunesse et Reconstruction** l'occasion de proposer des chantiers dans six nouveaux pays: Italie, Malte, Chypre, Liban, Côte d'Ivoire et Haute-Volte. (De 16 à 30 ans).

Mais nous continuons d'organiser des chantiers internationaux: **France**: construction, aménagement, réflexion sur la Paix, **Turquie, Maroc, Tunisie**: RECONSTITUTION, **Canada**: découverte de villages indiens, **Espagne, Portugal**: archéologie, ethnologie, paléontologie, **Bulgarie, Hongrie, Tchécoslovaquie, Pologne**: travaux ruraux dans les fermes d'état, construction et aménagement, **Allemagne, Danemark**: construction, rénovation, animation..., **Grande-Bretagne**: camps agricole, chantiers sociaux, **Norvège**: travail à la ferme, **Hollande**: chantiers à thème.

Jeunesse et Reconstitution 10 rue de Trévis, 7509 Paris tél. 770.15.88. Adresse télégraphique: *Jeunerec*.

Ministère de l'Education Nationale. Centre National de Documentation Pédagogique. Bureau de Documentation Migrants 91 RUE Gabriel Péri 92120 Mont-rouge. Tél.657.11.67.

LA FRANCE?! JE LUI CRACHE OESSUS MOI, A LA FRANCE!



Association des Ressortissants Sénégalais à Lille a vu le jour le lundi 28 mars 1983. Siège Social: 61 rue Dena Lille Vazenne. but de l'association: défendre et promouvoir les droits des Sénégalais travaillant à Lille. Pour tous renseignements, contacter les délégués: Mahanta Diop, Elhadj Tidiane Sylla, Modou Gaye au 51 rye D'Tena tél (20)30.77.82.

Mali: Union des travailleurs maliens, 8 rue Guy Gasnier 75020 Paris. Association des Travailleurs Maliens, Regroupement des Travailleurs Maliens 7 RUE Chemin de Grosly 93140 Bondy.



Documents de vie pratique pour cours de femmes et adultes. Cette nouvelle production pédagogique est destinée tout particulièrement aux stages d'insertion pour les jeunes et aux cours d'adultes. Elle réunit en une brochure de 120 p. un ensemble de reproductions en noir et blanc (format 21 x 29,7) de documents authentiques (prospectus, imprimés administratifs, affichettes, etc...) permettant au formateur de développer l'expression orale et écrite à partir des réalités de la vie quotidienne. Prix 30 F.



Alger 5/7 juin: **Mouvement Parafricain de la Jeunesse**. Conférence Afro-Arabe de la jeunesse. Rens. *Mouvement*, 19 rue Debbih Cherif Alger tél.57.61.79.

Paris/Lycée Paul Valéry. Exposition « **Influence de l'art africain sur l'art européen** ». Intervention de Lamine Konte. Rens. *ADEAC* 544.50.40.

18 mai/2 juin **UNESCO. Journées culturelles d'Albanie**. 1300 personnes. Rens. *M. Miskovitch* 577.16.10.

Marakech. 3/19 juin. **Festival national marocain de folklore**. Pontoise. 27 mai/4 juin. **3ème biennale internationale du théâtre de marionnettes**. Rens. 080.33.33.

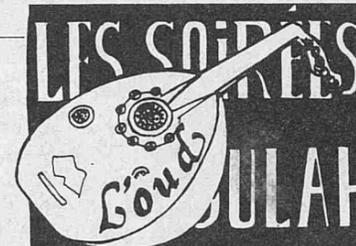
Nancy. **Festival mondial du théâtre**. Rens. 12 rue du Colonel P. 54000 Nancy BP 704 tél.(8)337.00.21.

Mauritanie: Union des Travailleurs Mauritanien, 48 rue Romainville 75019 Paris. Amis lecteurs, si vous connaissez d'autres associations, faites parvenir l'adresse à « *Sans Frontière* » c/o Pierre Kone 33 Bd St-Martin 75003 Paris ainsi que pour toutes nouvelles et suggestions.

Happy ziada

Il s'appelle Yacer. Il est né à Paris. C'est déjà un peu un immigré comme son oncle. Tous nos vœux à Faouzia Daboussi et Mokhtar Stéti.

Bulles de beurs



Le printemps 83 semble apporter une floraison d'ouvrages divers « made in Maghreb ». Les médias s'emparent des auteurs, des artistes de tout poil, originaires d'Afrique à tel point que l'on peut se demander parfois ce qui les pousse à nous montrer aujourd'hui (seulement) un tel florilège. Pas question de s'en plaindre, bien sûr, seul cet enthousiasme subit ces soudaines « découvertes » peuvent prêter à sourire. Quoiqu'il en soit, on peut dorénavant ajouter à ce panorama un auteur de B.D. nouveau et inédit, pour reprendre une formule connue...

Un album de bande dessinée, d'un nommé Farid Boudjellal, vient donc d'atterrir sur nos bureaux, dans la collection Maraccas que Futuropolis consacre aux jeunes auteurs. Un premier album, « *L'Oud* », dont les premières pages avaient paru dans le magazine « *Charlie* ». Pour ceux qui avaient déjà repéré les trois héros de Boudjellal, réjouissez-vous. Quant aux autres, découvrez vite leurs univers, couleur intime et graffitis. Leur remède à la déprime: la musique, qui seule réunit ces trois individus si différents. Quel autre lien possible, entre Aziz, fils de bonne famille, fuyant sa Tunisie natale et un père tyrannique, Kader l'Algérien, parti trouver l'Eldorado pour nourrir femme et enfants, et Nourredine, né en France, sinon la musique?...

Malgré un scénario un peu léger, la recherche de l'Oud (un luth), on lit l'ouvrage avec plaisir. Le dessin, qui fourmille de détails, la finesse de l'observation, un décor bien planté: l'univers de Farid et déjà bien affirmé. Farid Boudjellal, pour décrire une « réalité », n'hésite pas à accumuler les clichés, les images d'Epinal. Mais il détourne à son profit, grâce à l'ironie de son regard. Une dérision douce-amère, mêlée de tendresse, une certaine fraîcheur sont les arguments les plus solides de cet album.

A.V.

El Ghorba

(l'absence ; l'infatigable veilleuse)

Par Nadour Slimane

Le corps de l'immigration arabe porte en lui par l'essence même de son étymologie la recherche de l'homme vers soi-même : distanciation existante par le voile de l'absence ; à l'instar de la quête inévitable de l'artiste mal dans son siècle, qui, lui plus qu'un autre tente d'aller jusqu'au bout de la nuit qu'est notre existence.

El « *ghorba* » n'est que l'expression de cette absence aux racines profondes ; ce déracinement à la terre natale. Inévitable constat que tout immigré assume comme un deuil de quarante jours, par ce regard qui embrasse la distance le séparant de l'origine de sa vie d'homme au pays qui l'a vu entreprendre le voyage vers d'autres rivages plus alléchants. Départ vers l'extériorité de l'âme et de l'esprit par lequel il subvient avec peine aux besoins que l'idéologie sociale, culturelle, économique dominante de cette époque a pu susciter en son cœur.

El « *ghorba* », conscience du rapt à une unité qui fondait sa raison d'être.

Dès lors, la blessure se fait déchirure dans la nuit de notre fuite. Et, l'inadaptation conséquence prévisible de notre choix, pousse son harcèlement jusqu'aux frontières de la folie.

Voilà frère ce que tu peux imaginer et même entendre si ton cœur d'homme est à l'écoute, lorsque, le regard plongé dans le vide, tu vois cet étranger qui est toi-même songeant au berceau de son enfance, et murmurant faiblement ce mot plein de signification et de force : «EL...GHORBA... ».

Je te laisse aussi deviner le long soupir qu'il laissera presque immédiatement tomber ; comme un soufflé qui se voudrait assez puissant pour balayer les démons qui le hantent. C'est ainsi que par l'existence de ce gouffre qui nous tient à l'écart de nous-mêmes et d'un lieu que nous nous savons capables d'atteindre pour être, que surgit impondérablement ce désir, cette quête, cette obsession, cette angoisse qu'un jour nous serons en mesure de le franchir.

Avant ce terme décisif dans la démarche de tout homme pour l'accession à son authenticité et à sa plénitude, l'immigré lui, en repoussant le moment de son ultime décision, songe et aspire à la trêve et au répit que pourra lui accorder « *El ghorba* » durant cette seule période de l'année, où sursitaire, il ira rejoindre pour les congés son propre pays. Il retrouvera son arbre qui puise sa force des racines profondes au centre de la terre des ancêtres, irriguées chaque matin par les chants d'enfants heureux de pouvoir se retrouver encore pour de nouveaux jeux. Onze mois et parfois davantage, avec une patience crispée, chaque jour il respirera son absence, il subira quelquefois la plus haute des hontes que l'on peut infliger à un homme ; celle du non-respect de sa culture intrinsèque, corollaire de sa nature humaine.

Et pendant ce laps de temps, « *El ghorba* », mordra cruellement son illusion d'être. Un refrain douloureux se fera entendre dans sa tête et dans ses yeux, l'imagination entière plongée dans le souvenir de ce que furent les derniers moments passés qui ont fait vibrer son âme, ou de ce qu'ils seront dans un futur qu'il voudrait proche.

« la mer traversée... le soleil capturé... la maison fière au blanc du

djebel... le sourire sensuel de sa femme... la ville et le village grouillant de vie... le père revenu de la Mecque qui sent bon la paix... ses enfants lui faisant une ronde de joie autour de sa solitude »...« etc, à perte de mémoire.

Tout ce temps à venir il le vivra passivement, ne relevant même plus les regards de haine insolente et de mépris. L'indifférence ne le touchera plus désormais, il sait qu'avec obstination à ce moment, là-bas, devant ce lieu qui l'a vu rire face à la source, il renaîtra. Et, il pourra se donner sans retenue à la vie qu'il aura péniblement enfouie en lui. Tout ce temps à venir « *El ghorba* » lui apportera chaque jour son flot de dure et de cruelle réalité.

Absent il l'est, mais pour une présence à venir.

El ghorba déchirement de l'être, mais aussi le moteur d'un devenir créatif de ce qui, en l'homme réclame un dépassement. Frère ! Artiste tu l'es ! Ton instrument, ton archet, ton calame sont cette fidèle et pernicieuse *ghorba*.

Cette page « essais »,
« nouvelles » et
« contes » est
essentiellement prise en
charge par nos lecteurs
depuis la création de
Sans Frontière.
N'hésitez pas à nous
envoyer vos écrits.
Pourvu qu'ils ne soient
pas longs. Ils seront
publiés, même si c'est
avec un peu de retard.

PHOTO DU MOIS
Photo Amadou Gaye



Le 1er Mai en Photo



Amadou Gaye

La photo du haut est parlante : une banderolle « produire français », tenue par les immigrants d'Aulnay. On voit Oufkir au premier plan, comme s'il reprenait ce slogan ...



Amadou Gaye

Mais sur la photo du bas, on a l'impression qu'il ne fait pas l'unanimité, le parapluie aidant !